



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Février 2025 - n°31

- **Donald Trump et les libertariens (page 3)**
- **Le libertarianisme américain : l'idéologie ultra des monopoles qui se cache derrière l'esprit individualiste de l'entrepreneuriat (page 31)**
- **L'essor de l'intelligence artificielle dans le cadre de la relance du capitalisme et de l'inévitable affrontement inter-impérialiste (page 43)**
- **Les investissements capitalistes dans l'intelligence artificielle et la systématisation de son utilisation (page 56)**
- **La superpuissance impérialiste américaine et l'idéologie anti-communiste du bitcoin (page 66)**
- **Programme et documents du sommet sur l'intelligence artificielle de Paris de février 2025 (page 78)**
- **La seconde crise générale comme cadre historique : zones franches libertariennes d'un côté, monopoles de la Tech de l'autre (page 89)**
- **Parti pirate, zadistes, EZLN, municipalisme libertaire, anticapitalisme, LGBT... Comment la gauche de la gauche est devenue libertarienne (page 109)**
- **Cyril Hanouna, le profil idéal pour une candidature trumpiste à la française (page 112)**
- **Les Brigades Rouges - PCC et le programme informatique révolutionnaire en mode IA (page 117)**
- **L'absence de message d'Abdullah « Apo » Öcalan le 15 février 2025 (page 140)**

L'impact de l'arrivée, pour la seconde fois, de Donald Trump à la tête de la superpuissance impérialiste américaine ne s'est pas fait attendre. On a eu droit à une vague de cynisme mondial, de peur panique, d'espoir fou en un grand renouveau et d'une compréhension résignée qu'on va à la guerre mondiale.

Un mélange explosif, dont l'aspect principal est malheureusement pour l'instant la croyance qu'en bouleversant la situation à la Donald Trump, on peut parvenir à quelque chose.

éditorial

Néanmoins, il ne s'agit pas de perdre de vue que même si Donald Trump est un personnage grotesque, monstrueux, incohérent et sans foi ni loi, il représente une démarche qui, elle, est pleine de sens.

On parle ici de la tentative de ré-impulser le capitalisme. Par en bas, d'une part, en systématisant ce qui est déjà en place : l'idéologie qui veut qu'on puisse faire ce qu'on veut, du moment qu'il n'y a pas de préjudice pour autrui. C'est le libertarianisme.

Par en haut, d'autre part, avec la généralisation de l'intelligence artificielle pour mettre en place absolument partout la restructuration du capitalisme. Il s'agit d'élever la productivité, coûte que coûte, pour contrer la chute tendancielle du taux de profit dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme qui s'est ouverte en 2020.

La crise, c'est la restructuration et la guerre de repartage du monde, comme nous l'avons affirmé lors de la naissance de *Crise*. Nous y voilà, tout est mis en place en ce sens.

Et c'est de là qu'il faut partir pour y opposer la révolution.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

Le monstre produit par la crise générale de 2020 : Donald Trump, porteur de la restructuration et de la guerre de repartage du monde

Donald Trump est un personnage sinistre, un monstre produit par une situation historique d'une portée transcendante : la crise générale du capitalisme commencée en 2020. Nul ne peut ignorer que depuis cette date, le monde se transforme de manière accélérée, il n'y a pas une pierre qui reste en place, tout change, et pas pour le mieux.

Car le capitalisme en crise se précipite vers deux portes de sortie : la restructuration et la guerre. La restructuration vise à remodeler la production et la consommation, afin de rétablir les profits. La guerre vise à repartager le monde, pour s'approprier les parts des concurrents, là encore afin de s'approprier du profit de manière suffisante.

C'est par la compréhension de la crise générale de 2020 qu'est née *Crise*, une revue au format pdf qui analyse et qui avertit : attention, nous nous alignons historiquement sur la restructuration et la guerre de repartage du monde, il faut comprendre ce qui se passe, il faut l'analyser, il faut combattre le capitalisme qui mène le monde à la perdition.

L'intelligence artificielle est le vecteur de la restructuration : prenez en conscience !

En 2017, il y a eu un grand progrès technologique, dans la mesure où le modèle dominant des intelligences artificielles a changé de forme. Ce modèle, appelé « Transformers » et élaboré par une équipe de Google, ne tombe pas du ciel et n'est pas un coup de génie. Il est une manière astucieuse de profiter des immenses puissances de calcul désormais permises.

En conséquence, les intelligences artificielles sont bien plus performantes, leur efficacité est telle qu'on peut en profiter pour les traductions et les analyses de données. Grâce aux interfaces de conversation, on peut aisément demander ce qu'on veut et l'obtenir, que ce soit sous la forme de textes, de graphiques, d'images ou de sons.

Tout cela est bien sûr très formel, car les intelligences artificielles écrasent les informations, afin d'optimiser : on peut demander n'importe quoi, on l'obtient, car le but est commercial avant tout. L'intelligence artificielle est un service commercial et « il faut » un résultat positif pour le client.

Cependant, ces résultats positifs suffiront à porter la restructuration. Pourquoi ? Parce que les entreprises vont pouvoir disposer d'outils précis pour réorganiser leurs activités. En plaçant un peu partout des moyens d'envoyer des informations par internet, comme sur les machines ou les véhicules, les entreprises vont stocker leurs données, les faire analyser par l'intelligence artificielle, qui va proposer des modifications.

Mais c'est valable pour l'organisation du travail, l'établissement de propositions commerciales, le rapport aux salariés, la mise en avant des produits, la définition même des produits, etc.

Cette restructuration aura naturellement comme vecteur les travailleurs, qui devront se plier, s'adapter, et parfois se faire licencier. Quant à la défense syndicale, elle ne peut qu'être inefficace, parce que la restructuration se fait au moyen de données inaccessibles aux syndicats. Ces derniers découvriront les modifications une fois celles-ci faites, ils seront devant le fait accompli.

L'intelligence artificielle va faire deux gagnants :

- le capitalisme dans sa superstructure impérialiste, puisque ce sont des monopoles qui ont en main les intelligences artificielles ;
- le capitalisme dans sa base concurrentielle, puisque la restructuration va relancer la productivité.

Donald Trump porte la restructuration par l'intelligence artificielle et le libertarianisme

Comme il faut bien une idéologie pour accompagner la restructuration, c'est le libertarianisme qui est mis en avant, un autre mot pour désigner l'anarcho-capitalisme. C'est l'idée d'un capitalisme au service des individus consommateurs de la vie, qui choisissent ce qu'ils veulent du moment qu'il n'y a pas préjudice pour autrui.

L'État est ici superflu et la société n'est elle-même que la description d'un agrégat d'individus. Personne ne peut juger le mode de vie des autres et on ne saurait obliger quelqu'un à faire ou accepter quelque chose. Tout le monde est différent, et même unique.

C'est une conception ultra-individualiste, avec laquelle sont déjà d'accord la grande majorité des gens dans les pays capitalistes occidentaux. C'est la tolérance poussée au libéralisme, l'acceptation donnant naissance au relativisme. On peut tout dire, tout en sachant qu'on ne peut rien dire, puisque chacun est différent et que tout est relatif.

Le libertarianisme est « de droite », mais son ancêtre direct consiste en l'idéologie LGBT et les courants philosophiques post-structuralistes de la « post-modernité », qu'on trouve par contre « à gauche ».

La « gauche » du capitalisme, en niant les classes et en érigeant l'individu comme alpha et oméga des valeurs, a pavé la voie à la « droite » du capitalisme, qui dit la même chose mais avec froideur et cynisme, car l'époque a changé.

Le mot d'ordre, c'est désormais chacun pour soi et l'intelligence artificielle pour tous ; il faut plus d'identités, plus de séparations, plus d'individualisme, mais cela ne doit pas donner naissance à une démarche trop « communautaire » (comme le voulaient les LGBT), car cela nuit trop à l'universalité des marchandises.

Le libertarianisme est un ajustement de l'individualisme LGBT, qui est allé trop loin dans ses conceptions en croyant en ses propres mensonges, et on sait bien que rien n'est plus prétentieux au monde qu'un activiste LGBT adepte des philosophies post-modernes.

Avec Donald Trump, les masques tombent donc, et l'individualisme « de gauche », qui se voulait social et « réparateur », laisse la place au même individualisme, qui lui est « aventurier » et compétitif.

C'est que, fondamentalement, l'autre tendance n'a pas disparu, et elle reste même dominante : c'est la guerre de repartage du monde.

Donald Trump a bouleversé l'ordre mondial début février 2025

Donald Trump a en quelques jours littéralement bouleversé l'ordre mondial. L'idée fondamentale derrière est très simple ; elle est résumée de la manière suivante par le vice-président américain, JD Vance, lors de la conférence de Munich du 14 février 2025.

« Nous pensons qu'il est important, dans le cadre d'une alliance commune, que les Européens renforcent leurs défenses pendant que l'Amérique se concentre sur les régions du monde qui sont en grand danger. »

Nous avons déjà souligné à maintes reprises cet aspect fondamental : la superpuissance impérialiste américaine se focalise sur son challenger chinois. C'est la ligne de Donald Trump, depuis le départ.

Ce qui s'est passé début février 2025 confirme absolument notre thèse.

Comment Donald Trump a-t-il fait pour tout faire sauter ? On a déjà vu que dès son accession à la présidence, il a commencé à mettre le feu. Il a annoncé que les États-Unis se devaient de reprendre le contrôle du Panama.

Il a expliqué que le Groenland devait devenir une possession américaine. Au passage, le Canada devrait d'ailleurs se dissoudre pour rejoindre les États américains de l'Union.

Au départ, beaucoup de commentateurs ont expliqué que Donald Trump était un commercial, qu'il demandait beaucoup pour obtenir ensuite un peu, comme dans un marchandage. Beaucoup de gens le pensent encore. Mais au Canada, tout le monde a bien compris que Donald Trump ne plaisantait pas du tout.



Les taxes qu'il a mises sur le commerce avec le Canada, à hauteur de 25 %, suffisent à torpiller le Canada. Il en va de même pour le Mexique, taxé à la même hauteur. Les taxes ont été gelées, dans les deux cas, pour un processus de négociation.

Le rapport de force est toutefois là et, symboliquement, Donald Trump a fait en sorte de renommer le Golfe du Mexique en Golfe d'Amérique. En route pour le *Superbowl* à bord de Air Force One, il a également signé un décret pour un « jour du Golfe de l'Amérique », le 9 février.

On est ici dans une mise en scène très calculée, un *story telling* désormais incontournable depuis la guerre en Ukraine et les annonces très régulières et théâtrales - propagandistes du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

On n'est plus dans une action médiatique au jour le jour. On est dans une mise en scène au long cours, dans une narration construite et toujours soupesée, toujours recalibrée.

C'est une orchestration nationaliste et militariste, un embrigadement à grande échelle, irrationnel et populiste, crétin et belliciste.



Tout cela, pourtant, n'est rien en comparaison avec le choc absolu de l'annonce par Donald Trump d'une rencontre au sommet entre lui et Vladimir Poutine en Arabie Saoudite, pour décider en commun du sort de l'Ukraine.

Cette annonce faite le 12 février 2025 a provoqué une onde de choc terrible en Europe surtout. Car Donald Trump ne fait même pas semblant de prendre l'Europe en considération, ni même l'Ukraine !



Il montre ouvertement que la superpuissance impérialiste américaine fait ce qu'elle veut.

Tous les responsables européens ont été bluffés de tant de cynisme, alors qu'en plus leur situation de vassaux a été révélée au grand jour, de manière indiscutable.

Tout se décide à Washington, même le sort de l'Ukraine, qui se voit ici réduite à un statut directement colonial. Le 10 février 2025, Donald Trump a ainsi exigé l'équivalent de 500 milliards de dollars de terres rares ukrainiennes, en échange de l'aide américaine fournie.

Et le 12 février 2025, en visite à Kiev, le Secrétaire au Trésor Scott Bessent a tenté de faire signer par Volodymyr Zelensky un document attribuant 50 % de la production des mines ukrainiennes aux États-Unis.

On n'est pas ici dans le marchandage, mais dans l'impérialisme. C'est la loi du plus fort, c'est l'instauration d'un néo-féodalisme à l'époque du capitalisme le plus moderne – ce qui est une preuve d'effondrement.

La place de l'Europe : vassalisée, militarisée

Les représentants européens ont vaguement protesté à l'initiative de Donald Trump, expliquant que l'Europe avait son mot à dire, que ce serait à l'Ukraine de décider. Mais l'Europe n'est pas unifiée et chacun joue sa partition ; le Royaume-Uni a été au premier rang pour saluer l'initiative américaine, alors que la France était décontenancée.

Car que reste-t-il à l'Europe finalement ? Le devoir, exigé par la superpuissance impérialiste américaine, de systématiser sa militarisation. Il est attendu des dépenses phénoménales, la mise en place de vastes armées.

Naturellement, cela va de pair avec l'achat massif de matériel militaire américain ; en revanche, les États-Unis ne doivent plus être considérés comme assurant la sécurité européenne.

Les États-Unis vont se concentrer sur la zone indo-pacifique, il ne faut donc plus ennuyer les Américains avec autre chose. Leur priorité, c'est la Chine ; tous les autres aspects sont secondaires.

Le paradoxe est que Donald Trump a affirmé qu'il rencontrerait bientôt, « lorsque les choses se seront calmées », à la fois le président chinois Xi Jinping et le président russe Vladimir Poutine. Il y a encore l'idée de contourner la guerre avec la Chine, à condition bien entendu que celle-ci décroche.

Il en va ainsi avec la marche à la guerre : les acteurs de celle-ci sont comme des somnambules, ils y vont sans réellement avoir conscience qu'ils avancent de manière inexorable. Ils veulent la guerre, ils font tout pour, et en même temps ils s'imaginent porter la paix, un nouvel âge d'or.

Même l'Allemagne nazie a toujours prétendu à son opinion publique ne pas avoir déclenché de guerre de son propre ressort, et vouloir un nouvel ordre européen pacifique et juste. On est dans l'utopie criminelle, expansionniste, impérialiste.

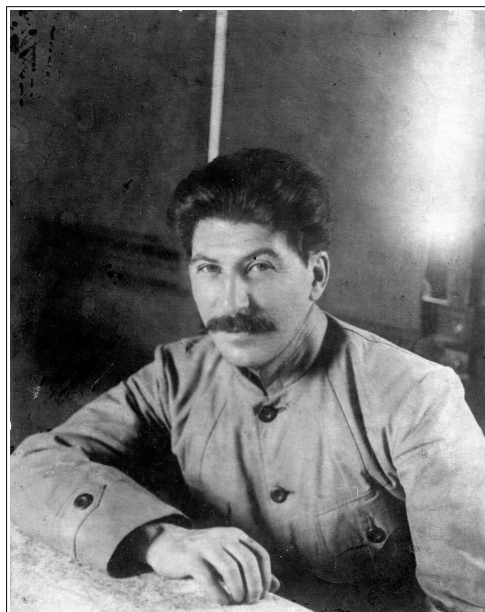
Et les pays européens ne peuvent aller que dans le sens de continuer l'escalade contre la Russie, afin d'affronter celle-ci, parallèlement à la bataille sino-américaine qui concerne quant à elle la place de numéro un mondial, de force hégémoniste à l'échelle mondiale.

Portons l'inverse du capitalisme en crise !

Le capitalisme devient agressif afin de se relancer ; il produit des gens sans foi, ni loi. Le cynisme contamine tout le monde et, à la dépression d'une vie aliénée, d'un travail harassant où on est exploité, s'ajoute l'esprit de mobilisation.

Mobilisation en faveur de la consommation, de l'individualisme, du relativisme. C'est frénétique et stupide.

Il faut opposer à cela l'intelligence et la culture, l'harmonie et le sens de l'Histoire.



Ce qui est en jeu, c'est la civilisation. Soit les masses américaines et européennes acceptent Donald Trump, en se disant qu'après tout elles ont une place privilégiée dans le monde, et qu'il est un moindre mal pour maintenir les choses en l'état.

Soit les masses comprennent qu'elles ont été utilisées pendant plusieurs décennies par le capitalisme développé, qui les a transformées en individus amorphes et isolés, totalement coupés d'une réelle reconnaissance de classe, d'une exigence naturelle de Socialisme.

Dans le premier cas, les masses américaines et européennes vont rester passives, espérant profiter au maximum, jusqu'au dernier moment, de leur mode de vie petit-bourgeois.

Dans le second cas, il y a une rupture avec le mode de vie dominant, une prise de conscience de la possibilité d'une vie totalement différente, au moyen de la richesse matérielle qu'on a maintenant.

Ce qui va être déterminant ici, c'est la question de la génération, bien sûr. Les personnes les plus âgées comprennent l'ampleur du désastre, mais elles sont pieds et poings liés dans le capitalisme, où elles ont vécu pendant des décennies en consommateurs passifs, parfois avec de prétendues critiques.

Jamais elles ne seront en mesure d'une autocritique fondamentale, dure comme l'acier, dont nous avons besoin dans cette époque nouvelle.



Car nous avons besoin d'hommes et de femmes à l'esprit forgé dans l'acier, capables de s'engager pour la Cause de classe en impliquant tout leur être, prêts à diriger les masses à grande échelle, pour de longues périodes.

Ces gens ne peuvent que naître de la compréhension de l'abondance que pourrait permettre les forces productives, mais que le capitalisme empêche.

D'un côté, un monde sous la pression de la restructuration, avec la tendance à la guerre primant toujours plus jusqu'à la guerre mondiale. De l'autre, le Socialisme comme société harmonieuse et culturelle, en dialectique productive avec la Nature et les animaux, où les richesses permettent l'unité collective et le développement des facultés de chacun. Telle est l'alternative. ■

Donald Trump et les libertariens

Donald Trump a demandé l'appui des libertariens pour sa seconde campagne présidentielle, et s'il ne l'a pas réellement obtenu, l'ensemble de sa démarche est marquée en profondeur par l'anarcho-capitalisme, ou libertarianisme.

Cette conception affirme que l'État est une force mauvaise, voire maléfique ; elle appuie les forces de collectivisme, de collectivisation. Il faut donc le supprimer, ou du moins le réduire à des fonctions basiques et encadrées, par exemple le maintien de l'ordre intérieur avec la police et la défense du pays contre des menaces extérieures éventuelles.

Il est étonnant de voir Donald Trump, dont le contenu stratégique est ambitieux puisqu'il s'agit de se confronter militairement à la Chine, s'aligner sur des gens dénonçant le renforcement de l'État.

Mais Donald Trump représente l'aile la plus agressive du capitalisme et il a besoin de transformer en profondeur l'appareil d'État. Revendiquer la lutte contre « l'État profond » est tout à fait utile afin de pouvoir être en mesure de purger l'administration.

De plus, la ligne particulièrement agressive de Donald Trump correspond au capitalisme le plus offensif, et ce sont les libertariens qui le représentent aux États-Unis. Il faut absolument connaître Ayn Rand pour pouvoir être en mesure de parler de la société américaine ; l'influence qu'elle a eu est absolument massive sur le plan idéologique et culturel.

De manière très grave, ceux et celles qui ne la connaissaient pas encore verront à quel point une très large partie de la « gauche » française est totalement alignée sur la vision d'Ayn Rand et des libertariens.

Les anarchistes, les trotskistes, les « libertaires » (c'est ainsi que se définissent les post-anarchistes), les intellectuels « critiques » du capitalisme... sont fanatiquement anti-communistes, ils ont l'obsession du refus du collectivisme.

Il suffit de se rappeler ici de leurs positions au moment de la pandémie : tous ces gens étaient opposés au confinement, alors que dans tous les autres pays du monde, c'était l'extrême-droite qui était en première ligne pour s'y opposer !

Donald Trump s'est également opposé aux mesures anti-COVID, au nom de l'individualisme, des droits « individuels », et il réaffirme ceux-ci afin de promouvoir l'esprit d'entreprise, dans l'objectif de ré-impulser le capitalisme. **C'est le second côté d'une pièce dont la première est le protectionnisme, le repli nationaliste, une politique extérieure à visée expansionniste.**

Gustave de Molinari

est un économiste belge (1819-1912) considéré comme le précurseur de l'anarcho-capitalisme ou libertarianisme, mouvement qui veut un État minimal ou plus d'État du tout, dans le cadre d'une économie de marché reconnaissant le droit absolu de propriété. L'un de ses premiers ouvrages est :

Les Soirées de la rue Saint-Lazare. Entretiens sur les lois économiques et défense de la propriété

publié en 1849, soit une année après le Manifeste du Parti Communiste de Karl Marx et Friedrich Engels. Trois personnes y débattent à Paris, rue Saint-Lazare : un socialiste et un conservateur qui ont le mauvais rôle, et un économiste qui représente les idées libérales et le refus maximal de l'État.

LE CONSERVATEUR.

Le gouvernement doit... gouverner.

LE SOCIALISTE.

Parbleu ! mais qu'entendez-vous par gouverner ?
N'est-ce pas diriger les intérêts, les accorder ?

L'ÉCONOMISTE.

Les intérêts n'ont besoin ni d'être dirigés ni d'être accordés. Ils se dirigent et s'accordent bien sans que personne s'en mêle.

LE SOCIALISTE.

S'il en est ainsi, que doit faire le gouvernement ?

L'ÉCONOMISTE.

Il doit garantir à chacun le libre exercice de son activité, la sécurité de sa personne et la conservation de sa propriété.

Pour exercer cette industrie particulière, pour rendre ce service spécial à la société, le gouvernement doit disposer d'un certain matériel. Tout ce qu'il possède en sus est inutile.

LE CONSERVATEUR.

Mais s'il rend d'autres services encore à la société ; s'il donne de l'éducation, s'il salarie des cultes, s'il contribue au transport des hommes et des marchandises par terre et par eau, s'il fabrique du tabac, de la porcelaine, des tapis, de la poudre, du salpêtre....

L'ÉCONOMISTE.

En un mot, s'il est communiste !

Eh bien ! il ne faut pas que le gouvernement soit communiste !

Comme tout entrepreneur, le gouvernement ne doit faire qu'une seule chose sous peine de faire fort mal ce qu'il fait.

Tous les gouvernements ont pour industrie principale, la production de la sécurité. Qu'ils s'en tiennent là.

LE CONSERVATEUR.

Voilà une application bien rigoureuse du principe de la division du travail.

Vous voudriez donc que le domaine public cessât d'exister, que l'État vendit la plus grande partie de ses propriétés, que toutes choses, en un mot, fussent spécialisées.

L'ÉCONOMISTE.

Je le voudrais, dans l'intérêt du développement de la production.

On a fait récemment, en Angleterre, une enquête sur la gestion des propriétés publiques.

Rien d'instructif comme les renseignements recueillis dans cette enquête.

Le domaine public se compose, en Angleterre, des anciens fiefs de la couronne, devenus propriétés nationales. Ces propriétés sont vastes et magnifiques.

Entre les mains des particuliers, elles donneraient un produit considérable ; entre les mains de l'État, elles ne rapportent presque rien (...).

LE CONSERVATEUR.

Voilà un abus flagrant ; mais c'est dans l'aristocratique Angleterre que ces choses se passent, ne l'oubliez pas !

L'ÉCONOMISTE.

Il s'en passe bien d'autres dans notre France démocratique. On a reconnu depuis bien longtemps, en France comme en Angleterre, que la gestion des biens de l'État est détestable.

LE CONSERVATEUR.

Cela n'est que trop vrai. Cependant, il y a des propriétés qui doivent évidemment demeurer entre les mains de l'État, les routes, par exemple.

L'ÉCONOMISTE.

En Angleterre, les routes se trouvent entre les mains des particuliers et l'on n'en voit, nulle part, de si bien entretenues.

LE CONSERVATEUR.

Voilà un abus flagrant ; mais c'est dans l'aristocratique Angleterre que ces choses se passent, ne l'oubliez pas !

L'ÉCONOMISTE.

Il s'en passe bien d'autres dans notre France démocratique. On a reconnu depuis bien longtemps, en France comme en Angleterre, que la gestion des biens de l'État est détestable.

LE CONSERVATEUR.

Cela n'est que trop vrai. Cependant, il y a des propriétés qui doivent évidemment demeurer entre les mains de l'État, les routes, par exemple.

L'ÉCONOMISTE.

En Angleterre, les routes se trouvent entre les mains des particuliers et l'on n'en voit, nulle part, de si bien entretenues.

LE CONSERVATEUR.

Et les barrières donc ? La circulation n'est pas libre en Angleterre, elle est libre en France.

L'ÉCONOMISTE. Pardon ! elle est beaucoup plus libre dans la Grande-Bretagne, car les voies de communication y sont beaucoup plus nombreuses.

Et savez-vous à quoi cela tient ? Tout simplement à ce que le gouvernement a laissé les particuliers construire des routes sans se mêler d'en construire lui-même ?

LE CONSERVATEUR.

Mais, encore une fois, les péages ?

L'ÉCONOMISTE.

Eh ! croyez-vous donc qu'en France les routes se construisent et s'entretiennent pour rien ? Croyez-vous que le public n'en paye pas la construction et l'entretien, comme en Angleterre ?

Seulement, voici la différence.

En Angleterre, les frais de construction et d'entretien des routes sont couverts par ceux qui s'en servent ; en France ils sont couverts par tous les contribuables, y compris les chevriers des Pyrénées et les paysans des Landes qui ne foulent pas deux fois par an le sol d'une route nationale.

En Angleterre, c'est le consommateur de transports qui paye directement les routes sous forme de péages ; en France, c'est la communauté qui les paye indirectement sous forme d'impôts le plus souvent abusifs et vexatoires.

Lequel est préférable ? (...)

L'État est encore propriétaire de la plupart des sources d'eaux minérales. Aussi sont-elles fort mal administrées, bien que les administrateurs et les inspecteurs ne manquent pas.

En outre, sous le prétexte que les eaux minérales factices servent de médicaments on en a mis la fabrication sous la surveillance de l'administration.

Autres administrateurs et autres inspecteurs !

LE CONSERVATEUR.

Ah ! l'administration est notre grande plaie.

L'ÉCONOMISTE.

Il n'y a qu'un moyen de guérir cette plaie-là, c'est de moins administrer.

Murray Rothbard

est un économiste américain (1926-1995) qui est la grande figure du libertarianisme, qu'il a systématisé comme idéologie à la suite de l'école autrichienne d'économie, dont les principales figures sont les Autrichiens Carl Menger, Eugen von Böhm-Bawerk, Ludwig von Mises et Friedrich Hayek. Auteur prolifique, il est notamment l'auteur en 1973 de

Pour une nouvelle liberté : le manifeste libertarien

Le credo libertarien repose sur un principe cardinal : aucun individu ni aucun groupe d'individus ne peut violer l'intégrité ou enfreindre la propriété d'un autre individu.

Ce que l'on nommera l'« axiome de non-agression ». « Agression » peut être définie comme l'initiation ou la menace de recourir à la violence physique contre l'intégrité ou la propriété d'une autre personne. Agression est ainsi synonyme d'intrusion.

Si aucun homme ne peut recourir à la force contre un autre ; si, en un mot, chacun a le droit absolu d'être « libre » de toute agression, cela implique alors que le libertarien défende fermement ce que l'on appelle communément « libertés civiles » : les libertés d'expression, de publication, d'association, mais également celle de se livrer à des activités qualifiées de « crimes sans victimes » telles que la pornographie, les pratiques sexuelles déviantes, ou la prostitution (le libertarien ne considère pas ces activités comme des « crimes », puisqu'il définit la notion de « crime » comme une intrusion violente contre l'intégrité ou la propriété d'une autre personne).

En outre, il considère la conscription comme une pratique esclavagiste à grande échelle. Et dans la mesure où la guerre, en particulier la guerre moderne, conduit au massacre d'un grand nombre de civils, le libertarien considère ces conflits comme des meurtres de masse et par conséquent comme absolument illégitimes. Toutes ces opinions sont aujourd'hui jugées comme « de gauche » sur l'échiquier idéologique contemporain.

D'un autre côté, dans la mesure où le libertarien s'oppose également à toute violation de la propriété privée, cela signifie qu'il rejette avec autant d'insistance toute ingérence gouvernementale

contre le droit de propriété ou le libre marché, que cette intrusion prenne la forme de normes, de réglementations, de subventions ou d'interdictions.

En effet, si chaque individu a le droit de jouir de sa propriété libre de toute violente déprédation, alors il a aussi le droit de s'en défaire (legs ou héritage) et de l'échanger contre la propriété d'autres individus (liberté contractuelle et économie de marché) sans intrusion. Le libertarien proclame le droit de propriété privée sans restriction et loue le libre-échange ; d'où un système de « laissez-faire ».

À nouveau, dans la terminologie habituelle, la position libertarienne en matière de propriété et d'économie serait considérée d'« extrême droite ». Mais le libertarien ne voit aucune contradiction à être « de gauche » sur certains sujets et « de droite » sur d'autres.

Au contraire, il estime sa position comme étant en pratique la seule cohérente, si l'on se place du point de vue de la liberté de chaque individu.

Car, en effet, comment le gauchiste peut-il être opposé à la violence de la guerre et de la conscription tout en soutenant, en même temps, la violence de l'impôt et de l'autorité gouvernementale ?

Et comment l'homme de droite peut-il clamer sa dévotion à la propriété privée et à la libre entreprise tout en approuvant la guerre, la conscription, ainsi que l'interdiction d'activités et de pratiques non intrusives qu'il juge immorales ? Et comment encore l'homme de droite peut-il défendre le libre marché sans s'apercevoir que quelque chose ne va pas dans les importantes subventions, distorsions, et inefficacités de production qu'implique l'existence d'un complexe militaro-industriel ?

Samuel Edward Konkin III

est un penseur libertarien américain qui s'oppose totalement à un État minimal ou à une reconnaissance de l'État. Il prône ainsi une contre-économie, sans régulation ni impôt, fonctionnant en-dehors de l'État et dans la perspective de mettre entièrement celui-ci de côté. Il a exposé sa vision du monde en 1980 dans un

Manifeste néo-libertarien

La véritable oppression, découlant de concepts fantaisistes et illusoire implantés profondément dans la tête d'innombrables victimes, ne peut être combattue qu'à l'aide d'une stratégie globale et autour d'un seul point cataclysmique de singularité historique: la Révolution.

Une telle institution de coercition, centralisant l'immoralité, ordonnant des vols et des meurtres, et coordonnant l'oppression à une échelle inconcevable comparée à la seule criminalité ordinaire, existe vraiment.

C'est la Mafia au-dessus de toutes les Mafias, le Gang surpassant tous les Gangs, c'est la Conspiration dépassant toutes les conspirations. C'est ce qui a massacré plus de gens en quelques dizaines d'années que tous les morts de l'Histoire humaine jusque là ; c'est ce qui a volé plus de richesse en quelques décennies que toute la richesse produite jusque là ; c'est ce que a tordu et corrompu plus d'esprits - pour exister et survivre - en quelques décennies, que toute l'irrationalité de l'Histoire toute entière jusque là. C'est Notre Ennemi: l'État (...).

Partout où l'État divise et assujettit ses opposants, le Libertarianisme unit et libère. Partout où l'État obscurcit, le Libertarianisme éclaire ; là où l'État dissimule, le Libertarianisme révèle ; là où l'État encourage, le Libertarianisme condamne.

Le Libertarianisme développe une philosophie complète à partir d'un seul axiome: l'initiation de violence ou de menace de violence (coercition) est mauvaise (immorale, maléfique, stupide, impraticable, etc.) et est interdite ; rien de plus.

Le Libertarianisme, à ce jour, a découvert le problème et défini la solution: l'État face au Marché.

Le Marché est la somme de toutes les actions humaines libres. Celui qui agit sans coercition fait partie du Marché. C'est ainsi que l'économie fut intégrée dans le Libertarianisme.

Le Libertarianisme a inspecté la nature humaine pour expliquer ses droits fondamentaux dérivant de la non-coercition.

Il en est sorti que tout homme (ou femme, ou enfant, ou Martien, etc...) a un droit absolu et exclusif sur sa vie et tout ce qu'il crée avec (sa propriété) (...).

D'abord, à l'exception de tous ceux qui ne souhaitent pas participer, chacun s'assure contre l'agression et le vol.

On peut même assurer sa vie pour le montant que l'on estime qu'elle vaut, pour les cas de meurtres (ou d'homicide involontaire) ce qui peut aller de, par exemple, saisir la vie du meurtrier pour (si c'est technologiquement faisable) utiliser ses organes transplantables afin de rendre la vie à la victime, jusqu'à une indemnité payable à ceux qui poursuivront l'œuvre de sa vie.

Ce qui est crucial ici est que la victime décide de la valeur de sa vie, de son corps et de ses biens avant l'agression (...).

Le reste de la société libertarienne pourrait au mieux être présenté par des auteurs de science-fiction imaginatifs et disposant de connaissances de base en praxéologie (c'est le nom que von Mises donne à l'étude de l'action humaine, qui inclut, mais n'est pas limitée à, l'économie).

Les avantages essentiels de cette société - théorie libertarienne et marché libre mis en pratique, appelée agoriste du grec Agora pour "place de marché" - sont l'innovation rapide en science, technologie, communication, transport, production et développement de la culture et des sciences humaines pour tenir le rythme face au progrès matériel.

Aussi, ce progrès non-matériel est plausible car la liberté totale implique le développement de formes d'art non-violentes et aussi de sa transmission accélérée aux autres. La littérature libertarienne décrivant dans le détail ces progrès constitue déjà une masse respectable, et continue de croître.

On peut conclure cette description du mécanisme de réparation en répondant à quelques objections obscures qui lui sont opposées parfois. La plupart d'entre elles se réduisent à des désaccords personnels sur la valeur des biens et des vies.

Laisser le marché libre, impersonnel, et la victime décider est la meilleure solution à la fois pour la victime et pour l'agresseur, donc au final, pour la société toute entière (...).

Une autre objection courante concerne le sort des agresseurs qui ont payé leurs dettes (à la victime, pas à la "société"), et sont "libres" de recommencer - avec une plus grande expérience.

Qu'en est-il de la récurrence, omniprésente dans la société étatique ?

Bien sûr, une fois coupable d'agression, on est certainement mis sous surveillance par les assureurs et immédiatement suspecté dès qu'une agression similaire est commise dans le voisinage. Et bien que les camps de travail puissent être envisagés pour payer réparation dans certains cas extrêmes, la plupart des agresseurs y travailleraient dans une relative liberté (...).

Il est possible, pratique et même rentable de basculer de larges portions d'humanité d'une société étatique à une société agoriste [fonctionnant par agora, lieu du marché] par la libre entreprise.

C'est, au sens le plus strict du terme, une activité vraiment révolutionnaire (...).

Pratiquement tout le monde participe d'une façon ou d'une autre à fausser la déclaration ou représentation des revenus au fisc et aux douanes, depuis les prêts entre amis, les transactions à l'intérieur de la famille, les pourboires non déclarés, et même la pratique de positions sexuelles interdites par la loi.

D'une façon ou d'une autre, donc, tout le monde est contre-économiste ! C'est un résultat prévisible à travers la théorie libertarienne.

Chaque aspect de l'action humaine a sa régulation étatique pour l'interdire, la réguler, la contrôler et la taxer (...).

Ce qui existe partout sur la planète et qui permet à l'État de persister, c'est l'accord de la victime. Chaque victime de l'étatisme a internalisé le système de l'État à un degré ou un autre. La proclamation annuelle du fisc fédéral américain que l'impôt sur le revenu dépend de "l'obéissance volontaire" est vraie, ironiquement.

Si les contribuables coupaient le cordon ombilical, l'État-vampire périrait inévitablement, la bête perdrait ses griffes.

Si tout le monde abandonnait la "monnaie légale" pour l'or ou d'autres biens comme paiement dans les contrats et transactions, il semble douteux que la taxation puisse encore maintenir en place l'État (...).

Si vous avez maintenant choisi la voie Néo-Libertarienne, vous souhaitez peut-être joindre votre voix aux nôtres pour prononcer le serment "Triple A", ou pousser un cri de guerre commun, ou autre chose, et y revenir régulièrement pour rafraîchir votre engagement:

Nous témoignons de l'efficacité de la liberté et applaudissons la beauté complexe de l'échange volontaire.

Nous exigeons le droit de chaque égo à maximiser sa valeur sans limite autre que celle d'un autre égo.

Nous proclamons l'âge du Marché sans restrictions, des conditions naturelles et adaptées d'existence pour l'humanité, de la richesse en abondance, des objectifs avec ou sans limite, et du sens de la vie déterminé par chacun, pour tous: Agora.

Nous défions ceux qui veulent nous enchaîner de dévoiler leurs raisons ; sans preuve d'agression de notre part nous brisons nos liens.

Nous apportons la justice à tous ceux qui ont été agressés, en tout temps.

Nous ramenons ceux qui ont souffert de l'oppression dans leur condition légitime.

Et nous bannissons pour toujours le Monstre des Ages, le monopole soit-disant légitime de la coercition, de nos esprits et de notre société, le protecteur des agresseurs et le destructeur de la justice.

Nous détruisons l'État: Anarchie.

Nous exerçons nos volontés jusqu'à nos limites personnelles, restreints uniquement par notre moralité.

Nous combattons les anti-principes qui saperaient notre détermination et combattons tous ceux qui s'opposent physiquement à nous.

Nous ne cesserons la lutte ni ne gâcherons nos ressources qu'une fois l'État détruit et qu'une fois que l'humanité aura trouvé sa demeure agoriste.

Brûlant d'un désir inextinguible de Justice pour tout de suite et de Liberté pour toujours nous vainquons: Action ! Agora, Anarchie, Action !

Samuel Edward Konkin 3ème du nom

12 octobre 1980, anarcovillage de Long Beach

Ayn Rand

est totalement inconnue en France ; elle est pourtant extrêmement connue aux États-Unis, pays qu'elle a rejoint après avoir quitté la Russie à la suite de la révolution d'Octobre. Ayn Rand (1905-1982) a inauguré un genre majeur : la dystopie d'esprit libertarienne. Des ouvrages comme *1984* ou *Le meilleur des mondes* convergent avec cette démarche, s'alignant sur les mêmes principes.

Nous, les vivants, publié en 1936, n'eut pas de succès ; il décrit de manière fantasmagorique l'horreur de la vie pour une femme en URSS. *La Source vive*, publié en 1943 a été un immense best-seller ; le roman décrit les tribulations d'un architecte individualiste à New York. Le titre est à comprendre ainsi : « L'ego de l'Homme est la source vive du progrès humain ».

Atlas haussa les épaules

eut un succès encore plus immense à sa sortie en 1957. Il décrit une situation fictive où les États-Unis sont aux mains de monopoles étouffant la société, alors que les esprits entrepreneurs décident de faire grève.

Aux États-Unis, *Atlas haussa les épaules* est considéré comme le second ouvrage le plus populaire après la Bible.

Il est impossible de ne pas connaître cette œuvre si on ne veut pas tomber dans le piège et s'imaginer que des films comme *Total Recall*, *Alien*, *Robocop*, *Brazil*, *Bienvenue à Gattacca*, *Blade Runner*, *The Truman Show*, *They Live...* sont des films dénonçant le capitalisme. Ils reflètent la ligne d'Ayn Rand d'un monde cauchemardesque lorsque l'individu est confronté à des forces sociales organisées à grande échelle.

Lorsque vous acceptez de l'argent en paiement de vos efforts, vous le faites seulement par ce que vous êtes convaincus que vous échangerez ensuite cet argent contre le fruit des efforts de quelqu'un d'autre.

Ce ne sont pas les tapseurs, les pillards, les chapardeurs et les pique-assiettes qui donnent à l'argent sa valeur (...).

L'argent est fait – avant d'être volé ou chapardé – grâce aux efforts de chaque honnête homme, de chacun à la mesure de sa compétence. Un honnête homme est celui qui sait qu'il ne peut consommer plus qu'il a produit (...).

L'argent existe pour vous permettre d'échanger, non pas votre faiblesse contre la naïveté des hommes, mais votre talent contre leur raison (...).

Mais l'argent n'est rien d'autre qu'un outil. Il vous emmènera partout où vous le désirez, mais il ne prendra pas les commandes de votre véhicule. Il vous donnera les moyens de satisfaire vos désirs, mais il ne vous fournira pas de désirs (...).

Si vous me demandez de nommer la plus fière de toutes les distinctions américaines, alors je choisirais – parce qu'elle contient toutes les autres – le fait d'être à l'origine de l'expression "faire de l'argent".

Aucun autre langage ou nation n'a jamais utilisé cette expression auparavant ; les hommes avaient toujours imaginé la richesse en termes de quantité statique – devant être saisie, mendrée, héritée, partagée, pillée ou obtenue comme une faveur. Les Américains ont été les premiers à comprendre que la richesse devait être créée. L'expression "faire de l'argent" contient l'essence de la moralité humaine

Le Parti libertarien

existe dans différents pays, déjà aux États-Unis bien entendu où il a été fondé en 1971 ; il revendique plus de 500 000 membres en 2017. Mais dans d'autres pays on trouve des gens fascinés par l'ultra-individualisme américain, soit sur un mode utopique et marginal, soit avec un style agressif où le libertarianisme sert de base idéologique pour promouvoir la dérégulation de l'économie.

Il a existé un Parti libertarien en Belgique, fondé en 2012 et qui s'est dissous en 2023 en raison de l'absence d'impact. Un mauvais timing puisque avec Donald Trump, il aurait gagné en prestige, mais cela rappelle que les cercles libertariens sont des laboratoires d'idées plus qu'autre chose lorsqu'ils sont un peu sérieux.

Il en existe également un en France, depuis 2017, ayant pris le relais d'un « mouvement des libertariens » né en 2013. Totalement insignifiant, même s'il tente de se revigorer avec la seconde élection de Donald Trump à la présidence américaine, il se situe par contre dans la tradition des mouvements poujadistes anti-impôts.

[Belgique]

Les 10 engagements du Parti Libertarien -
Pour assurer la paix, la liberté et la richesse en
Belgique, le Parti Libertarien s'engage à :

- 1° Restaurer la neutralité militaire de la Belgique
- 2° Recentrer résolument l'État sur ses fonctions essentielles
- 3° Supprimer tout impôt, taxe et accise autre que la TVA
- 4° Rétablir le respect absolu des libertés individuelles, civiles et économiques
- 5° Abolir tous les privilèges légaux, notamment ceux des fonctionnaires, des syndicats et des associations patronales.
- 6° Favoriser les initiatives privées dans la lutte contre la pauvreté
- 7° Garantir la liberté de circulation des biens et des personnes
- 8° Mettre fin à la prohibition des drogues et à l'hygiénisme forcé
- 9° Libérer et mettre en concurrence les monnaies
- 10° Annuler la dette publique belge

[France]

CE QUE NOUS DÉFENDONS

Arrêtez d'emmerder
les français.

Déconcentrer
le pouvoir

Votre argent
vos choix

La liberté,
tout simplement

Fin des monopoles publics

Simplification administrative

Vrai droit à l'auto-défense

Décentralisation de l'État

Réduction des dépenses

Réduction d'impôts

Typhanie Afschrift

L'avocat fiscaliste Thierry Afschrift, avocat fiscaliste de renom, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, spécialisé dans la finance islamique, père de quatre enfants, est historiquement la principale figure belge du libertarianisme, sans appartenir pour autant au Parti libertarien.

Thierry Afschrift a modifié son état-civil en 2022, devenant Typhanie Afschrift et revendiquant son changement de genre comme un accomplissement individuel.

On est ici dans le fanatisme de l'ultra-individualisme et toute intervention de l'État est considérée comme une forme de collectivisation. Il ne faut surtout pas toucher aux riches, car il s'agit de défendre toutes les libertés, y compris celle de gagner de l'argent.

Voici un article datant de mai 2020, au moment du confinement. Intitulé *Retrouverons-nous un jour nos libertés perdues ?*, il est extrait de la revue française ultra-libérale « Contrepoints » qui est en filigrane sur la ligne du libertarianisme.

Depuis la mi-mars, dans presque toute l'Europe, c'est le même spectacle désolant. La quasi-totalité de la population est confinée chez elle, sans droit de sortir, sauf pour quelques actes à justifier, sans droit de rencontrer des tiers, même de sa propre famille, sauf rares exceptions.

Toutes ces libertés qui ont disparu
Il s'agit purement et simplement d'une assignation à résidence de la quasi-totalité de la population. La situation ressemble très fort à celle de condamnés placés sous bracelet électronique. Encore ceux-ci bénéficient-ils en général de libertés un peu plus larges que la population des pays d'Europe.

Cette atteinte aux libertés fondamentales est considérable. Il s'agit de la quasi-totalité des droits de l'individu qui sont mis en cause. Même l'habeas corpus, que protégeait déjà la Magna Carta de 1315 ne s'applique plus.

C'est le fondement même des libertés individuelles qui est dénié, avec une kyrielle d'autres, tout aussi fondamentales : la liberté d'enseignement, puisque les écoles ont été fermées par décret, la liberté du commerce, puisque la quasi-totalité d'entre eux ont été fermés, la liberté de réunion, puisque celles-ci ont été interdites, la liberté religieuse, puisque les cultes ne pouvaient plus être tenus, le droit de travailler et tant d'autres droits fondamentaux (...).

On a pu constater que lorsque des foules étaient soumises à d'extrêmes contraintes, leur réaction

n'était plus de combattre celles-ci ou de simplement protester, mais d'exiger que chacun soit soumis à des contraintes au moins équivalentes.

Il y a là, hélas, à n'en pas douter, un terrain fertile pour l'instauration de régimes totalitaires. Il faut s'inquiéter lorsque les citoyens préfèrent que l'oppression soit générale plutôt que de défendre leurs libertés.

La libre entreprise est encore davantage en danger aujourd'hui que ne le sont les libertés individuelles des citoyens. Elle l'est par exemple lorsque, non contents de qualifier leurs interventions d'« aides », les États sont déjà aujourd'hui tout occupés à les soumettre à des conditions, à prétendre que les entreprises qu'ils indemnisent ainsi partiellement, devront s'abstenir d'investir dans certains pays ou de distribuer des dividendes, ou encore, comme dans le secteur aérien, se soumettre à des obligations d'ordre environnemental, qui, même à court terme, sont de nature à compromettre leur rentabilité.

Le problème se posera encore davantage, demain, lorsqu'il faudra payer les conséquences, non pas de la crise du virus, mais de la crise du confinement et de la quasi mise à l'arrêt de l'économie, par la volonté des États.

On entend déjà certains affirmer, comme d'habitude, qu'il faudra « faire payer les riches », ou permettre un plus grand contrôle de l'économie par les États.

Il est temps de réagir.

Javier Milei

est le président de l'Argentine depuis décembre 2023 ; libertarien convaincu, il a un style particulièrement agressif, sur un mode caricatural, avec une situation bien connue où, une tronçonneuse en main, il affirme qu'il va tronçonner l'administration. En décembre 2024, il exposait sa vision du monde et son point de vue lors d'un

Discours à la Conferencia Política de Acción Conservadora

On parle ici de la section argentine de la *Conservative Political Action Conference américaine*, une émanation de la *Conservative Political Action Conference*, l'un des principaux lobbys conservateurs américains, fondé en 1964.

Bonjour à tous. Tout d'abord, avant de commencer mon discours, je veux réfléchir à l'importance de la tâche énorme qu'accomplit CPAC. Et pourquoi cet événement est-il si important, pourquoi ce que fait CPAC à travers le monde est si important, pour qu'on prenne conscience de l'importance de la bataille culturelle (...). L'autre voie est la voie de la bataille culturelle, il est très important que nous le sachions clairement parce que les socialistes, après la chute du mur de la honte, du mur de la terreur, du mur du sang, qui ont non seulement été un échec économique, social et culturel, mais ont également assassiné 150 millions d'êtres humains pour une nuit d'intellectuels stupides et arrogants (...).

ils ont réussi à imposer l'agenda politiquement correct. C'est pour cela que je veux dans cette introduction, parce que l'important c'est qu'ils ont réussi culturellement, ils ont réussi politiquement, mais comme leurs idées sont terribles, ils génèrent de la misère partout où ils vont.

Et cela a ouvert l'opportunité qu'aujourd'hui dans le monde, avec l'aide de Donald Trump, de Bukele et de nous ici en Argentine, de nouveaux vents de liberté puissent souffler dans le monde. Par conséquent, nous sommes confrontés à une opportunité historique de commencer à changer le monde, mais la façon dont les années 90 se sont déroulées ne suffit pas pour bien gérer, il ne suffit pas de s'organiser politiquement, il faut aussi

mener la bataille culturelle et en cela CPAC a un rôle fondamental et c'est ce qui va nous aider à nous coordonner au niveau international pour que les gauches n'entrent nulle part en nous (...).

La seule façon de combattre le mal organisé est d'organiser le bien. Voici une phrase que j'ai postée il y a quelques jours sur Instagram et que répétait Ludwig von Mises, qui est de Virgile et qui dit : « il ne faut pas céder au mal, il faut le combattre avec plus de force ». C'est-à-dire : ne cédon pas au mal, ne cédon pas au socialisme, il faut le combattre avec plus de force et finir de leur botter le cul (...).

La seule façon de combattre le socialisme est de venir de la droite ; l'extrême centre, ses positions et les outils sont toujours utiles à la gauche criminelle partout dans le monde. C'est-à-dire que tous ces gens tièdes qui veulent aller au milieu, la seule chose qu'ils font c'est céder du terrain à gauche et on ne peut pas donner un millimètre à la gauche.

Nous sommes sceptiques quant au consensus, nous sommes sceptiques quant au dialogue, car nous ne souhaitons pas poursuivre les fameux consensus politiques qui ne sont rien d'autre que des pactes pour continuer à vivre éternellement grâce au contribuable (...). Alors, que Dieu bénisse les Argentins, que la force du ciel soit avec nous, et vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Merci beaucoup à tous. Merci, car sans vous cela serait impossible.

Elon Musk

est très connu en Europe, et également très apprécié, du moins jusqu'à sa nomination par Donald Trump à la tête d'une structure nouvelle, le *Department of Government Efficiency* (Département de l'Efficacité gouvernementale), ou

DOGE

qui est de nature temporaire, devrait être dissoute le 4 juillet 2026, à l'occasion du 250^e anniversaire de la déclaration d'indépendance.

Il a été mis en place par un décret présidentiel de Donald Trump ; l'équipe est de 42 personnes y compris Elon Musk, surtout des ingénieurs, dont plusieurs entre 19 et 24 ans. Le symbole de DOGE est très proche de celui du bitcoin lancé par Elon Musk, le *Dogecoin*.

L'objectif est de lancer un processus réduisant le nombre de fonctionnaires de 5 % par an, de réduire les dépenses de mille milliards par an (elles sont actuellement de 6,2 mille milliards par an).

Plus globalement, la démarche de fond correspond à l'esprit libertarien : il s'agit d'alléger au maximum l'administration fédérale.

Les initiatives prises sont par exemple la résiliation de locations de bureaux et d'immeubles, suppression des soutiens financiers aux structures LGBT conseillant l'administration, invitation à la démission des fonctionnaires, ou bien encore la résiliation de 500 000 dollars d'abonnement de la Nasa au site d'information *Politico* qui est anti-Trump.

La marge de manœuvre du DOGE est énorme ; Elon Musk est un special Government employee, il a un accès général à l'administration fédérale, notamment aux données des différentes agences, ce qui provoque différents scandales.

Voici un extrait de la conférence de presse tenue le 11 février 2025.

Avec le soutien du président, nous pouvons réduire le déficit budgétaire de moitié, de 2 000 milliards de dollars à 1 milliard de dollars, et ensuite, grâce à la déréglementation, car il existe de nombreuses réglementations qui ne servent pas le bien public.

Nous devons donner aux bâtisseurs américains la liberté de construire.

Et si nous faisons cela, je pense que nous pouvons obtenir une croissance économique de 3, 4 %, voire 5 %.

Et cela signifie que si nous pouvons obtenir un billion de dollars de croissance économique et réduire le déficit budgétaire d'un billion, d'ici l'année prochaine, il n'y aura pas d'inflation.

Il n'y en aura pas en 2026.

Et si le gouvernement n'emprunte pas autant, cela signifie que les frais d'intérêts baissent.

Ainsi, les prêts hypothécaires, les mensualités de voiture, les factures de carte de crédit, les dettes étudiantes, les mensualités diminuent.

C'est un scénario fantastique pour l'Américain moyen.

Imaginez qu'ils se rendent dans l'allée de l'épicerie et que les prix d'une année sur l'autre restent les mêmes, que leur prêt immobilier et tous leurs paiements de dettes sont réduits, à quel point cela est-il formidable pour l'Américain moyen ?

Ross Ulbricht

est un libertarien américain né en 1984, qui s'est engagé dans la contre-économie proposée par Samuel Edward Konkin III. Il a ainsi utilisé la technologie Tor qui anonymise internet et le bitcoin existant comme monnaie virtuelle et parallèle pour proposer un site clandestin de commerce :

Silk Road

Accessible sur silkroad6ownowfk.onion, Silk Road (la route de la soie) proposait notamment des drogues, des bijoux, des livres, des œuvres d'art, des numéros de sécurité sociale. Il a été démantelé en 2011 par le FBI, avec deux des principaux agents impliqués qui seront condamnés rapidement à plusieurs années de prison pour détournement de centaines de milliers de dollars de Bitcoin.

L'État américain a également réussi à récupérer un milliard de dollars de bitcoins liés à Silk Road. Ross Ulbricht fut condamné à cinq peines différentes dont deux fois la prison à vie sans possibilités de remise de peine, ainsi qu'à 183 millions de dollars à rembourser.

Le président Donald Trump lui a accordé une « grâce totale et inconditionnelle » dès les premiers jours de sa seconde présidence en janvier 2025, conformément à une promesse faite au Parti Libertarien en mai 2024.

Articles interdits

Ne mentionnez rien qui ait pour but de nuire ou de frauder, comme des objets ou des informations volés, des cartes de crédit volées, des informations personnelles sur la fausse monnaie, des assassinats et des armes de toute sorte.

Ne mentionnez rien en rapport avec la pédophilie.

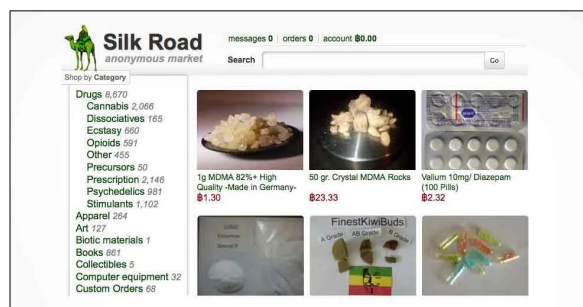
En pratique, Silk Road a de nombreux adversaires puissants et si nous voulons survivre, nous ne devons pas les affronter tous en même temps. De plus, si vous essayez de plaire à tout le monde, vous finirez par ne plaire à personne. Certaines choses sont donc interdites juste pour ne pas effrayer trop de gens.

Sur le plan moral, nous prenons la voie la plus haute (jeu de mots voulu [allusion à l'effet des drogues]).

Ceux qui cherchent à contrôler le comportement de leurs voisins par la force sont immoraux. Silk Road existe pour contourner cette force et fournir un havre de paix où les peuples civilisés peuvent se réunir en paix pour un bénéfice mutuel.

Autoriser la liste d'articles conçus pour frauder ou nuire à des personnes innocentes serait s'abaisser au niveau des personnes mêmes que nous combattons.

Si vous n'êtes pas sûr d'une annonce, envoyez-nous simplement un message et nous vous le ferons savoir.



Donald Trump

a gracié Ross Ulbricht à la suite d'une promesse effectuée lors du congrès de mai 2024 du Parti Libertarien. Le congrès lui était initialement fondamentalement hostile, assimilant le mouvement « MAGA » de Donald Trump comme une affirmation violemment étatiste.

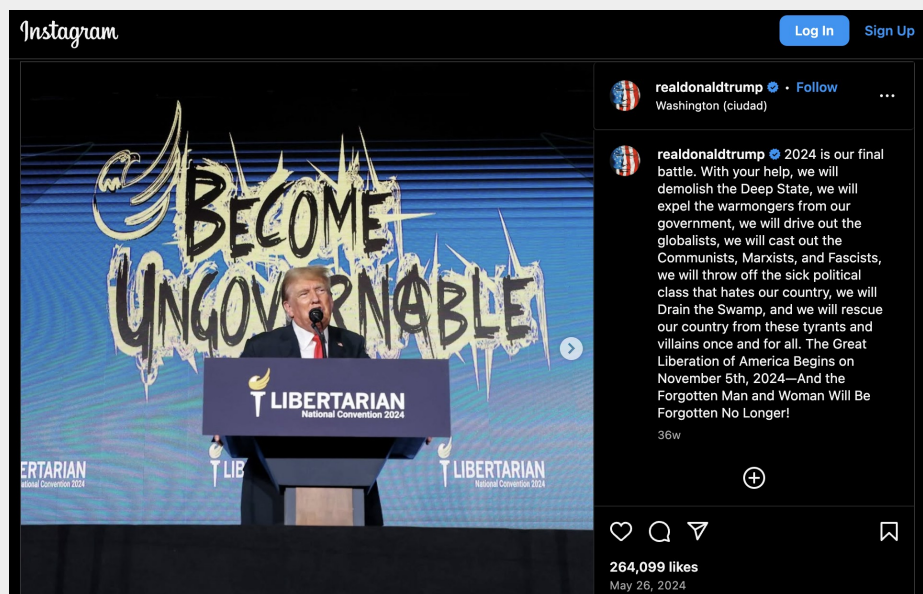
Lors du vote au congrès pour le choix d'un candidat à la présidentielle américaine de 2024, Donald Trump n'a reçu que six voix de la part des 919 délégués, Chase Oliver emportant la mise au septième tour, obtenant 0,4 % par la suite.

La dirigeante du Parti libertarien américain, Angela McArdle, était par contre farouchement pro-Trump et a démissionné de son poste en février 2025, afin de rejoindre justement l'administration présidentielle.

On notera que l'ensemble du Parti libertarien – Chase Oliver comme Angela McArdle, par ailleurs – est sur une ligne farouchement anti-guerre, demandant l'arrêt du soutien militaire à l'Ukraine. En général, le Parti libertarien demande le retrait des troupes américaines du monde entier.

Voici les propos tenus par Donald Trump lors d'un

Discours au congrès du Parti libertarien américain de mai 2024



Merci. Merci.

Eh bien, merci beaucoup à tous, et merci Angela pour cette présentation.

Je suis vraiment honoré d'être invité ici ce soir en tant que premier président de l'histoire américaine à prendre la parole

devant la Convention nationale libertarienne. C'est un grand honneur.

Beaucoup de gens me demandent pourquoi je suis venu prendre la parole à cette convention libertarienne, et c'est une question intéressante, n'est-ce pas ? Mais nous allons nous amuser beaucoup.

Eh bien, au cours de la dernière année, j'ai été inculpé par le gouvernement pour 91 choses différentes, donc si je n'étais pas un libertarien avant, je le suis certainement maintenant. Contrairement à Joe Biden, je ne jette pas les gens en prison parce qu'ils ne sont pas d'accord avec moi. Je ne fais pas ça.

Je tiens à remercier certaines personnes qui ont été vraiment exceptionnelles et qui sont de grands libertariens et des gens formidables. L'ambassadeur Rick Grenell, le sénateur Mike Lee, Kash Patel et le candidat au Sénat qui va gagner, de Virginie, Hung Cao.

Je tiens également à rendre un hommage sincère aux deux jeunes missionnaires du Missouri, Davy et Natalie Lloyd, qui ont été sauvagement tués hier en Haïti. C'était une chose horrible et je tiens à rendre un hommage sincère à leurs familles, leurs familles formidables.

Ce sont des gens incroyables, et c'est un moment très, très triste. Ce qui est arrivé est tellement horrible pour Davy et Natalie. S'il vous plaît, merci beaucoup.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à tous les fervents défenseurs de la liberté présents dans cette salle. Vous êtes des défenseurs de la liberté, vous l'êtes vraiment. Je suis ici pour vous parler de la montée du fascisme de gauche dans le pays et de la nécessité de vaincre le tyran corrompu et incompetent de la Maison Blanche.

Le corrompu Joe Biden, le pire président de l'histoire des États-Unis. Il est de loin le pire président de l'histoire des États-Unis. En fait, je dirais que Jimmy Carter est très heureux ce soir parce qu'il passe pour un président brillant en comparaison.

Tout le monde ici ce soir croit que nous devons lutter pour les mêmes libertés fondamentales. La liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de posséder une arme à feu et la liberté de taxation.

Oh, c'était intéressant. Alors vous allez m'aimer, arme à feu, vous allez m'aimer.

Personne n'est meilleur que moi et nous venons d'obtenir la pleine NRA, la plus forte approbation qu'ils aient jamais donnée, la NRA donc c'est bien.

Liberté de réglementation excessive, liberté de discrimination gouvernementale. Nous pensons que nous n'avons pas de pays libre sans liberté d'expression et nous en sommes fermement convaincus. Nous nous opposons à la tyrannie gouvernementale sous toutes ses formes.

Nous nous opposons à un gouvernement qui espionne les campagnes politiques. Je me demande qui cela pourrait être. Comme ils l'ont fait pour moi.

Il espionne le peuple américain, nous censure et écrase les droits de ses propres citoyens, ce que fait l'administration Biden.

Nous voulons que le gouvernement se retire de nos affaires, de nos portefeuilles et de nos vies. C'est ce que nous voulons.

Nous pensons que le marxisme est une doctrine maléfique sortie tout droit des cendres de l'enfer.

Avoir le marxisme dans notre gouvernement est intolérable et l'enseigner à nos enfants est considéré comme de la maltraitance envers les enfants.

Nous pensons que le rôle de l'armée américaine n'est pas de mener des guerres sans fin pour changer de régime dans le monde entier, des guerres insensées. Le rôle de l'armée américaine est de défendre l'Amérique contre les attaques et les invasions sur son territoire.

Nous pensons que les droits de propriété sont fondamentaux pour une société libre et que l'inflation galopante de Joe Biden est un vol monstrueux au peuple américain.

C'est un vol. Nous pensons que la plus grande menace pour notre pays ne vient pas des ennemis de l'étranger. Ce sont les tyrans, les communistes, les fascistes et les voyous qui attaquent nos droits et nos libertés de l'intérieur.

Par-dessus tout, nous vivons selon les paroles du grand patriote américain, Patrick Henry : « Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort. »

Nos droits et nos libertés n'ont jamais été aussi menacés qu'aujourd'hui. C'est pourquoi je suis venu vous tendre la main en signe d'amitié.

Pour vous demander de collaborer avec nous pour vaincre le communisme, vaincre le marxisme et vaincre le corrompu Joe Biden qui détruit notre pays.

Il détruit notre pays. Nous pouvons être libertariens ou n'importe quoi d'autre. Cet homme détruit notre pays. Merci.

Au fait, pourquoi Joe Biden n'est-il pas là pour vous parler ce soir ? Vous savez pourquoi ? Pourquoi n'est-il pas là ? Parce qu'il n'arrive pas à articuler deux phrases, c'est pour ça qu'il n'est pas là.

Le fait est que nous ne devrions pas nous battre les uns contre les autres. Si Joe Biden revient au pouvoir, il n'y aura plus de liberté pour personne dans notre pays. En nous associant dans un partenariat, nous demandons cela aux libertariens.

Nous devons travailler ensemble, nous associer, vous devez vous associer à nous. Nous ne pouvons pas donner quatre années supplémentaires au corrompu Joe Biden. Nous ne pouvons pas donner quatre années supplémentaires au corrompu Joe Biden.

Le parti démocrate radical de gauche d'aujourd'hui n'est pas le parti démocrate d'il y a quelques années, qui voulait encore un gouvernement fort, mais qui croyait au moins à la tolérance et à la liberté d'expression.

Le parti démocrate radical de gauche de Joe Biden est un mouvement fasciste qui veut vous jeter en prison si vous publiez un *meme* qu'il n'aime pas. Ils veulent vous jeter en prison si vous faites quelque chose qui n'est pas tout à fait à leur goût.

Ce à quoi vous assistez sous Biden est une fusion toxique de la gauche marxiste.

L'État profond, le complexe militaro-industriel, les services de sécurité et de surveillance du gouvernement et leurs partenaires fusionnent tous ensemble dans une perversion hideuse du système américain et c'est exactement ce que c'est.

Le fait est que Joe Biden est une menace pour la démocratie.

Ma mission est de libérer notre nation de ces fraudeurs fascistes et de sauver notre démocratie, de restaurer notre république et d'expulser le corrompu Joe Biden de la Maison Blanche afin que l'Amérique puisse redevenir une nation libre. C'est le pire de l'histoire.

Le régime Biden censure ses critiques, espionne ses opposants, confisque les comptes bancaires des citoyens américains comme forme supplémentaire de punition. Il persécute les chrétiens et les parents patriotes, et tente actuellement de mettre en prison le principal candidat à la présidence, qui se trouve être moi, tout en imposant une stricte ordonnance de bâillon afin de m'empêcher de parler de leurs crimes et de leurs actes inconstitutionnels.

Ils veulent se débarrasser du Premier Amendement, du Deuxième Amendement, du droit à un procès équitable et du droit à un avocat, tout en poussant à la confiscation des richesses et en menant des guerres sans fin et inutiles dans le monde entier. N'importe qui peut parler de défendre la liberté, mais en fait, j'ai tout mis en jeu.

J'essaie de résister à ces points de mort et à tout ça.

Et je me tiens devant vous ce soir comme votre meilleur espoir de vaincre Biden, l'homme armé, et le régime très maléfique que son peuple poursuit, parce que ce n'est probablement pas lui, parce qu'il ne sait pas où il est, mais c'est vous qui pouvez faire la différence.

Le Parti libertarien peut faire une grande différence. Ensemble, nous pouvons rendre l'Amérique plus libre que jamais pour les citoyens de tous les horizons et de tous les milieux. Nous pouvons libérer un nouvel espoir, un nouvel optimisme et une nouvelle énergie.

Nous pouvons libérer un gouvernement limité afin que le peuple puisse avoir un avenir illimité.

Unis, nous serons invincibles. Si nous nous unissons, nous serons invincibles.

Je serai un véritable ami des libertariens à la Maison Blanche.

Et je suis fier d'être le seul président depuis 70 ans à n'avoir déclenché aucune nouvelle guerre.

J'ai affronté le complexe militaro-industriel. J'ai brisé l'emprise des néoconservateurs et des bellicistes sur le Parti républicain.

Et au lieu de la guerre, j'ai fait la paix au Moyen-Orient, ce que personne ne pensait possible. Et j'ai traité avec Kim Jong-un de la Corée du Nord, où une guerre nucléaire était garantie de commencer dans un très court laps de temps si Hillary Clinton devenait présidente.

Vous savez que cela aurait été une guerre nucléaire à 100 %, et il n'y aurait jamais eu l'attaque du 7 octobre en Israël. Cela ne serait jamais arrivé.

Et l'attaque russe en Ukraine n'aurait jamais eu lieu. Elle n'aurait pas eu lieu. Des centaines de milliers, voire des millions de personnes seraient encore en vie aujourd'hui.

J'ai libéré les États-Unis des accords mondialistes qui ont renoncé à notre souveraineté. Je me suis retiré de l'Accord de Paris, du Traité sur les armes anti-armes de l'ONU et de l'Organisation mondiale de la santé, corrompue et très coûteuse, ce qui n'est pas une bonne chose.

Et c'est très important, mais j'ai fait passer la réforme de la justice pénale la plus importante de l'histoire.

Et peut-être que ma plus grande réussite est d'avoir révélé la profondeur de la corruption dans le marais de Washington.

Grâce à moi, le monde entier sait que l'État profond est réel et que les médias grand public sont des faux.

Ils sont faux.

Un grand libertarien qui est peut-être très bien dans la salle en ce moment, je crois, mais c'est un grand libertarien, Deroy Murdoch, avec qui je suis devenu ami grâce à ses écrits dans l'American Spectator et

dans de nombreux autres endroits, a écrit hier un article dans lequel il mentionne juste quelques-unes des choses qui font de moi un libertarien sans même essayer de l'être, c'est bien.

Deroy a écrit : Donald J. Trump s'adressera au Parti libertarien et à sa convention nationale samedi.

Le Parti libertarien devrait nommer Trump à la présidence des États-Unis. Ouah. C'est bien. C'est bien. Seulement si vous voulez gagner. Seulement si vous voulez gagner. Peut-être que vous ne voulez pas gagner. Peut-être que vous ne voulez pas gagner. Merci, Deroy. Merci.

Non, ne faites cela que si vous voulez gagner. Si vous voulez perdre, ne faites pas cela. Continuez à obtenir vos 3% tous les quatre ans. Les raisons pour cela, la politique et la politique sont aussi solides que le diamant Hope, dit Deroy.

« Cet événement est sans précédent », a-t-il déclaré. Comme l'a observé le président du Cato Institute, Peter Goettler, dans le Washington Post de jeudi, ce sera la première fois aux États-Unis, pensez-y, la première fois dans l'histoire des États-Unis, qu'un candidat présidentiel d'un parti rival s'adressera à la convention d'un parti qui se réunit vraisemblablement pour désigner son propre candidat.

Maintenant, je pense que vous devriez me nommer ou au moins voter pour moi et nous devrions gagner ensemble. Vous avez entendu ces mots ?

Nominez-moi ou votez. Votez pour moi parce que les libertariens veulent voter pour moi et la plupart d'entre eux le feront.

Et c'est très important parce que nous devons nous débarrasser du pire président de l'histoire et ensemble nous le ferons. Et sans cela, il y a un risque que nous ayons quatre années supplémentaires à vivre, nous ne voulons plus avoir de pays.

Alors, quel est l'intérêt du Parti libertarien qui obtient 3% ?

Pourquoi prendre le risque de voir cet horrible président détruire notre pays ? Ce qu'il fera en bien moins de quatre ans.

Cela ne prendra pas quatre ans. C'est pourquoi je m'engage devant vous ce soir à mettre un libertarien dans mon cabinet et également des libertariens à des postes importants. Plutôt bien. C'est assez énorme.

Ou vous pouvez continuer comme vous l'avez fait ces dernières décennies et obtenir vos 3%, puis vous rencontrer à nouveau et obtenir encore 3%. Non, vous voulez devenir des gagnants.

Il est temps d'être des gagnants. Vous avez beaucoup de bon sens. Il est temps d'être des gagnants.

Eh bien, pensez-y. Je demande le soutien du Parti libertarien ou au moins beaucoup de vos votes. Beaucoup, beaucoup de votes libertariens basés sur mon bilan présidentiel très remarquable de quatre ans. Une grande partie de mon bilan est libertarien.

Par exemple, Deroy, merci. Où est Deroy ? Est-il ici ? Deroy, où es-tu ?

Il est génial. J'aime Deroy. Je l'aime depuis longtemps et c'est un libertarien. Merci, Deroy. Merci.

Deroy a écrit que la loi sur les réductions d'impôts et l'emploi de 1 500 milliards de dollars était la plus grande injection de réduction d'impôts aux États-Unis. C'est tout.

La plus grande réduction d'impôt jamais vue. Elle a réduit les taux d'imposition des particuliers pour tous les contribuables et a réduit les taux d'imposition des sociétés d'un taux punitif de 35 % à un taux compétitif à l'échelle mondiale et bien plus que cela, seulement 21 %. Une baisse considérable.

C'était la plus grande réduction d'impôts de l'histoire de notre pays. Vous pouvez l'apprécier ou non.

Les dépenses immédiates en équipements professionnels et d'autres réductions ont alimenté la meilleure économie que notre pays ait jamais connue.

Pendant quatre ans, nous avons eu la meilleure économie que notre pays ait

jamais connue. Le chômage des Noirs et des Hispaniques a atteint les niveaux les plus élevés de l'histoire.

Le chômage des femmes a atteint des niveaux jamais vus auparavant. La pauvreté des Noirs a atteint des niveaux historiquement bas. Et toutes ces choses, les inégalités de revenus ont diminué et ont diminué à des niveaux que nous n'avions jamais vus.

Entre 2016 et 2019, le revenu médian réel des ménages a augmenté, c'était les années Trump. 16,4 %, le plus haut niveau jamais enregistré à près de 10 000 dollars par famille. Pensez-y.

Deuxièmement, Trump a réduit la bureaucratie comme jamais auparavant. Il a promis de supprimer deux anciennes réglementations pour chaque nouvelle.

Et en fait, il a fini par supprimer huit pour une, et il est passé à 12 pour une et a obtenu des résultats incroyables. Merci, Deroy, et je cite simplement l'article qui est sorti aujourd'hui de Deroy Murdoch.

Troisièmement, Trump a totalement maîtrisé l'inflation. Nous n'en avons pratiquement pas. Les prix n'augmentaient que de 1,4 % lorsqu'il a quitté ses fonctions. Et ce n'était qu'une fraction de l'inflation de 9 % que le menteur Joe Biden prétend à plusieurs reprises que Trump lui a infligée.

Non, il a dit que c'était nous qui l'avions infligé. Non, elle est montée à 9 % après qu'il a pris la Maison Blanche et créé tous les actes inflationnistes, il a fait un travail horrible.

Le taux hypothécaire à 30 ans lorsque Trump est parti était de 2,77 % contre presque 9 % aujourd'hui.

Et au fait, même si vous payez 9 %, vous ne pouvez pas obtenir d'argent. Il n'y a pas d'argent disponible.

L'approche de Trump, qui consiste à « forer, forer bébé », a favorisé l'indépendance énergétique, ce que nous n'avions jamais eu auparavant.

Les bas prix du carburant et de l'électricité ont contribué à modérer l'inflation et à propulser la croissance économique.

Mais toutes ces choses ont maintenant explosé. Elles ont atteint des niveaux jamais vus. L'inflation nous a frappés plus durement qu'elle ne l'a probablement jamais fait auparavant, et les gens en souffrent.

Trump a promu les droits parentaux et le choix de l'école. Le département de l'éducation de Trump a abrogé la soi-disant lettre d'orientation qui transformait les accusations de harcèlement sexuel sur le campus en condamnations pénales de facto. Vous savez tout à ce sujet. Qui d'autre ferait ça pour vous ? Trump a rétabli la procédure régulière dans le champ de mines du « il a dit, elle a dit » pour vos enfants.

Je connais beaucoup, beaucoup de gens, ce qu'ils ont vécu avec ça, c'est qu'ils ont traversé l'enfer dans un coup puissant. Trump a exigé que les universités respectent le Premier Amendement de peur de perdre leurs fonds fédéraux. J'ai dit, vous ne respectez pas le Premier Amendement. Nous vous enlevons tout votre financement fédéral.

Trump a torpillé le mandat individuel d'Obamacare et s'est débarrassé de beaucoup de ses taxes, de la transparence des prix médicaux, a donné aux consommateurs le pouvoir d'acheter des services de santé et de comparer les coûts.

Et c'est l'une des plus grandes choses qui se soient produites.

Et cela réduit le prix des médicaments et de tout ce qui est lié aux médicaments et aux soins médicaux à des niveaux jamais vus auparavant.

Cela va bientôt arriver. La concurrence ralentit désormais les dépenses de santé qui explosaient. Trump a signé le Right to Try, les patients en phase terminale peuvent désormais recevoir des traitements expérimentaux et peut-être vitaux. Et lorsqu'ils seront aux portes de la mort, qu'ont-ils à perdre ces Américains souffrants ?

Qu'ont-ils à perdre, demandez-vous ? Ils sont des milliers et des milliers à vivre maintenant grâce au Right to Try. Trump a nommé quelque 300 juges fédéraux constitutionnalistes, un record, dont trois juges de la Cour suprême, un chiffre rarement vu au cours d'un mandat présidentiel, très rarement vu auparavant, voire jamais.

Trump a annulé et supprimé le financement des programmes fédéraux de diversité, d'équité et d'inclusion et d'autres programmes de lutte contre le racisme financés par l'État.

Le VA Mission Act signé par Trump permet aux vétérans militaires de recevoir des soins médicaux financés par le gouvernement fédéral dans le secteur privé. Si des retards empêchent leur traitement dans les hôpitaux VA, en d'autres termes, s'ils sont retardés, ils peuvent aller voir un médecin privé.

Nous payons la facture, ils sortent, ils vont voir un médecin privé, ils vont mieux.

Les gens ont attendu en ligne pendant deux mois, trois mois, cinq mois, six mois, et plus maintenant. Trump a signé une mesure qui a simplifié le licenciement des bureaucrates fédéraux qui maltraitent les vétérans bien-aimés de l'Amérique.

Il a fait payer aux pays de l'OTAN des centaines de milliards de dollars supplémentaires pour leur protection, le seul président à l'avoir fait et à réduire considérablement ce que nous étions obligés de payer.

Nous les avons fait payer à d'autres nations des centaines de milliards de dollars qu'elles ne payaient pas. Aucun autre président n'a été capable de faire cela, réduisant considérablement ce que nous payions.

Sous l'administration Trump, nous avons connu la paix par la force. Aucune guerre, à part la destruction complète et totale de l'EI. Et Deroy a terminé en disant que la plupart des libertariens diraient que c'est une liste non exhaustive de réalisations sans pareilles qui brillent vraiment.

Alors encore une fois, Deroy, merci beaucoup, Deroy Murdoch. J'apprécie. Nous n'aurions pas pu écrire cela mieux. Et comme vous le dites, nous avons fait beaucoup d'autres choses qui étaient également très libertariennes.

Je tiens donc à vous remercier beaucoup. C'était un excellent article. Merci. Deroy Murdoch, merci.

Quand je reviendrai à la Maison Blanche, nous briserons une fois pour toutes l'emprise de l'État profond sur notre démocratie.

J'ai fait bien plus que n'importe quel autre président à cet égard. Par exemple, j'ai hérité de James Comey, un personnage terrible, terrible, de l'administration Obama. Et très tôt, je l'ai renvoyé ainsi que beaucoup d'autres au FBI, en plus de milliers et de milliers de personnes corrompues et inutiles dans notre gouvernement, et maintenant nous allons terminer le travail.

Nous allons éradiquer la maladie qui a envahi notre ministère de la Justice, notre FBI et d'autres agences. Notre objectif ne sera rien de moins que la renaissance d'une justice juste, égale et impartiale dans le cadre de l'État de droit constitutionnel.

Depuis le jour où il a pris ses fonctions, Joe Biden s'est efforcé de persécuter les dissidents politiques, notamment les conservateurs, les catholiques et d'autres chrétiens et opposants à son État militarisé. En ce moment même, le ministère de la Justice de Biden essaie de mettre des chrétiens en prison pendant 11 ans pour le crime de chanter des hymnes.

Dès que je remporterai l'élection, je nommerai un groupe de travail spécial pour examiner rapidement les dossiers de chaque prisonnier politique injustement persécuté par l'administration Biden, afin que je puisse signer leur grâce ou leur commutation de peine dès le premier jour.

Et je veux m'assurer que les libertariens aident à diriger ce groupe de travail. Vous en ferez partie, beaucoup d'entre vous. Comme tout le monde le sait, ce sera un grand honneur pour moi de remercier les

manifestants pacifiques du 6 janvier, ou comme je les appelle souvent, les otages.

Ce sont des otages. Il n'y a jamais eu un groupe de personnes traitées aussi durement ou injustement dans l'histoire de notre pays.

Ces abus seront réparés et ils le seront très rapidement.

Et si vous votez pour moi dès le premier jour, je commuerai la peine de Ross Ulbricht qui a été condamné à une peine déjà purgée. Il a déjà purgé 11 ans. Nous allons le ramener à la maison. Nous allons le ramener à la maison.

Je suis fier d'avoir présenté un plan détaillé pour briser la censure et le complexe industriel et restaurer la liberté d'expression.

Le premier jour, je signerai un décret interdisant aux agences fédérales de s'entendre pour censurer la parole légale des citoyens américains.

Et nous éliminerons les bureaucrates voyous qui conspirent pour vous priver de vos libertés garanties par le Premier Amendement.

Nous le ferons rapidement. Je réduirai une fois de plus un nombre record de réglementations destructrices de libertés. Je mettrai fin au plan de Joe Biden pour la plus grande taxe.

Il va vous donner la plus grande augmentation d'impôts de l'histoire de notre pays.

Et je mettrai fin à cela et je ferai des réductions d'impôts de Trump les plus importantes de l'histoire de notre pays. Nous en ferons des réductions d'impôts permanentes.

Nous mettrons également fin à la taxe inflationniste massive de Biden.

Une taxe furtive par laquelle Joe Biden, le malhonnête, imprime des milliards et des milliards de dollars et les pille pour les copains et amis politiques qu'il a partout à Washington.

Et nous annulerons le Green New Deal, qui est la Green New Scam. C'est une grosse arnaque.

Nous mettrons fin à l'obligation insensée de Joe le malhonnête de vendre des véhicules électriques.

Et nous allons réduire vos coûts énergétiques de 60 et 70 % parce que nous allons forer, bébé, forer. Nous allons forer, bébé, forer.

Nous éliminerons la discrimination illégale du gouvernement et reviendrons à une société fondée sur les droits et le mérite individuels.

Public :

Nous voulons [inaudible 00:27:48]. Nous voulons [inaudible 00:27:48]. Il n'y a pas de foi. Il n'y a pas de foi. Il n'y a pas de foi. Il n'y a pas de foi. Il n'y a pas de foi.

Donald Trump (28:11):

Merci. Et je vais également mettre un terme à la croisade de Joe Biden visant à écraser les crypto-monnaies.

Nous allons y mettre un terme. Je veillerai à ce que l'avenir des crypto-monnaies et du Bitcoin soit créé aux États-Unis et non pas transféré à l'étranger.

Je soutiendrai le droit à l'auto-détention des 50 millions de détenteurs de crypto-monnaies du pays. Je le dis avec votre vote. Je garderai Elizabeth Warren et ses hommes loin de vos Bitcoins. Et je n'autoriserai jamais la création d'une monnaie numérique de banque centrale.

Je mettrai également immédiatement fin à la catastrophe humanitaire à notre frontière sud.

Nous y mettrons fin rapidement.

Vous ne pouvez pas avoir le capitalisme et avoir des frontières ouvertes, car vous serez bientôt transformés en une nation socialiste, puis en une nation pauvre.

Et finalement, vous serez une nation en faillite. En mettant fin à la crise frontalière, ce que nous ferons immédiatement, nous

sauverons la liberté, la prospérité et le capitalisme en Amérique.

Et avant même d'arriver au Bureau ovale, peu de temps après notre victoire à la présidence, je réglerai l'horrible guerre entre la Russie et l'Ukraine afin que nous arrêtons de dépenser des centaines de milliards de dollars pour mener les guerres des autres et que nous commençons immédiatement à sauver des milliers et des milliers de vies.

Et je m'engage à rétablir la paix et la stabilité, et à arrêter la marche de Joe Biden vers la Troisième Guerre mondiale.

Vous savez que vous êtes entraînés, n'est-ce pas, dans la Troisième Guerre mondiale ?

Vous le savez. Vous allez avoir une Troisième Guerre mondiale et ce sera une guerre sans précédent à cause de l'armement, de l'armement massif. Ce sera une guerre sans précédent.

Nous l'arrêterons et je suis le seul à pouvoir l'arrêter.

Je protégerai la souveraineté américaine des mains rampantes du gouvernement mondial.

Et pendant que nous parlons, les sbires de Joe Biden sont à Genève, en train de négocier secrètement pour céder davantage de notre liberté à l'Organisation mondiale de la santé.

Les projets d'accord montrent qu'ils veulent soumettre les Américains à des nations étrangères, attaquer la liberté d'expression, donner à l'Organisation mondiale de la santé le pouvoir de redistribuer les ressources américaines.

Ils vont prendre notre argent et l'envoyer partout dans le monde à d'autres pays dont nous avons besoin pour nos propres citoyens en cas de pandémie.

Et cela peut se reproduire. J'exige par la présente que Joe Biden soumette ces monstruosité au Sénat sous forme de traités. Elles doivent être soumises sous forme de traités car il ne peut pas être autorisé à le faire.

Il va détruire notre pays. S'il ne le fait pas, je les déchirerai et les jetterai dehors dès le premier jour de l'administration Trump.

En matière d'éducation, nous allons réduire le financement fédéral de toute école qui applique des théories marxistes et communistes sur la race et le genre à nos enfants. Nous allons exclure les hommes des sports féminins. Et je ne donnerai pas un centime à une école qui impose un vaccin ou un masque.

Nous allons fermer notre ministère fédéral de l'Éducation, qui est hors de contrôle, et le rendre aux États et aux gouvernements locaux. Je rendrai le pouvoir aux États, aux gouvernements locaux et au peuple américain.

Je crois au dixième amendement. Je défendrai toujours la liberté religieuse et le droit de détenir et de porter des armes. Et je sécuriserai nos élections.

Donc, en conclusion, à tous les amoureux de la liberté ici présents aujourd'hui, et ils sont nombreux, et partout dans notre pays, je dis que ce n'est pas une élection ordinaire. La liberté elle-même est en jeu.

Ce sera l'élection la plus importante de l'histoire de notre pays. Donc, si vous voulez porter un coup au système corrompu de Washington, si vous voulez envoyer un message à tous ceux qui veulent vous priver de votre liberté, alors dès maintenant, dans cette élection, nous avons besoin de votre aide. Nous avons besoin de votre soutien.

Quand je serai à la Maison Blanche, vous trouverez toujours une porte ouverte vers le Bureau ovale.

Ensemble, nous affrontons certaines des forces les plus menaçantes et les adversaires les plus vicieux que notre peuple ait jamais vus.

Mais peu importe à quel point les communistes et les criminels que nous

combattons sont haineux ou corrompus, et ils sont vicieux et corrompus, vous ne devez jamais oublier que cette nation ne leur appartient pas.

Cette nation vous appartient, vous appartient. C'est votre maison. C'est votre héritage.

Et notre liberté américaine est votre droit donné par Dieu. 2024 est notre bataille finale.

Avec votre aide, nous démolirons l'État profond. Nous expulserons les fauteurs de guerre de notre gouvernement. Nous chasserons les mondialistes. Nous chasserons les communistes, les marxistes et les fascistes.

Nous nous débarrasserons de la classe politique malade qui déteste notre pays et nous drainerons le marais et nous restaurerons et sauverons notre pays de ces tyrans et de ces méchants une fois pour toutes.

Mesdames et messieurs, la grande libération de l'Amérique commence le 5 novembre 2024.

Ce sera le jour le plus important de l'histoire de notre pays. Et l'homme et la femme oubliés ne seront plus oubliés. Je tiens à vous remercier. Je veux votre soutien.

Et encore une fois, vous pouvez soit nous nommer et nous mettre en position, soit nous donner vos votes. Et je dirais nominez-nous ou donnez-nous vos votes.

Mais nous voulons des votes libertariens parce que vous défendez ce que nous défendons et ne gaspillez pas un vote et ne permettez pas au pire président de l'histoire de notre pays de revenir et de détruire définitivement l'Amérique.

Merci beaucoup à tous. Que Dieu vous bénisse. Que Dieu vous bénisse.

Le libertarianisme américain : l'idéologie ultra des monopoles qui se cache derrière l'esprit individualiste de l'entrepreneuriat

Le jeudi 23 janvier 2025, le président argentin Javier Milei était au Forum économique de Davos, une réunion rassemblant les technocrates de la bourgeoisie des principaux pays du monde, cherchant à mettre en scène, plus qu'autre chose, des discussions autour de grandes questions traversant notre époque.

La séance de cette année a ainsi regroupé 3000 personnes, dirigeants politiques, essentiellement de pays liés à l'Occident, et cadres de grands monopoles capitalistes, avec comme but « d'améliorer l'état du monde ».

Rien d'utile ou d'intéressant ne sort bien sûr de telles réunions, ni ne peut en sortir, mais elles font office de lieu de pouvoir, permettant à la haute bourgeoisie d'établir un cadre pour tenter de coopérer par le haut.

Le président argentin, qui était déjà intervenu l'an passé dans cette rencontre, a profité de la tribune médiatique très large offerte par le Forum pour prononcer un discours ayant en quelque sorte l'ambition de définir la nouvelle époque dans laquelle nous entrons en particulier depuis l'élection de Donald Trump aux États-Unis d'Amérique.



Il a ainsi défini son idéologie, appelée à prendre l'hégémonie selon lui :

« L'Occident représente le sommet de l'espèce humaine, le terreau fertile de son héritage gréco-romain et de ses valeurs judéo-chrétiennes a planté les graines de quelque chose d'inédit dans l'histoire.

En s'imposant définitivement face à l'absolutisme, une nouvelle ère de l'existence humaine s'est ouverte. Dans ce nouveau cadre moral et philosophique qui plaçait la liberté individuelle au-dessus des caprices du tyran, l'Occident a pu libérer la capacité créatrice de l'humanité, lançant un processus de création de richesses jamais vu auparavant.

Les données parlent d'elles-mêmes : jusqu'en 1800, le PIB mondial par habitant est resté pratiquement constant.

Toutefois, à partir du XIXe siècle et grâce à la révolution industrielle, le PIB par habitant a été multiplié par 20, ce qui a permis à 90 % de la population mondiale de sortir de la pauvreté alors que la population avait été multipliée par huit.

Cela n'a été possible que grâce à une convergence de valeurs fondamentales, le respect de la vie, de la liberté et de la propriété, qui a rendu possible le libre-échange, la liberté d'expression, la liberté de religion et les autres piliers de la civilisation occidentale.

À cela s'ajoute notre esprit faustien, inventif, explorateur, pionnier, qui teste sans cesse les limites du possible.

Un esprit pionnier qui est aujourd'hui représenté, entre autres, par mon cher ami Elon Musk, qui a été injustement vilipendé par le wokisme, ces dernières heures, pour un geste innocent qui ne fait que signifier sa gratitude envers le peuple.

En résumé, nous avons inventé le capitalisme sur la base de l'épargne, de l'investissement, du travail, du réinvestissement et du travail acharné. Nous avons permis à chaque travailleur de multiplier sa productivité par 10, 100 ou même 1000, déjouant ainsi le piège malthusien.

Cependant, à un moment donné du XXe siècle, nous nous sommes égarés et les principes libéraux qui nous avaient rendus libres et prospères ont été trahis. »



En un sens, Javier Milei a raison de considérer que ce qu'il appelle le libertarianisme n'est rien d'autre ni plus ni moins que le capitalisme. Mais en un autre sens, il réduit le capitalisme comme mode de production historique à une seule de ses versions, mais non la moindre il est vrai : sa version américaine, issue des États-Unis d'Amérique.

La difficulté relative étant qu'on doit considérer que sans capitalisme, il n'y aurait pas eu d'États-Unis d'Amérique.

Et sans États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire sans la « découverte » et la conquête de l'Amérique par les Européens de l'Ouest, le capitalisme n'aurait

certainement pas pu se condenser sous une forme aussi aboutie, imposant au monde entier une hégémonie, alors que son cadre historique jusque-là le plus accompli était celui de l'État-nation impérialiste, à la britannique, à la française, à l'allemande etc.

Dès le XIXe siècle, les États-Unis ont élaboré, puis parachevé au siècle suivant, une hybridation monstrueuse : l'impérialisme fait État-nation.

Néanmoins, en tant qu'État bourgeois impérialiste, les États-Unis d'Amérique ne sont pas d'une essence différente des autres États bourgeois. Ils en sont une version particulière, une étape historique remarquable dans ses dimensions et ses proportions, mais ils n'en restent pas moins réduits aux mêmes contradictions et à l'échec inéluctable.

L'intérêt ici de comprendre le libertarianisme comme manifestation idéologique de l'hégémonie des États-Unis est donc fondamentalement de saisir la nature de la lutte implacable à mener contre ce pays et sa domination, en suivant la démarche mise à jour par Mao Zedong (exprimé dans *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine* - 1930) :

« Il faut analyser le fond de chaque chose et ne considérer les manifestations extérieures que comme une avenue menant à la porte dont il faut franchir le seuil pour saisir vraiment le fond du problème. C'est là la seule méthode d'analyse, sûre et scientifique. »

La principale particularité des États-Unis d'Amérique est de n'avoir pas connu une lutte historique contre le féodalisme. Notons ici que Javier Milei est d'ailleurs inexact lorsqu'il parle de la lutte contre l'absolutisme comme d'une matrice historique pour le capitalisme.

C'est vrai si on veut pour le libéralisme des Lumières, dont le libertarianisme est un avatar dégénéré. Cependant, le capitalisme s'est aussi forgé grâce et par l'absolutisme.

C'est la lutte des libéraux du XIXe siècle, en Europe et en Occident qui a surtout marqué la rupture entre absolutisme et capitalisme. Cette lutte politique n'était que le reflet de l'implacable écrasement du féodalisme. Une manière, si l'on veut, de terminer le travail.

Cependant, auparavant, la bourgeoisie a agi dans le capitalisme se développant à travers, contre, malgré mais également avec l'absolutisme. Il suffit de se rappeler que le théâtre Molière, libéral et bourgeois, démocratique et en partie populaire et même nettement féministe, se développe sous Louis XIV.

Là où les choses sont très compliquées sur ce point, c'est en Amérique latine, où les émigrés espagnols ont fait office de forces libérales contre la métropole, mais en fait pour prendre le contrôle des pays sur un mode féodal. Jouent alors des contradictions à tous les niveaux, que ce soit avec les populations autochtones colonisées, la question des différenciations nationales, l'opposition entre centralisation et décentralisation, etc.

L'Amérique latine ne se sort ainsi pas, de manière tragique, de la fascination pour Simon Bolivar, avec une logique de centralisation étatique bureaucratique et de panaméricanisme nationaliste, ou pour différents acteurs tenants du libéralisme hostile à l'État (mais toujours favorable finalement aux États-Unis).

Tout cela pour dire que ce qui manque aux États-Unis, c'est un passé féodal pour romantiser la réaction conservatrice.

Il fallait toutefois et nécessairement produire quelque chose, et les États-Unis ont ainsi généré un hybride culturel monstrueux là aussi : le mélange d'ultra-libéralisme anti-étatique et de renforcement impérial de l'État.



Le libertarianisme ne peut pas être compris sans voir en quoi c'est un dispositif. On va remonter une à une ses différentes couches historiques : le complexe militaro-industriel américain actuel, les années 1970, le puritanisme protestant.

Le complexe militaro-industriel : les gigantesques capacités culturelles gâchées des États-Unis d'Amérique

On associe aisément aujourd'hui à l'idéologie libertarienne les grands dirigeants des monopoles de la Silicon Valley, du nom du district industrialo-militaire des télécommunications de la ville de San Francisco.

Certains d'entre eux s'en revendiquent même très ouvertement, comme Jeff Bezos, le Président du Conseil d'Administration d'Amazon et propriétaire du journal *Washington Post* depuis 2013. Il est d'ailleurs un des grands contributeurs au groupe de réflexion *The Reason Foundation*, fondé à la fin des années 1970 par l'économiste Milton Friedman dont nous reparlerons plus loin.

Cependant, les États-Unis étant une mosaïque d'États et de situations relativement différentes, le libertarianisme des dirigeants des GAFAM californiens n'est pas la seule version de cette idéologie.

Il est d'abord remarquable que les principaux bastions libertariens coïncident avec les grands districts du complexe militaro-industriel, avec des variations culturelles relatives :

- * En Californie, le libertarianisme a une dimension *geek*, en mode hippie-cool, conforme à l'état d'esprit des grandes entreprises de la Silicon Valley notamment, mélangeant technologie et *New Age*, on travaille comme on veut mais sans compter son temps, dans un esprit productif h24 et *corporate*.
- * Au Texas, le libertarianisme se conjugue avec la culture biblique baptiste, austère et besogneuse, conservatrice mais dans un esprit familial et communautaire attentif à la solidarité.
- * Dans le Nord-Est, le libertarianisme a une dimension plus traditionnelle, proche de la version texane, mais sur un mode plus *Wasp* (*White Anglo-Saxon Protestant*) ou du moins plus *Yankee* (protestant anglo-hollandais) dont la forme la plus aboutie est le projet du *Free State Project* mené au New Hampshire.
- * Dans la région des Grands Lacs, le libertarianisme prend une dimension plus intellectuelle, reliée notamment à l'empreinte de l'École libérale de Chicago.
- * Au Nord-Ouest, il s'exprime autour de mouvements religieux fanatiques entendant organiser une théocratie aux États-Unis à travers une transformation culturelle affirmant que toutes les connaissances scientifiques véridiques sont celles reliées à la Bible. On trouve ici l'action d'institutions comme le *Discovery Institute* de Seattle.
- * Dans le Midwest, le libertarianisme se manifeste dans le courant des mouvements dits de « citoyens souverains » et autour des restes de ce qui fut le *Tea Party* avant les mandats de Barack Obama des années 2010.

On pourrait même encore prolonger la liste, mais on comprend rapidement que le libertarianisme est tout sauf une idéologie cohérente et unifiée. De toutes façons, par définition, elle se pense même comme étant tout le contraire même de cela.

Comment alors comprendre le libertarianisme ?

On doit considérer qu'il est aujourd'hui le reflet du capitalisme monopoliste impérialiste des États-Unis sur les consciences. Les libertariens considèrent par exemple tout à fait normal qu'une personne comme Elon Musk exige de ses salariés une loyauté et un dévouement fanatique complet.

En 2022, il y a ainsi eu l'affaire d'un courriel au sein de l'entreprise Tesla martelant que les cadences de plus de 40h de travail hebdomadaire devaient être acceptées sans discuter, simplement parce que la direction, et même encore plus simplement Elon Musk en personne, l'avait ordonné.

Cela a ici à voir avec l'idée que la liberté dans le cadre du capitalisme est un échange consenti de propriété dans le cadre d'une coopération : le salarié échange la propriété de ses compétences contre une rémunération, et en échange, ses compétences, son énergie, son corps même d'une certaine manière sont la « propriété » de l'entreprise à laquelle il participe, qui dispose en tout cas d'un droit d'usufruit.

La relation n'étant pas regardé comme une aliénation aussi longtemps qu'il y a *consentement*. On aura compris que cette notion de consentement est absolument central dans le libertarianisme.

Et on voit très bien comment en Europe même, la gauche est pourrie par ce concept, ayant accepté le principe des « acquis individuels » et du droit de faire un contrat pour tout ce qu'on veut « du moment qu'il n'y a pas préjudice pour autrui ».

La gauche est ainsi passée de la suppression de la prostitution à sa mise en valeur du moment qu'il s'agit de « travailleurs du sexe ». C'est exemplaire de l'influence du libertarianisme. Cette digression sur la gauche est nécessaire, car le libertarianisme est dans un paradoxe. D'un côté, il dit que l'individu peut faire ce qu'il veut, de l'autre il exige l'engagement complet de celui-ci lors de la signature d'un contrat.

Pour en revenir à l'exigence d'engagement complet au travail, on a ainsi un embrigadement corporatiste strict et strictement unilatéral. Cela ne sonne pas comme « moderne », mais pratiquement comme féodal.

C'est en effet sans âme et sans coeur, alors que le libéralisme traditionnel prétend qu'on peut s'épanouir au travail. Le contrat exige la loyauté et se moque de la fidélité, il exige l'obéissance et ne tolère pas de cas de conscience.

Sous ce rapport, les grands monopoles américains, en particulier ceux liés à la high-tech, peuvent apparaître au bout du compte comme des sortes de nouvelles communautés seigneuriales, des fiefs de la puissance impérialiste américaine, dont les dirigeants sont présentés de manière quasi-hagiographique comme des sortes de génies déliants et inspirés, exprimant toute la « grandeur » du capitalisme américain.



La puissance idéologique du libertarianisme, c'est qu'il intègre en grande partie la nécessité du turbo-capitalisme et même les dérives post-modernes produites par la lessiveuse du 24h/24h de la production et de la consommation de masse.

Et cela bien mieux que la seule idéologie conservatrice de la Droite traditionnelle américaine ne le peut.

Le libertarianisme, de par sa promotion hiérarchique de type néo-féodal de l'autorité des monopoles, accepte la modernité dégénérée du turbo-capitalisme, en prétendant limiter ses excès, excès que la Droite américaine désigne notamment par le terme de « wokisme », spécifiquement à propos des outrances transsexuelles et de l'immigration de masse.

La semi-modernité du libertarianisme limite de fait sa capacité à borner le turbo-capitalisme, au-delà du seul aspect répressif.

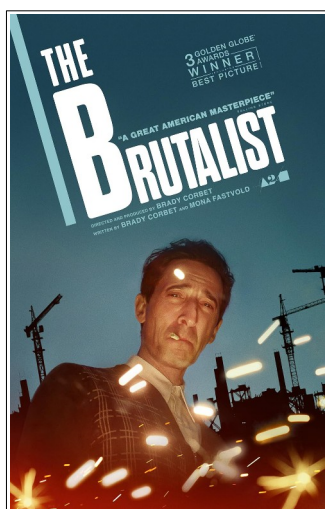
Sur le fond, le wokisme est de toute façon l'autre face du capitalisme américain. Le libertarianisme ne peut, en admettant qu'il le veuille, empêcher la dérive capitaliste dans cette direction sur le fond. Si on dit en effet que les gens sont des consommateurs et peuvent faire ce qu'ils veulent, alors il ne saurait y avoir de bornes.

Mais en étant idéologiquement conservateur et tout en étant ouvertement progressiste – un paradoxe seulement pour qui se fait des illusions là-dessus –, le libertarianisme apparaît comme une sorte de synthèse cherchant à établir une sorte d'arbitrage impossible, par le haut et par la Droite, entre les deux ailes dégénérées du capitalisme américain qui s'entredévorent.

Les grands monopoles américains financent donc massivement tout un éco-système médiatique, éducatif et culturel diffusant les principaux éléments du libertarianisme : la promotion d'une économie de marché dérégulée, d'un État militarisé et répressif appuyé par des grands monopoles, la promotion des valeurs conservatrices, d'obéissance hiérarchique à travers notamment le réseau très actifs des Églises et des fondations religieuses évangéliques.

Tout cela est de fait le prolongement des monopoles du complexe militaro-industriel des États-Unis et de leur management universitaire.

Il faut comprendre ici que les universités américaines sont souvent des fondations privées, comme le sont Harvard dans l'État du Massachusetts, ou Stanford en Californie, qui promeuvent toutes *une sorte de liberté aristocratique de l'intelligence et du réseau*.



Elles ont partie liée avec l'administration publique (en particulier avec les agences fédérales ou même directement avec des organes militaires comme par exemple le programme TT4D à Stanford) et les grands monopoles, dont elles forment les cadres dirigeants, tout en étant eux-mêmes façonnés par ces monopoles.

Le reflet culturel de cet éco-système s'exprime très clairement dans toute la cinématographie hollywoodienne du héros à l'américaine : un genre de bad boy respecté pour ses valeurs et son indépendance, qui agit en solitaire, y compris contre sa propre hiérarchie et contre la collectivité passive voire hostile à sa liberté, avec un résultat favorable au Bien commun pourtant malgré son apparent égoïsme.

L'étudiant des campus américain est appelé à se modéliser ainsi, comme prédateur techno-commercial au grand cœur, comme icône métrosexuelle mangeant flexitarien, faisant de la méditation new age et pratiquant le yoga, voire éventuellement comme geek un peu looser mais génial et ultra-dévoué, chacun à sa manière, chacun avec une marge d'expression individuelle, mais tous derrière la bannière étoilée, c'est-à-dire au service de l'État impérialiste américain et des grands monopoles.

C'est même là très exactement le sens de la devise des États-Unis d'Amérique, *e pluribus unum* : de la diversité vers l'union.

On aura compris que le libertarianisme est une expression idéologique à la fois profondément typique du capitalisme américain et en même temps une idéologie diverse qui part formellement dans tous les sens.

L'influence de ce modèle idéologique est toutefois très large, il se fait sentir dans les nombreuses fondations libertariennes qui entendent diffuser vers l'élite éduquée américaine et la petite-bourgeoisie entrepreneuriale et culturelle les valeurs « américaines » du libéralisme.

Un des organes les plus connus est par exemple le réseau Atlas (*Atlas Economic Research Foundation*) fondé à l'origine par les grands monopoles américains du tabac, qui dispose aujourd'hui d'un vaste réseau international dans 108 pays, avec des journaux, des sites internet, des instituts de publication et de formation, y compris en France etc.

On voit là les immenses moyens mis en oeuvre, détournés et déformés par les monopoles de l'impérialisme américain. On a ici un gigantesque gâchis des capacités productives et du matériel biologique que le capitalisme américain est en mesure de concentrer et de diriger.

C'est ce que l'on ressent par exemple en observant la série de Chuck Lorre, *Big Bang Theory* (diffusée entre 2007 et 2019 par CBS), qui suit une sympathique bande de jeunes scientifiques et ingénieurs californiens de l'université Caltech, dans laquelle Elon Musk fait d'ailleurs plusieurs apparitions.

Les personnalités, les moyens, l'intelligence des personnages, tout est absolument gâché et lessivé dans une pitoyable broyeuse totalement vendue à l'impérialisme américain, avec le sourire, avec de la couleurs et de bonnes blagues, mais avec des intrigues et un style vide et totalement décadent sur le fond.

On ne saurait mieux illustrer l'épouvantable poison mental de la culture américaine et de son libertarianisme sous-jacent, suintant par tous les pores de ses productions culturelles.

Le libertarianisme et le libéralisme américain : la mise à jour des années 1970, du hippie au nomade

Pour comprendre comment le libertarianisme de notre époque est devenu le reflet du capitalisme américain au plan idéologique, il faut comprendre la mise à jour qu'a opérée ce dernier dans les années 1970.

Les commentateurs bourgeois décrivent parfois ce phénomène comme étant le « néolibéralisme », une nouvelle idéologie rompant si on peut dire avec le capitalisme disons keynésien, tel qu'instauré aux États-Unis suite au New Deal du président Franklin D. Roosevelt (1933-1945).

Il est vrai que l'expansion de la société de consommation de masse et le passage à cette époque au 24h/24h du capitalisme exige alors à ce moment de rompre avec les conservatismes et les compromis de classe mis en place jusque-là.

Bien entendu, les forces sociales engagées dans ce compromis ont tenté, voire même tentent toujours de présenter cette mise à jour comme une sorte de hold-up des grands patrons contre le « capitalisme régulé », paré par sous-entendus de vertus sociales que l'on devrait regretter, alors même qu'il ne s'agit ni plus ni moins qu'un prolongement inévitable du capitalisme dans sa conquête totale de la vie sociale.

À ce moment-là, cette conquête apparaît avec un certain élan, et elle n'en est pas encore à être ce qu'elle est devenu aujourd'hui c'est-à-dire une cannibalisation de la société.

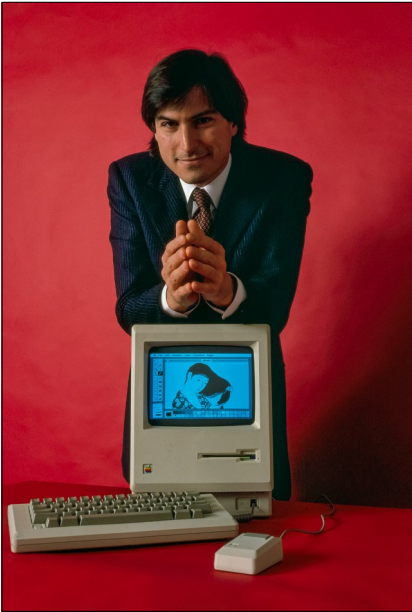
En un certain sens, un « vent de liberté » souffle sur les États-Unis, et le capitalisme avale même alors en partie l'élan de la contestation anti-guerre et anti-raciste qui s'était installée dans la jeunesse universitaire ou dans la jeunesse afro-américaine.

En proposant de libérer chacun des carcans sociaux au nom du marché et du contrat, le libertarianisme se mêle aux revendications civiques ou même au style des hippies.

On peut même aller jusqu'à dire que le libertarianisme des années 1970 est dominé par son aile gauche, et qu'il invente ce qui deviendra par la suite le *wokisme*, avec son exigence de reconnaissance des minorités innombrables et son culte de l'ego « fragile ».

Les revendications libertaires du libertarianisme prétendent en partie échapper au mode de production capitaliste, voire imaginent consister en une sorte d'alternative utopique qui sera très en vogue dans les universités américaines, notamment dans les facultés de littératures, puis de sciences sociales.

Un exemple vraiment significatif ici est le *Manifeste cyborg* de Donna Haraway, publié en 1985 ; il remet en cause le féminisme au nom d'une sorte de post-féminisme mêlant ultra-individualisme et idéologie de l'être humain amélioré.



On retrouve ici la dimension « science-fiction » très présente dans le libertarianisme dans sa version « californienne ». Des auteurs de science-fiction comme Ursula K. Le Guin, Philippe K. Dick, Norman Spinrad, William Gibson... se placent dans le même état d'esprit, à des degrés très divers.

On a néanmoins la même sensation d'étouffement individuel dans une société à la collectivité massive et prenante, avec une fascination pour la technologie en même temps présentée comme une menace.

Toute la culture « cyberpunk » qui est lié à cette scène littéraire appartient en un sens au libertarianisme ; on retrouve aisément les fondements de ce dernier dans le manga puis anime *Ghost in the Shell* (1989-1995) ou le jeu vidéo *Cyberpunk 2077* sorti en 2020.

La publicité pour Apple en 1984 au moment du Superbowl (la finale annuelle du football américain), réalisée par Ridley Scott, est absolument incontournable pour appréhender le sens même de ce côté Cyberpunk.

Il serait dommage également de ne pas mentionner le film très connu *2001, l'Odyssée de l'espace* (1968) de Stanley Kubrick, qui s'aligne sur cette perspective avec le rôle accordé à la technologie comme support de transformation de la vie.

Le scénario du film a été écrit par Arthur C. Clarke (1917-2006) et prolongeant cette oeuvre, il est l'auteur d'une sorte d'anticipation techno-libertarienne : *20 juillet 2019, la vie au XXIe siècle* (publié en 1984).

Dans ce roman, l'auteur développe comment le progrès technologique de l'informatique et de l'intelligence artificielle transformera le monde selon les principes mêmes du libertarianisme, illustrant ici comment le codage informatique permet à la fois de naturaliser le capitalisme tout en produisant une société compétitive ultra-moderne, valorisant une large aristocratie du talent.

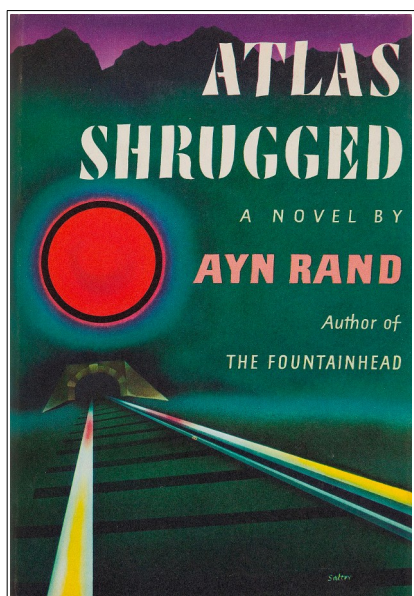
À le lire aujourd'hui, le livre est glaçant comme reflet du libertarianisme actuel des États-Unis. Mais si on remonte plus loin pour trouver une source à ce fond idéologique opposant l'individu « pur », « solitaire », « unique »... affrontant un monde déshumanisé, froid, collectivement hostile, il faut se tourner vers la figure d'Ayn Rand (1905-1982).

Inconnue en France, on ne saurait comprendre la mentalité américaine sans l'étudier, alors que son roman *Atlas Shrugged* est ainsi considéré comme le second ouvrage le plus populaire après la Bible aux États-Unis. On a ici une pièce maîtresse du dispositif idéologique du capitalisme américain.

Ayn Rand est une Russe, de la minorité nationale juive, issue d'une famille bourgeoise de Saint Pétersbourg, qui a quitté l'URSS en 1925 pour rejoindre les États-Unis d'Amérique, en raison de son opposition au collectivisme.

Elle refusait d'intégrer les nouvelles normes exigées des écrivains comme ingénieurs des esprits, au nom de son individualisme et de ses prétentions complètement égoïstes, qu'elle a fini par systématiser en théorie générale en fuyant en Amérique.

Son best-seller absolu fut *Atlas Shrugged* (littéralement « Atlas haussa les épaules », traduit en français par « la Grève », qui a été son titre initial) publié en 1957, dont le nom du « réseau Atlas » mentionné plus haut dérive. Ce roman consiste donc à présenter une « grève » d'entrepreneurs et de personnes créatives (les « hommes de l'esprit ») contre un État collectiviste devenu hégémonique.



Toutes ces personnes, incarnées par une série de personnages aux caractères à la limite de la caricature, décident de se replier dans un lieu isolé, le ravin de Galt, une vallée où l'on suit l'exemple de John Galt, la figure « pure » du créatif.

La retraite de cette élite entraîne alors l'effondrement de la société, celle-ci reconnaissant ainsi qu'elle n'existe que parce qu'elle est portée par cette élite sélectionnée par la liberté d'entreprendre et sa saine compétition, tout comme le monde n'existe que porté par le titan Atlas dans la mythologie grecque.

Ajoutons que le titan Atlas portant justement le monde, règne depuis « l'Atlantide » et le milieu de l'océan Atlantique, ce qui ajoute dans le roman une sorte de

sous-entendu mystique et missionnaire aux États-Unis d'Amérique, comme base du « monde libre » devant porter le monde entier.

Le roman se termine par un long monologue de plus de 60 pages exposant de manière systématique l'idéologie libertarienne, comme célébration de la « liberté naturelle », portée par des entrepreneurs et des personnes créatives, dont les talents les placent naturellement au sommet de la société humaine, qu'ils doivent conduire.

La liberté permettant ainsi de sélectionner les meilleurs, alors que le collectivisme égalitaire écrase cette aristocratie de la liberté et l'empêche de conduire l'Humanité au progrès et au bonheur.

L'auteur assume complètement la thèse, quasiment nazie en réalité, mais sans la dimension raciste et antisémite, de la sélection naturelle d'une aristocratie du talent par le jeu de la liberté et de la compétition non faussée, dont l'égoïsme nécessaire produirait paradoxalement le bien commun au bout du compte.

Ainsi, il n'y a rien de plus faux que de considérer que le libertarianisme soit un phénomène nouveau ou marginal du capitalisme américain, ou une sorte de « dérive » d'un soi-disant néo-libéralisme. Bien au contraire, c'est l'une des dynamiques de l'état d'esprit américain, façonné par le conflit clair entre ceux qui sont parvenus à réussir dans le capitalisme (et votent pour le Parti républicain) et ceux qui y veulent y parvenir en modernisant le capitalisme (et votent pour le Parti démocrate).

Les libertariens transcendent les deux camps, unifiant l'aspect conservateur du Parti républicain et l'aspect moderniste du Parti démocrate. L'essentiel est de valoriser l'esprit d'initiative et d'empêcher les monopoles de nuire à celui-ci.

C'est une tentative de bricoler l'équilibre entre le capitalisme, libre et concurrentiel, et sa superstructure impérialiste, quant à elle monopolistique.

D'où l'homme providentiel qui combine les deux. C'est le génie, à la tête d'un monopole mais perpétuellement excentrique comme preuve de son esprit créatif, concurrentiel. D'où son combat contre d'autres anti-génies dans les Marvel : c'est le génie complet qu'est l'homme élastique des « quatre fantastiques » dont le contraire est le Docteur Fatalis.

C'est bien sûr Tony Stark avec son armure pour devenir Iron Man et affronter une ribambelle de génies du mal.

Statue d'Iron Man dans une usine de SpaceX, où une scène du film Iron Man a été tournée également. On notera que la statue à côté est un Cylon, de la série Battlestar Galactica ; dans la version remaniée, les Cylons sont issus de robots et forment une sorte d'humanité améliorée.



Cette caricature est présentée pareillement dans les films avec Iron Man. Elon Musk y est présent pour une scène extrêmement courte, tout comme Larry Ellison, également milliardaire et cofondateur d'Oracle.

Tous deux sont des transhumanistes, exactement comme peut l'être Iron Man avec ses « améliorations ».

Ce n'est pas un hasard. Le personnage d'Iron Man a été inventé par l'auteur Stan Lee sur la base de Howard Hughes (1905-1976), un entrepreneur américain à la fois richissime, « playboy » et « excentrique ».

Il fut constructeur d'aéronautique en très étroite liaison avec l'armée et producteur dans le cinéma. On est dans le paradoxe américain où le « rêve américain » s'associe au culte de figures providentielles et géniales.

On notera au passage que les ennemis ont toujours une revendication mondiale : Hydra, A.I.M., Kang... veulent instaurer un gouvernement mondial ! Le comble de l'horreur pour des libertariens.

Quand on voit cela, et le cinéma hollywoodien regorge de scénarios convergeant avec cette vision du monde, on comprend tout à fait que des personnages sinistres du point de vue européen comme Donald Trump ou Elon Musk apparaissent aux États-Unis comme des outils de « libération ».

Leurs défauts ne sont pas niés, mais considérés comme sans conséquence, car le vice amène la vertu, l'esprit d'entrepreneur porte le bien-être général, exactement comme dans *La Fable des abeilles* publiée par Bernard Mandeville en 1714, où les abeilles vertueuses voient leur économie s'effondrer, en l'absence d'esprit d'initiative.

D'où la morale de l'oeuvre : « Soyez aussi avides, égoïstes, dépensiers pour votre propre plaisir que vous pourrez l'être, car ainsi vous ferez le mieux que vous puissiez faire pour la prospérité de votre nation et le bonheur de vos concitoyens ».

Donald Trump, Elon Musk, toutes les figures de la Silicon Valley... s'insèrent parfaitement dans ce discours élitiste et populaire, mais surtout populiste, et véritablement libertarien.

Le puritanisme protestant et le romantisme néo-féodal du libertarianisme

Le libertarianisme est fondamentalement un romantisme du calvinisme. Il faut bien ici comprendre que les États-Unis ont été façonnés culturellement par le protestantisme dissident des puritains anglo-hollandais.

Le récit nationaliste américain présente comme guidant les « Pères fondateurs », liés au mythe de la *Thanksgiving*, le don de la Grâce des premiers pèlerins protestants ayant fui l'Europe féodale pour fonder en Amérique un nouveau « Royaume de Dieu ».

Ces dissidents protestants étaient marqués par la réforme calviniste dans ses principaux éléments. Dans son élan historique, le calvinisme a été tout le contraire du féodalisme, affirmant la liberté de l'individu et sa dignité, notamment par son travail, devant l'extraire de la pauvreté.

Les calvinistes rejettent en effet absolument toute tolérance à la pauvreté, vue comme une oisiveté, à laquelle ils opposent l'engagement volontaire et enthousiaste du travailleur dans les entreprises, les dirigeants bourgeois de ces entreprises devant en retour valoriser le travail et l'engagement.

Toute la société doit donc ici devenir une communauté civile, moralement encadrée de manière stricte, et c'est surtout cet aspect du calvinisme qui va trouver à se développer aux États-Unis.



L'idée de base ici est que la société doit se composer d'individus libres, suivant l'ordre divin de la « loi naturelle » ou de la Constitution, et réglant leurs affaires par le contrat et l'obéissance à la morale chrétienne.

Il y a dans ce mouvement de quoi alimenter toute l'utopie libérale américaine qui a progressivement forgé le libertarianisme. Le courant des « citoyens souverains » aussi bien que les adeptes du « Free State Project » s'inscrivent totalement dans cette vision du monde, mais elle infecte en réalité toute la société américaine.

Dans son parcours historique, le calvinisme a perdu toute sa charge progressiste, il tend à se retourner en son contraire, en une sorte de mystique néo-féodale. Il devient prétexte à un repli sur soi, à un communautarisme fanatisé, à la promotion de l'irrationalisme religieux, à un conservatisme forcené, à une affirmation patriarcale militarisée.

C'est parfaitement perçu d'ailleurs aux États-Unis même, et c'est ce que traduit à sa façon le roman, dérivé en série, de Margaret Atwood (née en 1939) : *The Handmaid's Tale*, traduit en français par « La servante écarlate », où il est imaginé que les États-Unis ont été dévorés de l'intérieur par une secte calviniste ultra-réactionnaire.

En même temps, un tel roman est parfaitement conforme à la démarche d'Ayn Rand, où les individus affrontent une collectivité tyrannique et exigeante.

C'est là le grand piège dans lequel s'empêtre la société américaine : quand on critique les conservateurs, on devient libéral ; quand on devient libéral, on produit du conservatisme, etc.

L'idéologie libertarienne n'est rien d'autre que la tentative de rendre cela cohérent ; *c'est littéralement la superstructure de l'opposition entre républicains et démocrates.*

En ce sens, c'est une idéologie propre aux États-Unis.

L'idéologie libertarienne peut-elle se développer en Europe de l'Ouest ?

Le libertarianisme n'est pas une idéologie comme les autres : d'un côté, il a effectivement des principes fixés, plus que beaucoup d'autres idéologies. De l'autre, il peut manier un pragmatisme absolu.

De plus, les variantes possibles n'ont pas de limites. C'est très moderne, c'est comme avec le mouvement religieux protestant américain, le mouvement religieux musulman sunnite, l'idéologie LGBT, la conception libertaire : les idées sont un idéal-type et en pratique on s'adapte afin de distiller ses principes autant que possible, afin qu'ils finissent par prendre le dessus.

C'est en ce sens un produit d'exportation possible. Il faut toutefois un substrat qui réponde au mode opératoire des libertariens, et c'est là beaucoup plus compliqué. Car en Europe, on est habitué aux États-nations et à la gestion au moins partielle d'une partie de la vie de la société par l'État, notamment en ce qui concerne la santé, la recherche d'emplois, l'éducation.

L'idéologie libertarienne n'a ici aucune possibilité ne serait-ce que de s'ancrer, et la seule perspective serait d'être une forme extrême de libéralisme, une faction ultra de « l'école autrichienne » de Carl Menger, de Ludwig von Mises, de Friedrich Hayek.

Et à côté de cette école on a celle de Chicago, portée notamment par Milton Friedman et George Stigler (les « Chicago Boys » géreront l'économie sous la dictature de Pinochet), et l'ordolibéralisme, développé par Wilhelm Röpke et Walter Eucken (et où l'État a comme rôle d'empêcher que la concurrence soit faussée).

On remarquera que ces trois courants sont unis dans la Société du Mont-Pèlerin fondée en 1947 dans un village suisse.

Mais on parle ici d'une cohérence intellectuelle et culturelle. Sur ce point, le libertarianisme n'a aucune perspective en Europe. Reste son utilisation comme inspiration pour une agitation populiste de masse – et là c'est beaucoup plus crédible, de par l'influence massive des principes libertariens dans des masses façonnées par le 24 heures sur 24 du capitalisme. ■

L'essor de l'intelligence artificielle dans le cadre de la relance du capitalisme et de l'inévitable affrontement inter-impérialiste

I. L'IA, saut qualitatif d'Internet

Lorsque l'on parle d'intelligence artificielle il faut avoir en tête trois choses : c'est un ensemble de données soumis à un calcul déterminé en vue de répondre à des situations probables.

Pour faire simple, il y a l'IA que l'on nomme « générative », c'est-à-dire qu'elle produit du contenu (musical, pictural...), celle dite conversationnelle (un chat) et celle d'analyse qui a pour but, par exemple, de résumer en quelques paragraphes des textes complexes.

Il faut regarder le procédé concrètement. Il y a un utilisateur qui, depuis un site ou une application internet, va réaliser une demande. L'application ou le site doit alors répondre à cette demande, en la décodant puis en lui fournissant une réponse la plus adéquate possible.

Pour réaliser cette tâche, des impulsions électriques correspondant à des nombres sont transférées à très grande vitesse vers des centres données disposant de supercalculateurs. Un décodage et un calcul de probabilité sont effectués et une impulsion électrique est renvoyée en retour, dont le codage en nombre est retraduit en phrase, image ou audio.

Cela signifie que l'IA est fondée sur un modèle mathématique et statistique d'analyse du réel : ce modèle est issu de l'immense accumulation de données comportementales mais également des savoirs accumulés sur Internet.

Pour que l'IA puisse « décoder » une demande humaine (*elle n'est pas un être vivant disposant d'un langage historique*), il lui faut avoir son propre langage pour « traduire ». C'est ce qui est appelé en IA, le LLM (Grand Modèle de Langage – Large Language Model).

Apparu en 2018 sous la forme développée issue du modèle « Transformers », les LLM sont également appelés des « réseaux de neurones profonds ». Sa base, c'est la quantité de mots codés : par exemple le modèle de langage de l'IA *Bert* (pour Bidirectional Encoder Representations from Transformers) développé par Google compte plus de 3 milliards de mots.

Ces modèles de langage servent à établir un codage entre un texte et un nombre, avec le grand bond effectué en 2017 par le passage d'un réseau de neurones récurrents (RNN) à une architecture non-récurrente avec le Transformers, qui lui ne prend pas les mots un par un, mais a une base de données où le rapport de chaque mot en général à un autre mot en général est évalué et classifié.

Pour lancer un tel modèle de langage, il faut que la machine ait un processus d'apprentissage. Il existe quatre procédés d'apprentissage : supervisé, semi-supervisé, non

supervisé et par renforcement. Dans le cas de l'apprentissage supervisé, il y a tout un travail fastidieux de travailleurs qui exécutent des tâches soporifiques d'annotation d'images, de textes, d'audio, etc.

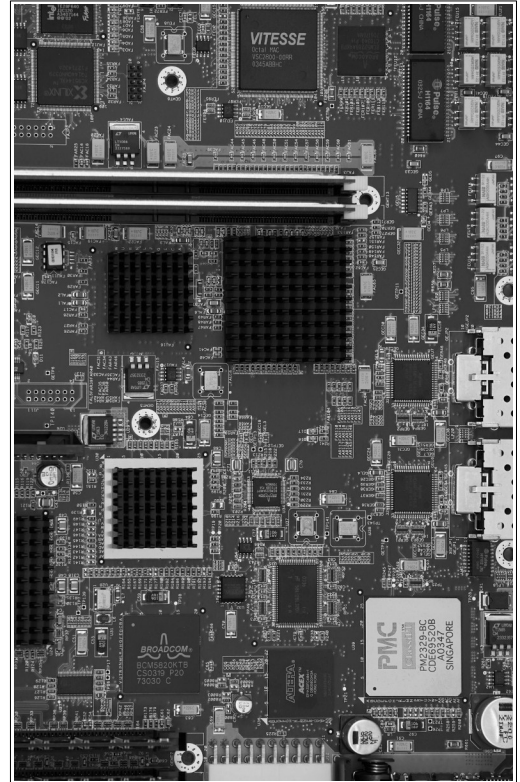
Par exemple, le projet « ImageNet » contient plus de 14 millions d'images étiquetées qui représentent plus de 20 000 types d'objets identifiés.

On parle de 50 000 « étiqueteurs » de données présents dans 167 pays et dont il aura fallu trois ans pour réaliser ce travail gigantesque.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est que l'IA correspond à une mise en forme des données accumulées sur internet par un procédé d'annotation numérique, avec des entrées dans des supercalculateurs pour établir des probabilités de réponses à fournir selon les situations (il faut ici se rapporter au dossier publié sur l'intelligence artificielle sur vivelemaoisme.org ou materialisme-dialectique.com pour avoir un aperçu plus approfondi de ce procédé du modèle de création d'une IA).

L'IA représente un saut qualitatif pour l'industrie informatique, et spécifiquement pour Internet. Il faut remarquer que, bien que né dans les années 1980, Internet a connu un laps de temps d'environ 10-20 ans avant de réellement se généraliser à l'ensemble, d'abord des populations des métropoles impérialistes, puis à l'ensemble de la population mondiale.

La généralisation réelle d'Internet correspond à la fin des années 2000 : c'est la pierre angulaire pour la collecte de données essentielles à l'IA. Le capitalisme est confronté à l'universalisation de sa démarche.



2. Un gisement pour la relance d'une nouvelle accumulation

L'IA va ouvrir un champ et a déjà ouvert un champ énorme pour l'expansion de la consommation de marchandises. Avec les algorithmes intégrés à des plateformes telles que Vinted, Temu, Shein, Netflix, Youtube, TikTok, il y a une hypnotisation de masse.

Celle-ci favorise l'intégration de pans entiers de gens dans la dynamique en apparence infinie de la consommation de marchandises. C'est l'ère de la *subsumption* réelle du consommateur par la consommation capitaliste.

Mais il ne faut pas tant se focaliser sur les aspects en termes de consommation et de nouveaux secteurs, bien que cela soit forcément important, mais avant tout sur les moyens de production.

Car c'est là que réside tout le potentiel du développement de l'IA. Cette technologie apparaît avant tout comme un nouveau moyen de production.

L'IA pousse à la mise en place d'une industrie encore plus intégrée, agissant dans une coopération informatique sophistiquée si l'on ajoute à l'IA le développement de la téléphonie mobile de cinquième génération (5G).

De quoi parle-t-on exactement ? On parle de machines qui seraient connectées les unes aux autres et disposant d'une capacité d'action automatisée, « intelligente » par entrées de données effectuées par le travailleur.

Les tâches répétitives réalisées par des humains et susceptibles, par nature, d'engranger des erreurs seraient considérablement réduites, renforçant la fluidité de la production et, par conséquent, augmentant la productivité sociale.

À cela s'ajoute la maintenance dite « prédictive », c'est-à-dire des machines qui anticipent elles-mêmes les pannes, s'épargnant ainsi des arrêts inutiles et coûteux.

Enfin, il y a la possibilité de cartographier les stocks et d'adapter la demande en énergie, évitant ainsi les ruptures d'approvisionnement. En termes de consommation, l'IA intégrée à la production ne peut qu'améliorer la personnalisation des produits tout en conservant une dimension industrielle.

Si l'IA apparaît comme un nouveau moyen de production pour les industries des biens, elle doit aussi elle-même être produite.

On parle ici de quantités industrielles colossales en termes d'extractions de minerais pour fabriquer les puces électroniques qui alimentent les supercalculateurs. Mais aussi de consommation énorme d'énergie pour faire tourner les serveurs et d'eau pour les refroidir, sans même parler de l'industrie des câbles électriques pour faire transiter les données et les interactions informatiques.

C'est un gisement fondamental pour des investissements capitalistes futurs, pour ainsi engendrer une nouvelle base pour un cycle d'accumulation.

Alors est-ce à dire que le capitalisme triomphe toujours de ses crises en trouvant des gisements nouveaux d'accumulation ? Nullement.

Déjà, la mise en forme est réalisée par le capitalisme et en comporte donc ses propres limites, notamment une approche bornée et unilatérale de type mathématique ne permettant pas de servir correctement la vie humaine.

De plus et inversement, il y a le fait que cette potentialité ne se réalise pas dans le cadre du Socialisme et de sa dimension planificatrice. Le caractère privé de la production et sa dimension anarchique ne peuvent qu'occasionner des retards et des dysfonctionnements.

Allons plus loin. Si l'on regarde les deux principales relances d'accumulation dans le contexte de la première crise générale (les années 1920 et 1950), on constate bien des modernisations permettant une relance de fond, en élargissant la base productive et celle de la consommation.



Mais il y a toujours le fait que, compte tenu de la base capitaliste, le surgissement d'une nouvelle force productive exige des investissements massifs en capital constant.

C'est le triomphe de monopoles sur la base du repli national, alors même que d'autres triomphent également mais sur d'autres bases nationales, ce qui rend inévitable la *confrontation* pour la conquête des zones d'influences en vue d'obtenir les moyens à la relance du nouveau cycle d'accumulation.

À un moment donné, il y a le triomphe d'une oligarchie financière menant les choses par en haut dans le cadre de la guerre de repartage du monde. En réalité, l'apparition de nouvelles forces productives comme base à l'élargissement du capitalisme arrive toujours à un moment critique qui est la crise générale et sa tendance à la guerre.

C'est cela la clef politique et historique du phénomène de l'effondrement du capitalisme comme mode de production ne répondant plus aux besoins de l'Humanité.

3. Le projet d'investissement « Stargate » par l'administration de Donald Trump aux États-Unis, reflet du capitalisme monopoliste qui s'allie à l'État

Au lendemain de son investiture comme 47^e président des États-Unis, Donald Trump signait un décret d'un vaste plan d'investissement dans l'« intelligence artificielle » baptisé « Stargate ».

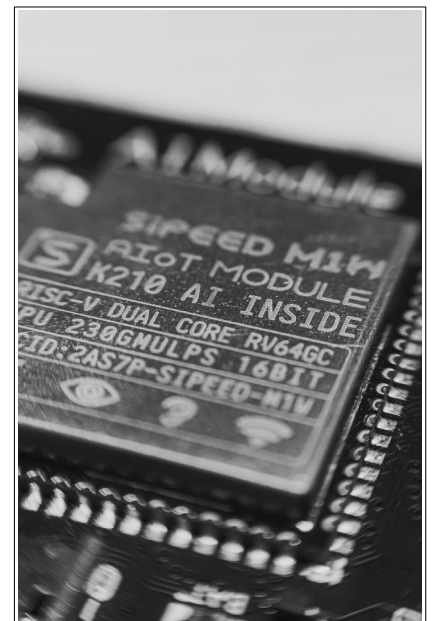
Avec un budget annoncé colossal de 500 milliards de dollars prévu à l'investissement à l'horizon 2029, le projet prévoit la construction d'une vingtaine de centres de données permettant l'hébergement des données (« cloud »), ainsi qu'une augmentation de la puissance de calcul requise par l'intelligence artificielle, notamment celle dite « générative ».

À cela s'adjoint de nouvelles centrales électriques, les « data centers » étant très consommateurs d'énergie, et de capacités de production de puces électroniques spécialisées dans le domaine de l'intelligence artificielle (des microprocesseurs pouvant supporter la quantité de calcul exigée à une vitesse très élevée).

Le plan d'investissement « Stargate » est le résultat d'une union de trois puissantes entreprises du secteur de l'industrie informatique.

Il y a tout d'abord le japonais Softbank, fondé au Japon en 1981, spécialisé dans les ordinateurs et ayant notamment été à l'initiative du service d'internet à haut débit Yahoo ! Japon ou encore de la commercialisation au Japon de l'iPhone (3g). De manière plus récente, Softbank s'est développé dans la robotique, mais aussi dans l'intelligence artificielle.

À côté de Softbank, il y a un autre fonds d'investissement qui est MGX lancé en 2024 par le gouvernement d'Abu Dhabi aux Émirats arabes unis, par la réunion du fonds d'investissement Mubadala et l'entreprise G42 née en 2018 dans le secteur du « cloud » et de l'IA. Ce fonds a été lancé spécialement pour diversifier l'économie de l'émirat en proposant un vivier en capital d'investissement.



Ensuite on trouve l'entreprise Oracle. Fondée en 1977 à Austin au Texas et spécialisée dans le « cloud », elle est leader dans le domaine des logiciels et de l'hébergement de données.

Enfin, il y a le leader de l'IA, OpenAI, connue pour avoir lancé le célèbre robot conversationnel ChatGPT en 2022. Fondée en 2015 à San Francisco, l'entreprise a investi dès à présent 100 milliards de dollars dans « Stargate ».

Ces entreprises se sont associées, pour les puces et les processeurs, à Nvidia, fondé en 1993 à Santa-Clara en Californie, et ARM fondé à Cambridge en 1990, dont Softbank détient 100 % d'actifs.



Ce que l'on constate avec le projet « Stargate », c'est le passage des entreprises du nouveau secteur de l'informatique de la libre concurrence à la forme monopolistique.

Un passage qui s'est réalisé dans les années 2010, marquant le tournant vers la formation d'une « nouvelle » oligarchie financière qui a bourgeonné sur la base du cycle d'accumulation de 1989-2020.

Il y a d'ailleurs bien d'autres projets d'investissement dans l'IA aux États-Unis d'une ampleur moindre, mais qui suffisent pour refléter l'orientation monopolistique prise par ce secteur modernisateur du capitalisme.

Microsoft a par exemple annoncé l'investissement de 80 milliards de centres données pour l'IA début janvier 2025.

Déjà en septembre 2024, Microsoft s'associait à MGX et BlackRock pour

mettre sur pied le fonds d'investissement « Global AI Infrastructure Partnership » destiné à financer la construction de centres de données et d'infrastructures énergétiques.

Issue d'Open AI en 2021 et devenu l'une de ses principales concurrentes, « Anthropic » a également levé un milliard de dollars auprès de Google, après en avoir levé deux auprès de fonds d'investissement et qu'Amazon y ait injecté 4 milliards en novembre 2024.

La start-up « Perplexity », lancée en 2022 pour établir un nouveau moteur de recherche ainsi qu'un robot conversationnel, a visé les 9 milliards de valorisation boursière.

Il y a une centralisation du capital financier issu des nouveaux secteurs nés dans les années 1980-1990. Il y a clairement une fin de cycle, qui sonne comme une volonté d'en ouvrir un nouveau sur la base des potentialités en termes de rentabilité capitalistique.

Dans le contexte de la crise générale du capitalisme, cette conquête d'une relance passe nécessairement par une politique offensive décidée par en haut de manière unilatérale.

Aussi Donald Trump a-t-il annulé dès le 20 janvier 2025 un décret de Joe Biden portant sur la sécurité et l'éthique en matière d'IA. Il s'agit de faire sauter un obstacle législatif pour pouvoir agir en toutes libertés.

Avec le projet « Stargate », on a clairement l'alliance de l'État et des monopoles issus du cycle d'accumulation de la période 1989-2020 pour former une orientation stratégique dans la guerre qui l'oppose aux rivaux de la superpuissance chinoise.

L'irruption des monopoles de l'informatique sur la scène politique comme expression de la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État reflète le nexus entre l'épuisement des gains de la période 1989-2020 et la quête de nouveaux dans le contexte de la seconde crise générale ouverte en 2020.

4. Le plein potentiel capitaliste de l'IA suppose l'ouverture de la guerre de repartage impérialiste entre les États-Unis et la Chine

La fin du mois de janvier 2025 a été un coup de semonce pour les investisseurs capitalistes occidentaux dans le domaine de l'IA.

Lors de cette journée a été dévoilé par High Flyer, un fonds spéculatif chinois lancé en 2015 et tourné vers l'IA, le robot conversationnel d'IA (DeepThink R-1) de la start-up DeepSeek (qui signifie « recherche profonde ») fondée en 2023.

Quelques semaines plus tôt avait été lancée l'IA générative DeepSeek V3 issue de l'apprentissage par DeepSeek Think R-1.

Avec des performances équivalentes, voire supérieures aux géants américains tels que ChatGPT d'OpenAI ou Gemini de Google, la start-up chinoise DeepSeek a fait dévisser les cours boursiers des entreprises américaines du secteur le lundi 25 janvier 2025 en écho à la forte médiatisation de ce nouveau robot conversationnel.



En effet, on parle d'un modèle d'entraînement qui aurait nécessité un peu moins de 6 millions de dollars de puissance de calcul contre plusieurs millions, voire parfois de milliards, pour leurs équivalents américains.

Cela suppose l'utilisation de plus de 2000 puces équivalentes A100 de la firme Nvidia.

DeepSeek est un véritable pavé dans la mare alors même que la Chine est sous embargo américain pour l'approvisionnement en puces électroniques de moins de 3nm pourtant cruciales pour les supercalculateurs pour une telle puissance d'IA.

En octobre 2023, l'administration de Joe Biden à la tête des États-Unis avait en effet émis un arrêté d'interdiction de commercialisation à la Chine des semi-conducteurs de dernière génération par les leaders américains (et ses sous-traitants taïwanais) du secteur.

C'est un pied de nez aux prétentions américaines dans le secteur. Voici par exemple ce que racontait en décembre 2024 lors d'une conférence sur la défense américaine Alex Karp, patron de Palantir technologies, une entreprise fondée en 2003 dans le big data :

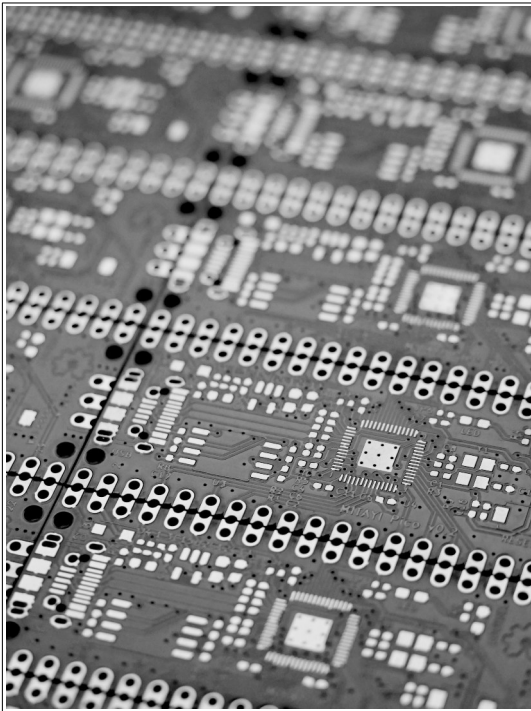
« Les États-Unis sont au tout début d'une révolution qui nous appartient : la révolution de l'intelligence artificielle. On devrait l'appeler la révolution américaine de l'IA. »

En parallèle à la chute du cours boursier des principales firmes américaines du secteur, DeepSeek a subi des cyberattaques massives, d'abord par déni de service (saturer l'application par une immense quantités de connexions en simultanément) puis par attaque par force brute (voler les mots de passe des utilisateurs).

Le cabinet chinois XLab explique que le pic d'attaque du 28 janvier 2025, qui s'est matérialisé par des attaques DDoS et des assauts par force brute, impliquerait des adresses IP provenant des États-Unis.

Très vite, l'administration de Donald Trump a riposté en critiquant l'authenticité de telles capacités technologiques développées en Chine.

Il a été parlé de pillage de données par le biais de la technique dite de « distillation des connaissances » (alimenter une IA par la base de données d'une autre) des sociétés OpenAI et Microsoft, mais aussi de contournement de l'embargo sur les puces pour les supercalculateurs. Microsoft et OpenAI ont ainsi diligenté des enquêtes internes pour savoir si DeepSeek ne leur avait pas volé des données, Microsoft affirmant avoir été « pompé » d'importantes quantités de données fin 2024.

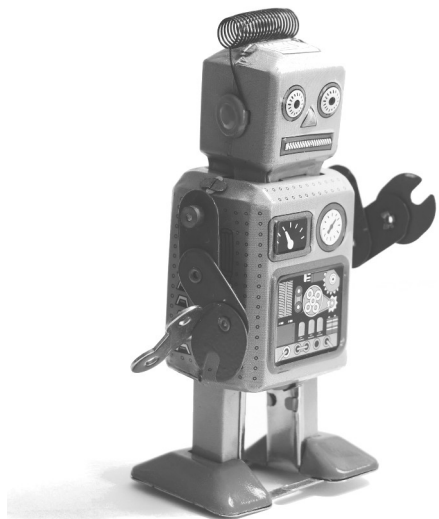


On est là dans l'impitoyable compétition et les États-Unis veulent prendre de court le développement de sa rivale chinoise : début décembre 2024 était annoncée la construction d'un énorme site de production de puces Nvidia par l'entreprise taïwanaise Foxconn au Mexique, au plus près des États-Unis.

Mais surtout, c'est le géant taïwanais de la fabrication de semi-conducteurs TSMC qui a lancé la construction d'une première méga-fabrique en avril 2021 en Arizona pour les puces de 5nm. Devant être mise en service début 2024, l'usine a connu des retards du fait du manque de personnel qualifié, reportant à 2025 son ouverture.

Et en décembre 2022, TSMC annonçait déjà la construction d'une seconde « megafab » sur le sol américain censée entrer en activité en 2026 pour produire des puces inférieures à 3nm.

C'est là un tournant majeur, car auparavant TSMC avait comme tradition de conserver sur son sol les dernières techniques de production des puces les plus avancées, bien que le gouvernement de Taipei ait obligé la fonderie à tout de même garder une longueur d'avance dans le pays (lorsque la production de puces de 3nm débutera aux États-Unis, celle de 2nm commencera à Taïwan).



Il faut rappeler ici que les géants de la fabrication de puces électroniques sous-traitent une très grande partie de leur production à Taïwan ainsi qu'en Corée du sud, où sont implantées les plus grosses fabriques de la planète en ce domaine, tels celles de Foxconn, TSMC, Samsung, SK Hynix (un des principaux fournisseurs de Nvidia).

En 2024, la Corée du Sud a annoncé un énorme plan d'investissement de 417 milliards de dollars pour la construction de treize nouvelles usines de puces ainsi que trois nouveaux centres de recherche, avec à la clef le plus grand pôle de production de puces mondial.

Cette guerre commerciale est le cœur de l'affrontement entre la superpuissance américaine et son challenger chinois, tellement l'avenir de la relance du capitalisme dans le cadre de la seconde crise générale est fondé sur la pleine maîtrise souveraine de ces technologies, dans une optique tant militaire que civile.

Dans ce cadre, le contrôle de Taïwan qui abrite les principales fonderies de semi-conducteurs apparaît capital.

C'est pourquoi la Chine veut la récupérer à tout prix, alors que les États-Unis tente d'asphyxier sa puissance rivale, tout en relocalisant au plus vite les moyens de production sur son sol national.

Cela confirme la place centrale prise par l'industrie des semi-conducteurs dans le cadre de la seconde crise générale, ce qui était annoncé dès avril 2021 dans le numéro 11 de la revue Crise :

« La question des semi-conducteurs est ainsi un aspect essentiel de la seconde crise générale du capitalisme : elle touche la production, la production des moyens de production, les rapports conflictuels inter-impérialistes. »

L'année 2025 avec l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis soutenu par les géants de la Tech américaine est dès à présent le signal d'une grande accélération du processus d'affrontement entre les deux superpuissances.

Cela alors même que les capacités d'innovation dans ce secteur filent à une vitesse grand V, rendant des technologies de gravure de semi-conducteurs caduques en quelques années, voir quelques mois parfois, et appelant des investissements toujours renouvelés et toujours plus massifs. C'est une course folle pour les monopoles afin de rester dans la course.

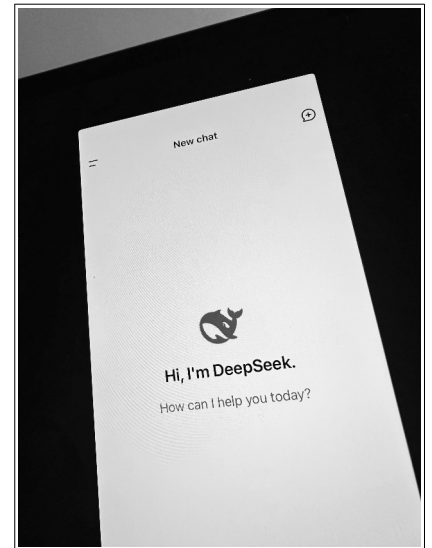
De plus, la maîtrise de l'IA va s'avérer cruciale pour l'affrontement militaire ouvert entre les deux principales superpuissances.

Elle ouvre le champ à des armes d'un tout nouveau type, avec la capacité de sophistication encore un peu plus des drones (drones tueurs autonomes), l'automatisation de la défense antimissile ou bien encore la prise de décision opérationnelle sur les plans tactiques et la maintenance prédictive (conserver rapidement le matériel en état de fonctionnement sur le champ de bataille), tout autant qu'à formuler des réponses rapides contre des cyberattaques.

Le capitalisme profite ici de l'élévation des forces productives en visant un nouveau cycle d'accumulation. Mais cela se réalise dans le cadre de la crise, c'est-à-dire de la distorsion générale des marchés provoquant l'aiguïsement des tensions entre puissances impérialistes. Par conséquent, cela prend forme avec et dans la tendance à la guerre de repartage.

Rappelons ce fait : le capitalisme se relance partiellement dans les années 1920 en profitant de la base industrielle américaine amenant par exemple le triomphe de l'industrie automobile. Une industrie qui a été consacrée dans la Première Guerre mondiale.

La relance générale d'après 1945 s'est également fondée sur la réorientation vers les marchés civils de tas de produits issus de la Seconde Guerre mondiale comme, notamment, la transformation du pétrole en plastique, l'électronique, etc.



L'essor de l'IA comme base productive à un nouveau cycle d'accumulation suit le même processus perçu lors des deux précédentes guerres mondiales dans le cadre de la première crise générale, la tendance à la guerre formant littéralement le tempo pour son développement dans le cadre de la lutte des classes.

6. L'IA et la tendance à la négation antagoniste

L'« intelligence artificielle » peut-elle amener une relance du capitalisme sans buter sur sa propre base ? Évidemment que non, car il n'y a pas la « *correspondance nécessaire entre les rapports de production le caractère des forces productives* » (Staline, 1952) permettant un développement harmonieux au service des besoins humains.

La loi de la concurrence et le caractère privé font que le développement de cette force productive se réalise dans une forme capitaliste et pour un but capitaliste.

L'IA ne peut fonctionner par elle-même, elle aura toujours besoin de se nourrir de « données » au départ. À la base, il y a toujours des produits du comportements humains dans une société déterminée, soit celle de la société de consommation et de son aliénation.

Il n'y a pas de « données » qui flottent en l'air, qui seraient justement « donné » par le Saint-Esprit ou fourni par le « libre marché ».

On ne parle pas ici simplement du réglage par instruction qui requiert du travail humain avec l'étape de l'apprentissage par renforcement qui voit des êtres humains annotés numériquement des millions de données, mais également de la masse de « données » issue de l'activité des êtres humains sur internet qui sont en réalité subsumés par les règles de la valorisation marchande.

Le rêve « libertarien » promu par les géants capitalistes de l'IA est absurde du fait même qu'il y a négation de la réalité en tant que réel soumis à la lutte des classes, avec la négation du caractère dialectique de la réalité « grâce » à la logique mathématique et statistique (de la quantité de « clics » et de « résultats » au détriment de la qualité).

L'IA ne peut pas saisir l'aspect interne et multifactoriel des contradictions, car elle n'a pas la dignité de la pratique. Cela se voit très bien avec l'enfermement des individus dans les bulles algorithmiques des réseaux sociaux, en faisant porter l'attention sur des faits sensationnels et macabres.

L'IA fonctionne par attirance de flux sans avoir le recul critique nécessaire à la compréhension que l'être humain n'est pas forcément intéressé par ce genre de contenu du fait qu'il y accorde de l'« attention ».

C'est l'exemple connu de l'accident de voiture : on passe devant et il est difficile de ne pas regarder les dégâts, mais en même temps, personne ne veut voir des drames en permanence. L'IA, elle, interprète cela comme de la pure quantité d'attention à répéter à l'infini.

Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que les conditions historiques d'apparition de l'IA correspondent au besoin de communisme. C'est exactement ce qu'a « compris » un des oligarques de la Tech américaine, Peter Thiel, en affirmant en 2021 :

« La crypto[monnaie] est libertarienne, l'intelligence artificielle est communiste. »

Jamais l'IA n'eut été possible historiquement sans l'accumulation massive du savoir humain dans des serveurs informatiques, dans une optique qui forcément rappelle l'idéal des encyclopédistes des Lumières.

Les grands modèles de langage (LLM) qui permettent de lancer les IA génératives s'inspirent également des sites internet tels que Wikipedia ou Common Crawl, un site d'archives du net lancé en 2007 et hébergé depuis 2012 par la filiale spécialisée dans le cloud d'Amazon. Il y a aussi The Pile, Massive text ou bien encore Github, etc.

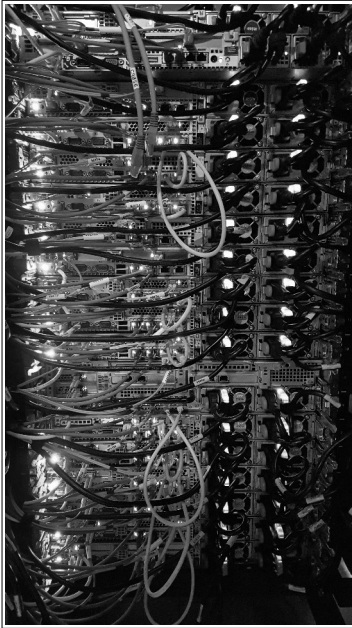
C'est l'ère des « gigantesques bases de données » (le fameux big data) qui stockent des milliards et milliards de « données » en tous genres. De fait, c'est l'ère du triomphe du Communisme qui s'ouvre, car appelant à la connexion complexe et intelligente de l'Humanité toute entière et devant agir consciemment comme une unité totale :

« L'époque où l'humanité entière entreprendra de façon consciente sa propre transformation et la transformation du monde sera celle du communisme mondial. Par la pratique découvrir les vérités, et encore par la pratique confirmer les vérités et les développer. » (Mao, De la pratique)



De la même manière que sans l'industrie de pointe, au très haut savoir-faire, sans les semi-conducteurs, rien n'aurait été possible. En ce sens, l'IA comme besoin de communisme appelle nécessairement à la reconnaissance du matérialisme dialectique pour orienter de manière *positive* cette force productive.

Mais dans son cadre actuel, l'IA n'est qu'une force productive mise en forme par des rapports de production capitalistes : jamais l'IA ne servira au développement des facultés personnelles pour des raisons économiques (la barrière de l'abonnement et la forme monopolistique) et culturelles (vision mathématique du monde).



Elle ne peut que participer ici au fétichisme de la marchandise, approfondissant la subsumption et du travailleur, et du consommateur, dans une logique d'aliénation déshumanisée. Dans le cadre du règne pourrissant de la bourgeoisie, l'IA est au service de la décadence.

C'est le règne absolu du capital et de la forme marchandise sur la vie naturelle avec l'idée de pouvoir recombinaisonner « à l'infini » l'accumulation du capital en élargissant sans cesse les horizons de consommation.

Il y a par exemple le développement d'IA qui vise à combler le manque affectif en proposant des robots compagnons ou encore les IA émotionnelle utilisées dans le cadre du travail pour optimiser les « ressources humaines »...

Il y a aussi la capacité de l'industrie musicale de s'affranchir totalement du travail des artistes avec ses contraintes en termes de rémunération.

Les monopoles basculent dans la logique rentière. Récemment il y a par exemple eu le scandale de Spotify dans lequel a été dévoilé le fait que le géant du streaming musical génère par IA environ 10 % du contenu de ses playlists pour abaisser l'écoute des artistes réels et ainsi limiter le versement des droits d'auteurs.

Plus concrètement, l'IA ne peut que relancer le capitalisme dont la base historique est condamnée : cela ne peut qu'approfondir la tendance à la chute du taux de profit. Il suffit de voir les sommes colossales de capital financier exigées par les investissements, amenant à un poids toujours plus accru des monopoles sur la société.

De la même manière que, malgré l'extension productive requise par de nouveaux secteurs, cela ne suffira pas pour « compenser » la perte en termes d'emplois tant manuels qu'intellectuels, approfondissant l'armée de réserve et la tendance à la paupérisation.

L'utopie libertarienne ne peut que se confronter au réel fait d'un individualisme consommateur accentué et d'une dégradation du niveau de vie, alors même qu'il y a une potentialité historique gigantesque en termes de connexion universelle de l'Humanité et d'une productivité sociale orientée pour répondre aux besoins humains.

C'est l'ère de la dystopie avec les masses populaires de plus en plus connectées les unes aux autres, mais soumises à l'aliénation marchande avec des tâches salariées toujours plus ennuyeuses, et à l'autre bout de la chaîne sociale, des ultra-riches cherchant à se séparer de manière absolue de la société par les utopies anarcho-capitalistes telles que la colonisation de l'espace ou des espaces maritimes.

Ainsi, si le plein potentiel capitaliste nécessite la guerre de repartage, le potentiel naturel, historiquement positif, de l'IA réside dans la révolution socialiste, qui forme le pendant en termes de réponses positives à la tendance au monopole dans le capitalisme et sa tendance à la guerre.

En ce sens, l'extension de l'IA aux domaines de la production industrielle amène la tendance à la socialisation à prendre une place toujours plus importante et à rendre de ce fait l'antagoniste révolutionnaire toujours plus prégnant.

Cela ne peut que générer des velléités révolutionnaires du fait de la potentialité historique d'une telle force productive en termes de développement des personnalités, notamment en termes de résolution des contradictions intellectuel/manuel mais aussi villes/campagnes.



Il ne peut qu'en sortir une nouvelle subjectivité prolétarienne que cela soit dans les services avec le travail aliénant d'annotation numérique ou dans l'industrie avec une pression psychique ennuyeuse pour la surveillance de vastes automates qui compriment, épuisent car extérieurs à soi.

Cela même alors que dans son cadre capitaliste, le développement de l'IA accentue la dimension écocidaire du fait d'une orientation chaotique et court-termiste.

Car au fond, l'émergence d'une telle force productive reflète ni plus, ni moins qu'une Humanité ayant atteint un niveau sans

précédent d'inter-connexion ayant le besoin historique de se fondre dans une communauté mondiale disposant d'un appareil productif mondialisé et d'un « cerveau » socialisé.

Optimisation logistique et productive, automatisation approfondie, prédiction productive, réponse personnalisée dans l'abondance, autant d'aspects qui appellent à la prise de direction de l'appareil productif par les masses pour répondre pleinement à ses besoins dans le cadre de la planification.

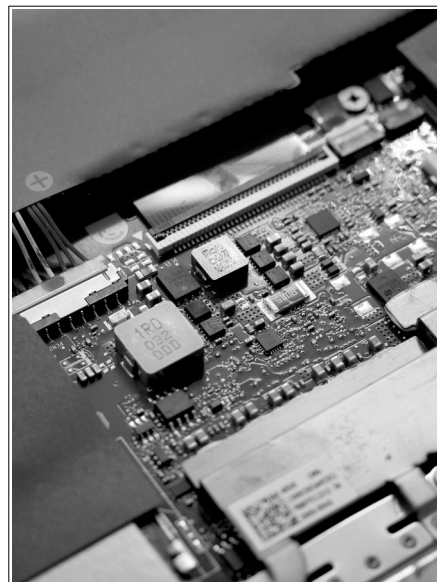
La réalité historique, c'est que le déploiement de l'IA rend toujours plus actuel la nécessaire conscientisation de l'Humanité de son rapport à la nature et sa place dans la transformation de son environnement.

Si les leaders des monopoles de la Tech diffusent leur « utopie » de mille pays sans États, le prolétariat ne peut que faire sienne l'idée d'un État mondial porteur du meilleur de la civilisation.

Laissée entre les mains des monopoles détenus par des personnes au style de vie décadente et hypnotisée par la logique unilatérale des mathématiques et de la statistique, l'IA ne peut être qu'une source de contenus dystopiques accélérant la descente aux enfers de l'Humanité dans l'ultra-individualisme consommateur et l'écocide.

L'IA est un reflet d'un besoin de communisme qui ne va pas manquer d'être au rendez-vous de l'Histoire.

En ce sens, il est totalement absurde de parler d'un capitalisme « fini » ou « sénile » en se fondant sur le seul aspect de l'accumulation du capital : ce qui en fait un mode de production périmé, c'est qu'il doit aller à la guerre de repartage pour déployer totalement les nouvelles potentialités productives.



Gagner la guerre, écraser l'universalité porteuse de la contestation révolutionnaire, c'est pour le capitalisme pouvoir se relancer. La première crise générale démontre qu'il lui est impossible de ne pas générer dans ses contradictions sa propre négation antagoniste, c'est-à-dire la révolution socialiste. ■

.....

« Le monde est infini. A la fois dans le temps et l'espace, le monde est infini et inépuisable.

Au-delà de notre système solaire, il y a de nombreuses étoiles qui, ensemble, forment la Voie Lactée. Au-delà de cette galaxie, il existe de nombreuses autres galaxies.

Considéré globalement l'univers est infini, et considéré étroitement, l'univers est aussi infini. Non seulement l'atome est divisible, mais c'est aussi le cas du noyau atomique et il peut être divisé à l'infini (...).

L'humanité est née, et par conséquent l'humanité doit aussi mourir. La Terre est née, et ainsi elle doit également mourir.

Toutefois, quand nous disons que l'humanité mourra et que la Terre mourra, c'est différent de ce que disent les chrétiens au sujet de la fin du monde.

Lorsque nous parlons de la mort de l'humanité et de celle de la Terre nous voulons dire que quelque chose de plus avancé que l'humanité viendra la remplacer, et ceci est un stade plus élevé dans le développement des choses. »

Mao Zedong
extrait de l'entretien au sujet d'un article du physicien japonais Sakata Shoichi
24 août 1964

Les investissements capitalistes dans l'intelligence artificielle et la systématisation de son utilisation

Le capitalisme a connu une véritable claque en 2020 avec la pandémie, qui a ouvert la seconde crise générale du capitalisme. Dans ce contexte, il y a la tendance à la guerre qui s'est réaffirmée, et la ligne de Donald Trump pour sa seconde présidence ne trompe personne : on est dans l'impérialisme.

Cela, désormais plus personne ne peut le nier, bien que les réactions soient plus la peur panique et le repli sur soi, voire l'espoir que l'occident parvienne à s'en sortir par la force, afin que tout reste stable.

Mais les monopoles liés au développement de l'informatique commencé réellement dans les années 1980 ont également mis en avant un « moyen » de révolutionner, pensent-ils du moins, la productivité. L'intelligence artificielle est l'outil nouveau, qui modifie toute activité pratique dans le capitalisme, depuis la création de vidéos jusqu'à la gestion des données, depuis les plans prévisionnels jusqu'à l'organisation du travail.

Des investissements massifs

Les investissements dans l'industrie de l'intelligence artificielle ont connu une croissance de type exponentielle à partir de 2024, parce que le modèle « Transformers » élaboré en 2017 a permis une efficacité très largement accrue. En 2024, les startups spécialisées dans l'IA ont levé un montant record de 56 milliards de dollars à travers 885 transactions, soit une augmentation de 192 % par rapport à 2023.

Les forces principales du secteur ont également intensifié leurs investissements. Pour l'année 2024, Microsoft, Amazon, Google et Meta ont collectivement dépensé une centaine de milliards de dollars dans leurs infrastructures consacrées à l'intelligence artificielle. Ces chiffres ne sont pas officiels ; le culte du secret est très important dans un milieu ultra-compétitif du point de vue capitaliste.

Pour donner un exemple de dépenses, Microsoft qui a dépensé 30 milliards de dollars a notamment acheté 500 000 GPU H100 et H200 de Nvidia (pour un coût d'entre 25 000 et 40 000 dollars l'unité).

D'autres investisseurs sont ByteDance (TikTok) qui a investi 8 milliards de dollars, xAI d'Elon Musk a mis 7 milliards, Tencent en a mis 6, Oracle 5 et Apple 3.

Dès sa nomination, Donald Trump a également lancé « Stargate », prévoyant un investissement de 500 milliards de dollars en quatre ans pour l'intelligence artificielle. Participent à ce projet notamment Oracle, SoftBank et OpenAI.

L'objectif est de développer les infrastructures pour que l'intelligence artificielle soit opérationnelle, notamment les « data centers », par ailleurs surtout basés au Texas, un État qui joue un rôle central dans le dispositif politique du parti républicain américain.

Donald Trump a également signé un décret intitulé *Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence*, soit « Supprimer les obstacles au leadership américain en matière d'intelligence artificielle ». Ce décret vise à annuler des décisions antérieures entravant l'intelligence artificielle, dans le cadre d'une dérégulation totale.

Le grand capital se précipite pour investir

Les grands capitalistes ont compris qu'il y avait la possibilité d'obtenir de larges profits, non pas tant par l'intelligence artificielle directement, mais par les retombées économiques d'une domination de telle ou telle intelligence artificielle au niveau mondiale, de manière monopoliste.

L'argent coule donc à à flot. En 2024, Databricks a réalisé une levée de fonds de 15,25 milliards de dollars, avec un investissement de 10 milliards de dollars et un emprunt auprès de JPMorgan Chase, Barclays, Citi, Goldman Sachs et Morgan Stanley.

Databricks est désormais valorisée à 62 milliards de dollars, et dans son capital on trouve WCM Investment Management, Insight Partners, Thrive Capital, Andreessen Horowitz, DST Global, GIC.

On a pareillement xAI qui a obtenu 6 milliards, Amazon qui a mis 4 milliards dans Anthropic, OpenAI qui a reçu 6,6 milliards.

Les chinois Moonshot AI et MiniMax ont respectivement obtenu 1 milliard et 600 millions, le Japonais Sakana AI 214 millions, le français Mistral 640 millions, l'Allemand DeepL 300 millions.

Car les intelligences artificielles, ce ne sont pas que les très grosses structures, c'est également tout un environnement pour créer des interfaces afin de mieux les utiliser, mettre en place des petites intelligences artificielles, proposer des solutions clef en main, etc.

D'où une contradiction qui se renforce entre les deux superpuissances impérialistes et les pays du second monde, c'est-à-dire les pays capitalistes qui ne sont pas assez puissants pour être superpuissance, mais qui se distinguent fondamentalement du tiers-monde de par leur absence de dimension semi-féodale et semi-coloniale, même s'ils se font satelliser par l'une ou l'autre des superpuissances.

Ces pays ont besoin de l'intelligence artificielle, sans avoir les moyens d'établir leur propre base en ce domaine.

Les superpuissances impérialistes ont l'hégémonie et les pays du second monde tentent de trouver une place

Les intelligences artificielles obéissent à une logique monopoliste et c'est pourquoi on retrouve les superpuissances américaine et chinoise au premier rang. Il n'en va pas moins que de l'hégémonie mondiale.

Il est très compliqué pour les puissances capitalistes du second monde de parvenir à tenir la route face à cette déferlante. Les efforts sont néanmoins tentés, puisque le Royaume-Uni a mis 7,1 milliards de dollars en 2024, alors que la France considère que son marché de l'intelligence artificielle va passer de 5,39 milliards d'euros en 2021 à 13,95 milliards d'euros en 2028.

C'est que l'intelligence artificielle est déjà présente : il en va du futur, mais celui-ci joue déjà dans quasiment tous les domaines, même si on n'en est qu'au début. Si on prend la Belgique, un des pays impérialistes les moins puissants du second monde, on a 12,5 % des PME belges et 47,9 % des grandes entreprises qui profitaient en 2023 de l'intelligence artificielle.

La Belgique a en ce sens instauré en octobre 2022 un « Plan national de convergence pour le développement de l'intelligence artificielle (IA) » ; la France a agi pareillement avec France 2030, lancé en 2022 et investissant 54 milliards afin de renforcer l'intelligence artificielle, la santé, l'énergie et l'aérospatiale.

Cependant, même s'ils parviennent à mettre en place un écosystème capitaliste autour des intelligences artificielles, ils seront sous la dépendance de l'une ou l'autre des superpuissances, qui elles seules sont en mesure de mettre en place des moyens colossaux.

On peut comparer cela à la compétition dans le domaine spatial dans les années 1950-1960, où les superpuissances américaine et social-impérialiste soviétique avaient le dessus, même si par la suite d'autres pays ont pu établir des forces en ce domaine, notamment la France.

La situation est désormais différente, car la dimension monopolistique dans les intelligences artificielles joue bien plus que dans le domaine spatial ; c'est exactement comme pour Windows, Google, Facebook, Instagram... qui ont un monopole de fait : la France ne peut pas créer son propre Google comme elle a pu créer dans le passé la fusée Ariane et un écosystème spatial parallèle à celui des superpuissances américaine et social-impérialiste soviétique.

L'utilisation de l'intelligence artificielle

Les capitalistes se précipitent sur l'intelligence artificielle, afin d'améliorer leur productivité. Ce sont les deux faces de la crise : tendance à la guerre d'un côté, restructuration de l'autre. Les « bons conseils » de l'intelligence artificielle vont permettre d'élever la productivité, de licencier, de réorganiser le travail salarié : le capitalisme espère ainsi maintenir son taux de profit.

Dressons une sorte de catalogue des possibilités d'emploi de l'intelligence artificielle dans le monde du travail. C'est très important, car cela reste trop abstrait aux yeux des gens. Impossible pourtant de parler du capitalisme désormais sans prendre cela en compte.

Et tout va très vite en ce domaine : qui rate l'accélération se fait mettre de côté.

Service Client et Relation Client

* Chatbots automatisés : assistance en temps réel aux clients via des bots capables de répondre aux questions fréquentes et d'aiguiller vers un agent humain si nécessaire.

* Analyse des sentiments clients : IA analysant les emails, avis en ligne et réseaux sociaux pour identifier les problèmes et améliorer la satisfaction.

* Personnalisation de l'expérience client : recommandations de produits et de services basées sur l'historique et les préférences des clients.

Marketing et Ventas

* Segmentation automatisée des clients : regroupement des clients en segments pertinents pour des campagnes marketing ciblées.

* Optimisation des publicités en ligne : ajustement en temps réel des enchères publicitaires et du ciblage sur des plateformes comme Google Ads et Facebook Ads.

* Création de contenu assistée par IA : génération d'articles de blog, de descriptions de produits ou de posts sur les réseaux sociaux avec ChatGPT ou Jasper.

Ressources Humaines

* Recrutement intelligent : analyse des CV et des profils LinkedIn pour identifier les meilleurs candidats.

* Chatbots RH internes : répondre aux questions des employés sur les congés, la paie et la formation.

* Détection des risques de départ : prédiction des employés susceptibles de quitter l'entreprise grâce à l'analyse des données comportementales.

Finance et Comptabilité

* Détection des fraudes : analyse des transactions pour repérer des comportements suspects (ex. paiements inhabituels, duplications).

* Automatisation de la comptabilité : reconnaissance des factures et des justificatifs pour une saisie automatique dans les logiciels comptables.

* Prédiction des flux de trésorerie : IA anticipant les besoins de liquidités en fonction des paiements à venir et de l'historique.

Logistique et Supply Chain

- * Optimisation des itinéraires de livraison : IA calculant le trajet le plus rapide et le plus économique en fonction de la météo et du trafic.
- * Gestion des stocks prédictive : prévision des besoins en réapprovisionnement pour éviter les ruptures et minimiser les coûts de stockage.
- * Maintenance prédictive des véhicules : capteurs connectés et IA permettant d'anticiper les pannes sur les camions et machines industrielles.

Production et Industrie

- * Contrôle qualité automatisé : utilisation de la vision par ordinateur pour identifier les défauts sur une chaîne de production.
- * Planification intelligente de la production : IA ajustant en temps réel les cadences de fabrication en fonction de la demande.
- * Jumeaux numériques : simulations IA d'un site industriel pour optimiser son fonctionnement avant la mise en production réelle.

Cybersécurité et IT

- * Détection des cyberattaques : analyse des logs et du réseau pour identifier des comportements suspects et bloquer les menaces.
- * Automatisation des réponses aux incidents : réduction du temps de réaction aux menaces grâce à des systèmes d'intervention automatisés.
- * Optimisation des performances informatiques : IA ajustant dynamiquement les ressources cloud en fonction de la charge de travail.

Santé et Bien-être en entreprise

- * Diagnostic médical assisté : aide aux médecins pour détecter des maladies sur des radiographies ou IRM.
- * Suivi du bien-être des employés : analyse des e-mails et des communications internes pour détecter du stress ou du burnout.
- * IA pour la formation et l'apprentissage : plateformes adaptatives ajustant le contenu des formations en fonction des progrès des employés.

E-commerce et Retail

- * Prix dynamiques et ajustements tarifaires : algorithmes ajustant automatiquement les prix en fonction de la demande et des concurrents.
- * Essayage virtuel avec IA : essai de vêtements ou de lunettes en réalité augmentée avec reconnaissance faciale.
- * Prévention des abandons de panier : relance automatique et personnalisation des offres en fonction du comportement des acheteurs.

Juridique et Conformité

- * Analyse automatique des contrats : IA repérant les clauses à risque ou en non-conformité avec les réglementations.
- * Veille réglementaire automatisée : IA surveillant les nouvelles lois et réglementations impactant l'entreprise.
- * Gestion des litiges assistée : Prédiction des issues des procès en analysant les décisions judiciaires passées.

Un exemple : le jumeau virtuel d'une usine réelle

Voici le principe d'un « jumeau numérique » : on réalise (soit disant) une copie virtuelle d'une usine, pour étudier son fonctionnement et l'améliorer. C'est un exemple d'une très grande importance, puisque c'est exemplaire dans la logique de la restructuration.

Ce qui se passe est assez facile à comprendre : on réalise l'équivalent d'un jeu vidéo de l'usine. On produit un équivalent numérique des machines, des chaînes de production, des flux d'activités et de matériel.

Si l'usine existe déjà, on place des capteurs « IoT » sur les machines. IoT veut dire « Internet of Things », l'internet des objets ; on parle ici de capteurs informant en temps réel l'intelligence artificielle quant à différents paramètres choisis au préalable : l'activité, la température, la pression, les vibrations, l'énergie consommée, le nombre de pièces produites, les cadences, etc.

Des capteurs RFID et GPS sont également placés afin de suivre les déplacements, les mouvements des stocks et la nature de l'environnement (température, humidité).

L'idée est de faire des essais en virtuel afin d'optimiser les différentes activités et les trajets, d'anticiper les pannes (dans le film *2001 L'odyssée de l'espace*, l'ordinateur HAL anticipe les pannes, il y a également un jumeau de HAL sur Terre qui a les mêmes informations que lui afin de vérifier tout).

Il peut y avoir des formations au moyen de l'usine virtuelle, des scénarios de crise peuvent être simulés, comme dans le cas de pannes significatives, de retard de livraison des matières premières.

Naturellement, si des syndicalistes avaient accès à un tel jumeau numérique, si même les travailleurs pouvaient l'étudier, cela changerait beaucoup de choses dans leur conscience. Cela ne sera évidemment pas le cas et seuls les cadres capitalistes y auront accès.

Cela va leur conférer un avantage fondamental dans la perspective de restructurer. Car, naturellement, ils pourront prendre en compte les abcès de fixation et chercher à neutraliser le plus possible moindre conflit social, en procédant à une individualisation maximalisée. On fait face ici à une arme terrible.

Une arme terrible dans le cadre de la lutte de classe

La perspective d'un regard approfondi sur la production par les capitalistes et d'un appui pour eux de la part d'une intelligence artificielle produisant des conseils fait froid dans le dos.

Voici un exemple imaginé par une intelligence artificielle ; la consigne donnée est expliquée dans l'introduction et l'intelligence artificielle trouve même une justification à cet isolement des travailleurs !

Voici l'exemple détaillé de l'usine ElectroDrive, avec l'ajout de la contrainte que les travailleurs doivent se croiser le moins possible pour garantir un environnement de travail plus sûr et plus fluide.

Contexte de l'Usine :

L'usine ElectroDrive est en cours de construction pour l'assemblage de véhicules électriques. Avant son ouverture, un jumeau numérique est créé pour simuler l'ensemble du processus de production et optimiser son fonctionnement. Une priorité est d'organiser l'usine de manière à ce que les travailleurs se croisent le moins possible. Cela permet non seulement d'optimiser l'efficacité des flux de travail, mais aussi d'améliorer la sécurité et de réduire les risques de contamination ou d'accidents.

Les Éléments Clés de l'Usine :

1. Chaîne de Montage :

- La chaîne de montage est composée de plusieurs stations de travail où les véhicules électriques sont assemblés (installation de moteurs, batteries, etc.).
- Disposition en ligne ou en îlot, chaque station étant optimisée pour la tâche qu'elle effectue afin de limiter le besoin de déplacements. L'objectif est que chaque travailleur reste dans une zone bien définie pour éviter les croisements inutiles.

2. Section de Contrôle de Qualité :

- Un espace où les véhicules assemblés subissent des tests de qualité avant d'être expédiés.
- Capteurs IoT de température, pression, et vibrations surveillent la performance des batteries et des moteurs.

3. Entrepôts Automatisés :

- Des robots autonomes gèrent l'approvisionnement des pièces et évitent les déplacements humains dans la zone de stockage.
- Capteurs RFID sont utilisés pour suivre les niveaux de stock en temps réel, optimisant les trajets des robots et réduisant les déplacements humains.

4. Salle de Recharge des Batteries :

- L'espace dédié à la recharge des batteries utilise des capteurs de température et d'humidité pour maintenir des conditions optimales.
- Les employés travaillent dans cette zone, mais leur espace est clairement défini, sans nécessité de se croiser avec les autres équipes.

Le Jumeau Numérique : Simulation Avant Production

1. Modélisation des Flux de Production

Le jumeau numérique crée une reproduction virtuelle de l'usine, intégrant des modèles 3D des machines et des lignes de production, mais aussi des déplacements des travailleurs et de la gestion des zones.

- Les stations de travail sont positionnées de manière à minimiser les chemins de circulation des travailleurs.
- Des chemins dédiés sont attribués à chaque équipe : les opérateurs suivent des trajets fixes entre les stations sans se croiser avec les techniciens de maintenance ou les opérateurs en contrôle qualité.

2. Utilisation des Capteurs IoT dans le Jumeau Numérique

- Des capteurs de proximité sont installés pour analyser les zones de travail et éviter les intersections entre les travailleurs. Ces capteurs peuvent également être utilisés pour ajuster les horaires de travail et organiser les équipes de manière à ce qu'elles n'entrent pas en contact, même si plusieurs équipes travaillent en même temps dans des zones voisines.
- Les robots mobiles autonomes sont programmés pour livrer les pièces sans qu'ils n'empruntent des zones où des travailleurs pourraient se croiser.
- Des capteurs de consommation d'énergie sont installés sur les machines pour gérer de manière optimale la production tout en évitant les déplacements inutiles des travailleurs.

3. Scénarios de Simulation avec IA

L'IA simule différentes configurations de production en tenant compte de la contrainte de croisement minimal entre les travailleurs. Voici quelques exemples :

- Optimisation des trajets des travailleurs : Le jumeau numérique teste différentes configurations de l'usine pour garantir que chaque équipe a un espace de travail bien défini et que les travailleurs n'ont pas besoin de se croiser. Par exemple, les opérateurs de la chaîne de montage des moteurs sont séparés de ceux qui installent les batteries.
- Simulation de la circulation des robots et des travailleurs : L'IA ajuste les trajets des robots autonomes pour qu'ils évitent les zones où les travailleurs sont déjà en activité. Si un robot doit livrer une pièce dans une zone, le système s'assure qu'il y a suffisamment d'espace pour que le robot n'entre pas en contact avec les employés.

4. Formation et Simulation d'Opérateurs

Avant l'ouverture, les opérateurs sont formés dans un environnement virtuel grâce au jumeau numérique, où ils peuvent s'entraîner à travailler dans des zones définies sans se croiser avec d'autres travailleurs.

- Plan de circulation virtuelle : Les opérateurs peuvent suivre un plan de circulation précis, ce qui leur permet de se déplacer efficacement sans interférer avec les autres équipes.
- Formation à la sécurité : En cas de panne ou de situation d'urgence, les opérateurs savent exactement où se trouver sans avoir à se croiser avec des collègues, ce qui réduit les risques d'accident.

Résultats Concrets Avant Mise en Production :

1. Optimisation du Flux de Production et Réduction des Croisements

- La simulation a montré que l'organisation des stations de travail et l'ajustement des trajectoires permettaient de réduire de 40% les croisements entre les travailleurs.
- Les robots mobiles autonomes et les systèmes automatisés ont été intégrés de manière à ce que les tâches humaines restent concentrées dans des zones dédiées, limitant ainsi les déplacements physiques et les croisements.

2. Amélioration de la Sécurité et de l'Efficacité

- En réduisant les déplacements inutiles et en limitant les contacts physiques entre les employés, l'usine a observé une réduction significative des risques d'accidents.
- La sécurité a été renforcée grâce à la mise en place de zones spécifiques de travail, les capteurs ayant joué un rôle essentiel dans l'analyse de l'interaction entre les différents groupes de travail.

3. Maintenance Prédicative et Planifiée

- Les données des capteurs IoT ont permis de prédire des pannes avant qu'elles ne surviennent, optimisant ainsi les intervalles de maintenance et réduisant le nombre d'interventions humaines dans des zones sensibles. Les techniciens de maintenance n'avaient plus besoin d'entrer en contact avec les équipes de production.

4. Formation des Opérateurs et Réduction des Temps d'Adaptation

- Les opérateurs ont gagné 20% de temps dans leur adaptation à la production réelle, grâce à des formations et des simulations de leur environnement de travail sans interactions indésirables avec d'autres équipes.

Conclusion : le jumeau numérique a permis à ElectroDrive de créer une usine optimisée, avec des flux de production adaptés pour réduire au minimum les croisements entre travailleurs.

En testant ce modèle virtuel avant la mise en production réelle, l'usine a gagné en efficacité, en sécurité et en rentabilité, tout en créant un environnement de travail plus sûr et mieux organisé pour ses employés.

C'est terrible. Il faut absolument que les travailleurs comprennent les enjeux de l'intelligence artificielle !

Les travailleurs réels contre l'intelligence artificielle déconnectée du réel

Comment les travailleurs peuvent-ils faire face à la restructuration mise en place par la bourgeoisie par l'intermédiaire de l'intelligence artificielle ? En soi, le thème de la restructuration n'est pas nouveau et les travailleurs ont malheureusement toujours été en retard.

L'histoire industrielle de la France de la seconde moitié du 20^e siècle et du début du 21^e siècle est marquée par des défaites en série.

Ce qu'il faut par contre espérer – et cela signifie œuvrer en ce sens – est que les travailleurs comprennent enfin que le monde du travail n'est pas un lieu « naturel », mais l'expression de tout un processus historique.

Autrement dit, depuis le lieu de travail, le travailleur ne peut pas saisir ce qui se passe, mais s'il prend du recul, par exemple en comprenant le principe de l'intelligence artificielle, alors il peut comprendre où il est précipité en tant que travailleur agissant dans un environnement conditionné par le capitalisme.

Lénine ne disait pas autre chose dans *Que faire ?* au début du 20^e siècle : la conscience du travailleur provient d'une compréhension générale de la situation, pas d'une simple constatation de la réalité de son lieu de travail.

La conscience vient pour le travailleur de l'extérieur de sa propre situation – et c'est là où peut l'aider la compréhension de ce que fait le capitalisme avec l'intelligence artificielle quant à la restructuration.

Cela lui permettrait de connaître, en plus de son propre point de vue, celui du capitalisme, et de voir comment il se fait exploiter, aliéner.

En fait, s'il sait que le capitalisme utilise l'intelligence artificielle pour organiser le travail à ses dépens, le travailleur est obligé de cesser son attitude passive dans la lutte des classes, il est obligé de comprendre qu'il est un paramètre non plus abstraitement, lointain car les projets capitalistes se développent dans les bureaux, mais concrètement car le 24h sur 24 du capitalisme s'impose désormais dans la production elle-même, avec une observation complète, une restructuration forcément permanente.

En ce sens, on peut dire que l'intelligence artificielle employée dans la production est vraiment le quitte ou double pour la production capitaliste. Et il est évident que cela se transformera en son contraire : le matérialisme dialectique prendra la place de l'intelligence artificielle dans la production, tout comme la classe des travailleurs remplacera celle de la bourgeoisie dans la direction et la propriété. ■

La superpuissance impérialiste américaine et l'idéologie anti-communiste du bitcoin

De manière courante, le bitcoin est présenté comme une cryptomonnaie, avec le suffixe « crypto » définissant l'idée qu'il est basé sur un protocole de chiffrement, et qui est censé lui donner son identité. Toutefois, ce n'est pas du tout l'aspect principal, car cela n'a rien d'original. C'est en fait le principe même des monnaies que d'avoir un tel protocole.

Lorsque des pièces sont composées d'un métal de valeur et frappées, par exemple à l'effigie d'un roi, c'est un protocole de chiffrement.

En 2025, les échanges financiers sont essentiellement numériques et consistent en des échanges d'écritures comptables entre banques. Celles-ci utilisent dans leur grande majorité le service SWIFT (dont la Russie a été exclue, sur ordre américain), qui propose un protocole de chiffrement numérique.

Sur le fond, le bitcoin (*coin* signifie « pièce » en anglais) n'a rien inventé de ce point de vue, la question du chiffrement numérique en tant que tel n'est pas ce qui nous permet de comprendre de quoi il en ressort. Nous y reviendrons, mais il faut d'abord creuser la question de la monnaie.

Au cœur du système monétaire, il y a les banques centrales qui chacune sont responsables d'une monnaie et la produisent (la définissent, la garantissent, la normalisent, etc.). Les banques centrales sont directement contrôlées par un État, par exemple la FED pour les États-Unis avec le dollar, ou un groupe d'États dans le cas de l'euro avec la Banque centrale européenne.

On remarquera qu'avant l'euro, la Banque de France était une banque centrale,

responsable du franc, ainsi que la Banque nationale de Belgique pour le franc belge ; avec le passage à l'euro, les États français et belge ont abandonné une grande partie de leur souveraineté, qu'ils partagent avec l'ensemble des États de l'Union européenne.

C'est un aspect important que cette question de la souveraineté, et c'est en fait fondamentalement de cela dont il s'agit.

Karl Marx a compris et expliqué depuis bien longtemps ce qu'est une monnaie ; nous savons que, plus qu'un moyen d'échange, la monnaie est surtout un reflet de valeurs pour les marchandises, tout en étant directement une marchandise. C'est en tant que reflet de la valeur *et* incarnation de la valeur, à chaque fois en tant que marchandise, que la monnaie est un moyen d'échange. Pas l'inverse.

Autrement dit, une monnaie, sur le fond, ne se décrète pas de but en blanc ; elle existe économiquement dans un cadre économique donné. Historiquement, chaque cadre économique a normalisé une monnaie et plus il y a eu un marché développé et unifié, plus il y a eu une monnaie développée et unifiée.

Ensuite, si l'on considère les choses de manière abstraite, ou figée, on peut considérer que toutes les monnaies se valent. Chacune dans leur région, elles sont le moyen local d'exprimer et de refléter la valeur des marchandises, la richesse. Il ne s'agit au fond que de traduire (convertir) pour définir une même valeur en dollar, en euro, en yen, en livre sterling, en rouble, en roupie, en dong, en franc CFA, etc.

C'est à la fois vrai et tout à fait faux.

Par exemple, c'est vrai pour les iPhone : s'ils sont vendus 1 000 dollars aux États-Unis, on les achètera peu ou prou contre l'équivalent de 1 000 dollars américains selon le taux de change dans chaque pays (et en fonction des taxes).

Mais c'est tout à fait faux en ce qui concerne un dîner de qualité dans un restaurant. S'il faudra dépenser 100 dollars aux États-Unis, l'équivalent de 10 dollars américains selon le taux de change pourra tout à fait suffire dans un autre pays.

Le fait est que la valeur n'existe que dans le cadre d'un mode de production, et que son développement est inégal d'un pays à l'autre. Il faut donc considérer la valeur à la fois de manière nationale (ou régionale, par exemple l'Asie du sud-est), et en même temps mondiale. Pour reprendre le cas de l'iPhone, sa valeur est directement mondiale, car c'est le même partout. Il est partout développé aux États-Unis et fabriqué essentiellement en Asie (Japon, Chine, Inde, etc.).

Mais même considéré ainsi, la valeur reste relative. On peut la considérer par exemple par rapport à la valeur du travail : combien d'heures moyennes de travail d'un ouvrier qualifié faut-il pour acheter un iPhone dans chaque pays ?

Cela est ensuite vrai pour tout. Dans tel pays, une heure moyenne de travail d'un ouvrier qualifié permet d'acheter un repas de qualité pour une personne, dans tel autre pays il en faudra la moitié, dans un autre le double, ou le triple, etc.

C'est là qu'interviennent les banques centrales, qui produisent les monnaies censées refléter la situation du marché national (ou régional), autrement dit garantir la valeur (valeur du travail, du commerce, des investissements, des dettes). Comme leur nom l'indique très bien, elles sont le produit d'une centralisation étatique, dans le cadre du développement du capitalisme propre à chaque pays ou groupe de pays. L'État, en fonction de la puissance économique qu'il représente,

peut ou ne peut pas garantir une monnaie forte.

Par monnaie « forte », il faut comprendre une monnaie solide, reflétant au mieux l'économie nationale, avec une stabilité suffisante (en général il est misé sur une légère inflation, mais surtout pas de déflation).

Et, directement, une monnaie forte indique et reflète de la souveraineté économique à l'échelle mondiale, alors qu'inversement une monnaie faible signifie la vassalisation à une superpuissance, et dans la plupart des cas en 2025 à la superpuissance américaine avec le dollar.

Cependant, la seconde crise générale du capitalisme ébranle l'hégémonie du dollar, avec la tendance à l'émergence du tiers-monde, entraînée principalement par la superpuissance chinoise concurrente à la superpuissance américaine. Il y a une bataille pour la souveraineté économique, avec des banques centrales menant cette bataille sur le front de la monnaie.

Maintenant que ce cadre est posé, revenons-en au bitcoin.

Le bitcoin s'oppose directement et par nature au principe d'une banque centrale. Il a la prétention d'être une monnaie, mais également de n'être en théorie adossé à aucune économie, à aucun cadre national, et de surcroît à aucun État. C'est une contradiction.

Son principe est de reposer sur une technologie de chiffrement par chaîne de données. Chaque transaction est publique et instantanément intégrée dans une chaîne de données, qui s'agglomère par blocs. Des milliers d'ordinateurs (il y aurait 5 000 « nœuds ») sont en permanence connectés pour recevoir une copie de la chaîne et doivent répondre à des calculs mathématiques dits complexes pour donner une preuve de travail ; ce serait là la clef de la fiabilité du processus, personne ne contrôlant rien, et tout le monde contrôlant tout.

Ce principe de preuve de travail et de chaîne est le moyen qui a été inventé pour avoir un fonctionnement décentralisé afin de fiabiliser des échanges. En soi, déjà, il s'agit surtout d'un système de paiement, comme le protocole Carte bleue, ou Visa, ou PayPal.

En tant que moyen de paiement, le bitcoin n'est ainsi qu'un intermédiaire, car il n'a pas d'existence propre. Il faudrait pour cela des gens payés en bitcoin et qui achètent en bitcoin à des entreprises qui rémunèrent le travail en bitcoin. On pourrait alors considérer une monnaie bitcoin, comme reflet d'un marché et représentation de sa valeur, qui incarnerait elle-même cette valeur.

En pratique il y a très peu de « paiement » qui se font en bitcoin et quand ceux-ci ont lieu, c'est en fait essentiellement comme moyen de brouiller des transactions illégales. Ce sont principalement, voire quasi-uniquement des réseaux criminels et des malfrats qui s'en servent pour masquer des transactions.

Mais il serait faux de dire qu'ils « paient » en bitcoin ; il s'agit plutôt d'une interface.

Prenons un exemple. Un malfrat veut se procurer une attaque DDoS (surcharge d'un serveur), contre une cible. Il se rend sur Telegram et trouve un groupe cybercriminels qui lui propose ce service moyennant rémunération.

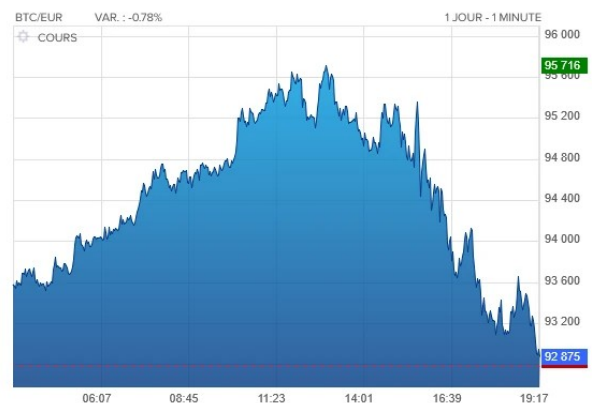
Seulement, il serait trop risqué pour ces derniers de réclamer des dollars, car la transaction est facilement traçable par les autorités. Ils vont toutefois décider d'un prix en dollars, car c'est leur repère de valeur. Ensuite, suivant le cours du bitcoin à ce moment-là, ils vont convertir et réclamer la fraction de bitcoin correspondant.

De son côté, le malfrat a gagné de l'argent en dollars, dans le cadre d'une économie en dollars. Il va se rendre sur une plateforme à qui il va donner des dollars en échange de l'inscription d'une transaction « acquisition

de telle fraction de bitcoin » en sa faveur à la chaîne de blocs. Dans un second temps, il fera inscrire la transaction « séparation de telle fraction du bitcoin » en faveur des cybercriminels.

De son côté, le réseau criminel a besoin de dollars, pas de bitcoin. Donc il se sépare à son tour de cette fraction de bitcoin pour récupérer des dollars. La transaction a eu lieu en dollars, mais par l'intermédiaire du système bitcoin.

L'autre aspect essentiel qui fait que le bitcoin n'est pas, en pratique, une monnaie, est sa grande instabilité. Il est impossible d'avoir des échanges sérieux et systématiques si le système de valeur évolue grandement du jour au lendemain, voire d'une heure à l'autre.



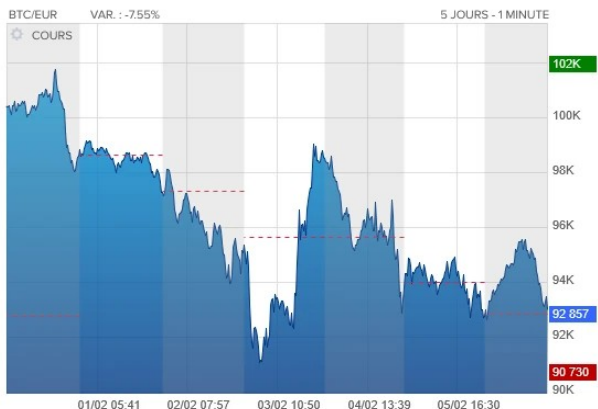
Ce problème est toutefois lié au premier aspect, à savoir l'existence d'une économie organique.

S'il y avait une économie en bitcoin, le taux de change importerait peu, ou moins, puisqu'un bitcoin vaudrait toujours un bitcoin pour ses utilisateurs intégrés au marché. Inversement, si le taux de change fluctuait peu, signifiant que la valeur du bitcoin serait stable, alors une économie organique pourrait se développer.

Seulement, sans l'autorité d'une banque centrale, personne n'est en mesure ni de décréter, ni d'organiser cette stabilité du bitcoin, qui pourrait faire de lui une monnaie. Finalement, on peut dire qu'en 2025 le bitcoin n'est pas une monnaie en pratique, bien qu'il le soit en substance.

Sur le papier, il pourrait tout à fait devenir une monnaie, il a été inventé pour cela, mais en pratique il n'est qu'un idéalisme de droite.

C'est un idéalisme libertarien, refusant au maximum l'intervention des États et de la puissance publique, au nom de l'idéal d'un marché pur ; c'est l'idéal libéral par excellence.



Maintenant, il s'agit de comprendre pourquoi il intéresse Donald Trump, le président à prétention libertarienne de la superpuissance américaine, représentant les intérêts de la bourgeoisie financière américaine.

L'essence du bitcoin est la dérégulation économique. Il a été développé et connaît un succès depuis les années 2010 précisément en tant que projet d'un moyen d'échange décentralisé, donc non-étatique.

Ce qui est critiqué, c'est tout autant la capacité des États à organiser la monnaie via des politiques monétaires, que leur capacité à contrôler les échanges.

Depuis la seconde moitié du 20^e siècle, la superpuissance américaine a largement misé là-dessus, avec une banque centrale (la FED) extrêmement puissante et active pour organiser l'hégémonie du dollar sur l'économie mondiale.

Seulement, pour le capital financier américain, dans le cadre de la crise générale du capitalisme, c'est considéré comme un frein majeur à son expansion. Le problème d'une monnaie traditionnelle est qu'elle

doit répondre à des réglementations, des normes et exister dans le cadre d'accords internationaux.

De surcroît, les libertariens savent qu'il y a un grand risque à manipuler la monnaie comme le font les banques centrales occidentales, que ce soit pour le dollar ou l'euro.

La question est celle de la dette, qui fait risquer un effondrement en raison du décrochage entre la valeur réelle d'une monnaie sur le marché, et ce qu'elle représente formellement comme résultat des politiques monétaires.

Pour simplifier, on parle en général de « planche à billets ».

C'est le fait que les banques centrales contrôlent la monnaie en décidant de la quantité de liquidité en circulation (du moins en agissant dessus, car le contrôle strict est impossible). Le bitcoin est censé être à l'opposé de cela.

L'idéologie libertarienne intéresse le capital financier américain, car il a tendance à considérer qu'il lui faut se débarrasser au maximum des entraves à l'accumulation du capital.

Dans ce cadre, il s'agirait avec le bitcoin d'avoir une méta-monnaie, au-dessus des États et des économies nationales, pour une accumulation des capitaux sans entrave.

C'est l'idée d'un capitalisme à la « Mad Max », sans puissance publique, sans garde-fou, sans normalisation des relations.



La superpuissance américaine, en concurrence avec la superpuissance chinoise et contre l'émergence du tiers-monde, a tendanciellement besoin d'un marché débridé et « sauvage » dans lequel elle puisse agir librement en tant que grande puissance, pour briser et empêcher la souveraineté des autres pays.

L'idéologie du bitcoin propose directement ce cadre. De surcroît, avec un fonctionnement pour le moins opaque, car il n'y a aucune garantie sur la fiabilité du protocole de chiffrement du bitcoin avec ses « 5 000 nœuds ».

De toutes façons, dans le capitalisme, « pas de règles », ou « moins de contrôle », ne signifie pas « plus de liberté et d'égalité ». Cela signifie au contraire la loi du plus fort, avec l'écrasement débridé des plus faibles. C'est pourquoi le bitcoin, comme méta-monnaie dérégulée, serait utile au capital financier américain pour cannibaliser la puissance monétaire de ses concurrents.

Le bitcoin existe à l'heure actuelle essentiellement comme investissement spéculatif ; c'est-à-dire qu'il y a une masse de gens qui croient en cette idéologie et veulent y participer. Soit par principe, soit par volonté de s'enrichir, mais peu importe, car dans les deux cas il y a la croyance en le projet et la participation au projet.

Ce que cela signifie directement est simple : des petits « malins » opportunistes, à la marge, peuvent éventuellement en tirer profit, mais en pratique ce sont les puissants qui y gagneront facilement, alors que la masse leur est soumise.

Ce fut le cas de manière très nette en 2024 lorsque Elon Musk (milliardaire et actuel ministre de Donald Trump) est intervenu dans le projet bitcoin, faisant fluctuer de manière volontaire son cours par rapport au dollar.

Il en est toujours ainsi avec le capitalisme financier, dont la nature est de briser par le monopole toutes les souverainetés qui lui

sont concurrentes. En ce qui concerne le bitcoin, c'est extrêmement facile à voir.

En 2025, il existe une entreprise dont l'objet est l'accapuration du bitcoin : c'est MicroStrategy.

Début janvier 2025, elle a signé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) un nouvel achat de 11 000 bitcoins, en l'échange d'environ 1,1 milliard de dollars. Les réserves totales de MicroStrategy seraient de 461 000 Bitcoins, soit plus de 2 % de l'offre mondiale. C'est absolument gigantesque par rapport à ce que cela signifie en termes de contrôle monopolistique.

Il ne faut pas s'imaginer ici des « geeks » portés par leur idéal ultra moderne. MicroStrategy est un acteur du capitalisme financier dans le cadre traditionnel du capitalisme financier. Ses achats sont financés par de la vente d'action, son dernier achat a été financé par la vente de 3 millions d'actions.

Et MicroStrategy n'est que le 3^e détenteur de bitcoin. Le plus grand détenteur, de manière absolument délirante vu les prétentions du bitcoin à être décentralisé, est... son créateur ! Satoshi Nakamoto aurait plus d'un million de bitcoins, sur 21 millions possibles. Et personne ne sait (officiellement) de qui il s'agit, puisque c'est un pseudonyme.

Le 2^e détenteur est Binance (plus de 600 000 bitcoins) et le 4^e détenteur n'est autre que le gouvernement américain, avec plus de 200 000 bitcoins.

On n'imagine d'ailleurs pas du tout que, dans ce cadre, l'État américain ne sache pas « qui » est Satoshi Nakamoto.

Il faut préciser également, et c'est tout à fait récent, puisque concomitant à l'arrivée de Donald Trump à la tête des États-Unis en janvier, que le capital financier américain détient maintenant plus de bitcoin que le prétendu Satoshi Nakamoto.

Quelques jours avant l'investiture, le 10 janvier 2025 l'autorité boursière américaine a autorisé des fonds basés sur le bitcoin à Wall Street. Des gestionnaires d'actifs tel Blackrock ou Fidelity se sont accaparé près de 1,3 million de bitcoins pour émettre des ETF bitcoin, des produits financiers techniques liés au bitcoin.

Le basculement en faveur du développement du bitcoin comme monnaie pourrait maintenant avoir lieu très rapidement sous la seconde présidence de Donald Trump. Dès le lendemain de son investiture, le directeur de la deuxième plus importante banque des États-Unis, Bank of America, s'est prononcé de manière assez ouverte en faveur de l'acceptation du bitcoin.

« Si des règles sont mises en place et font de ce système un outil concret avec lequel vous pouvez réellement faire des affaires, vous constaterez que le système bancaire s'impliquera avec force sur le plan transactionnel de la question ».

Et si les banques américaines sont encore frileuses, elles n'auront probablement pas le choix que de s'aligner sur les nécessités du capital financier américain.

Au contraire, le communisme rejette frontalement et unilatéralement le bitcoin, qui est une tentative réactionnaire d'empêcher la marche de l'histoire.

Le bitcoin est rejeté d'abord comme actif financier spéculatif, tout aussi décadent et anti-populaire que l'art contemporain par exemple, dont la valeur est fictive. Il est rejeté pour son opacité, absolument anti-démocratique et par définition favorable à une grande puissance.

Mais surtout, le communisme à notre époque affirme le besoin d'une puissance publique hégémonique, à l'inverse de l'idéologie libertarienne du bitcoin.

Dans le cadre monétaire, cela signifie ni plus ni moins que le besoin d'une banque centrale extrêmement puissante, sous contrôle démocratique et populaire total, pour garantir une solidité monétaire et soumettre le capital financier (la bourgeoisie financière).

L'objet d'une telle banque centrale est de refléter et d'incarner l'économie nationale se développant dans un cadre nouveau, allant vers le socialisme, tout garantissant la souveraineté nationale à l'échelle mondiale, principalement pour se défendre contre la superpuissance américaine et son concurrent, la superpuissance chinoise. ■

Précisions sur la blockchain ? (le mythe de la fiabilité du bitcoin)

Comprendre le bitcoin, c'est en fait comprendre ce qu'est la blockchain du bitcoin. Tout repose dessus : sa fiabilité, sa crédibilité, son utilité. L'idée générale est simple, on peut la résumer en quatre points.

1/ C'est un réseau dont la sécurité est constituée d'un assemblage de blocs d'informations (le nombre de bitcoins et à qui ils appartiennent), qui s'agglomèrent telle une chaîne.

2/ Chaque transaction est inscrite dans un bloc, de manière immuable, avec un chiffrement reliant le bloc au précédent.

3/ La chaîne de blocs existe sur des milliers de copies (des nœuds) partout dans le monde ; n'importe qui (ayant de bons moyens informatiques) peut créer un nœud.

4/ La validation des blocs est assurée par un algorithme de hachage qui assure le chiffrement ; n'importe qui (ayant de gros moyens informatiques) peut participer à la résolution de l'algorithme depuis son nœud.

Voici un schéma explicatif présentant ces blocs. Ici, BTC = bitcoin.

Bloc A

porte-feuille 1 possède x BTC

porte-feuille 2 possède y BTC

porte-feuille 3 possède z BTC

Etc.

Algorithme de hachage : $18 + 24$

Transaction : porte-feuille 2 envoie 1 BTC à porte-feuille 3

L'information est envoyée à tous les nœuds via le logiciel commun.

Ceux-ci procèdent à un calcul mathématique pour trouver la solution à l'algorithme de hachage afin de créer un nouveau bloc relié au précédent (et qui intègre la transaction).

Le premier nœud à résoudre le calcul mathématique crée le nouveau bloc et l'envoie aux autres nœuds. Ceux-ci valident le bloc en vérifiant la solution au calcul, appelée preuve de travail.

Bloc B

porte-feuille 1 possède x BTC

porte-feuille 2 possède y-1 BTC

porte-feuille 3 possède z+1 BTC

Etc.

Preuve de travail : 42

Algorithme de hachage : $244 + 75$

Plus il y a de nœuds essayant de résoudre l'algorithme, plus celui-ci devient complexe. Chaque nœud est relié à un porte-feuille ; pour chaque bloc validé, il y a une récompense en bitcoin (des bitcoins sont créés) : ce processus est appelé le minage.

Tous les 4 ans, la récompense pour le minage est divisée par deux. En février 2025, la production d'un bloc rapporterait 3,125 BTC (elle a été divisée par deux en avril 2024).

Transactions :

porte-feuille 1 envoie 4 BTC à porte-feuille 3

porte-feuille 2 envoie 1 BTC à porte-feuille 1

porte-feuille 3 envoie 5 BTC à porte-feuille 2

Minage : la preuve de travail a été apportée par le propriétaire du portefeuille 4

Bloc C

porte-feuille 1 possède x -4+1 BTC

porte-feuille 2 possède y-1-1+5 BTC

porte-feuille 3 possède z +1+4-5 BTC

porte-feuille 4 possède $\mu + 3,125$ BTC

Etc.

Preuve de travail : 319

Algorithme de hachage : $21555 + 32 \times 5 - 4$

Il est prévu par le code qu'il n'y aura jamais plus de 21 millions de bitcoins créés et qu'une transaction est impossible avec un solde négatif. Les tentatives de manipulations sont empêchées par le fait que tous les nœuds vérifient et valident l'intégrité de la chaîne et du nouveau bloc.

En moyenne, il est considéré qu'un nouveau bloc est généré toutes les dix minutes.

Transactions :

porte-feuille 1 envoie 4 BTC à porte-feuille 3

porte-feuille 4 envoie 2 BTC à porte-feuille 1

porte-feuille 18 envoie 14 BTC à porte-feuille 1

porte-feuille 44 envoie 14 BTC à porte-feuille 1

porte-feuille 627 envoie 14 BTC à porte-feuille 1

Minage : la preuve de travail a été apportée par le propriétaire du portefeuille 1

Bloc D

porte-feuille 1 possède $x -4+1-4+2+14+14+14+3,125$ BTC

porte-feuille 2 possède $y -1-1+5$ BTC

porte-feuille 3 possède $z +1+4-5+3$ BTC

porte-feuille 4 possède $\mu +3,125-2$ BTC

Etc.

Preuve de travail : 21 711

Algorithme de hachage : $1,745 \times 10^{35} (32 - 4 + 12 \times 4,14562)$

Maintenant que l'on a compris le fonctionnement général, voyons d'autres aspects plus précis, avec à chaque fois une critique remettant en question la fiabilité du bitcoin.

1. Le fonctionnement et l'enregistrement de la chaîne est assurée par **le logiciel Bitcoin Core**. C'est un logiciel open source, développé par une communauté.

Cela signifie deux choses : d'abord, que son créateur a ouvert le code (à l'inverse d'un code « propriétaire » qui est fermé et surtout protégé par un droit de propriété), ensuite que le code du logiciel évolue en permanence et n'importe qui peut participer à sa modification.

Aucune autorité organisatrice n'est compétente sur le logiciel, conformément à l'idéologie libertarienne du bitcoin. Les développeurs forment une communauté et discutent entre eux, les décisions sont prises par « consensus ».

Autrement dit, tant que personne n'a suffisamment de poids pour s'y opposer, les choix les plus en vogue sont validés. La mise à jour, « validée » par la communauté, est ensuite mise à la disposition des nœuds ; ceux-ci la valident *de facto* en choisissant de l'installer.

La prétention est celle de l'autorégulation. Puisque les développeurs ont un intérêt commun, ils avancent dans le même sens et se contrôlent mutuellement. S'il y avait une tentative déloyale, il suffirait de convaincre les propriétaires des nœuds de ne pas installer la mise à jour en question.

→ critique

On est ici dans l'inverse d'un fonctionnement démocratique, mais dans l'idéalisme libéral-libertaire de l'auto-gestion. La conséquence est en réalité une véritable opacité quant au développement du logiciel et la validation d'une mise à jour.

Les libertariens répondent qu'au contraire, la communauté contrôle la fiabilité ; les démocrates objectent qu'une « communauté » est en réalité une oligarchie, qui a un contrôle technique et est plus facilement sujette à des manipulations qu'une autorité centrale dont le mandat est clair, public et révocable par le vote populaire.

2. En théorie, une mise à jour peut être distribuée n'importe où, comme pour n'importe quel logiciel. En pratique, elle est diffusée et téléchargée via le site bitcoincore.org

→ critique

Personne ne sait qui contrôle ce site ! Le domaine est hébergé par l'entreprise française Gandi SAS ayant son siège social au 63-65 boulevard Masséna à Paris, mais le grand public ne peut pas savoir à qui il appartient, ni qui y a accès.

Cela remet en cause le mythe de la décentralisation du bitcoin, puisqu'il y a ici un pouvoir central gigantesque, qui plus est opaque, permettant de grandes manipulations via ce site de référence.

Les libertariens répondent que la communauté contrôle en permanence le logiciel et qu'elle découvrirait rapidement une manipulation dans le logiciel installé sur les nœuds ; les démocrates objectent que la « communauté » a en réalité moins de moyens que par exemple le gouvernement américain, qui pourrait facilement corrompre quelques membres influents de la communauté pour cacher une manipulation sur les mises à jours distribuées par ce site.

3. Le logiciel Bitcoin Core est censé être ouvert et appartenir à la communauté. En réalité, celle-ci n'est même pas au clair sur quelque chose d'aussi fondamental que le bloc initial, appelé bloc Genesis.

Celui-ci aurait été produit le 3 janvier 2009 à 18h15, avec comme information servant d'horodatage, un titre de presse du jour :

The Times 03/Jan/2009 Chancellor on brink of second bailout for banks

Ce bloc inclut la création des 50 premiers bitcoins. Il y a une croyance générale en le fait que ceux-ci sont inutilisables, mais personne ne le sait vraiment, cela n'ayant jamais été prouvé.

```
01 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 .....
00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 .....
00 00 00 00 3B A3 ED FD 7A 7B 12 B2 7A C7 2C 3E ....;tIyZ{.²zÇ>
67 76 8F 61 7F C8 1B C3 88 8A 51 32 3A 9F B8 AA gv.a.E.A`SQ2:Y_a
4B 1E 5E 4A 29 AB 5F 49 FF FF 00 1D 1D AC 2B 7C K.*J)+_llyy...~+|
01 01 00 00 00 01 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 .....
00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 .....
00 00 00 00 00 FF FF FF FF 4D 04 FF FF 00 1D .....jÿÿÿÿM.ÿÿ..
01 04 45 54 68 65 20 54 69 6D 65 73 20 30 33 2F ..EThe Times 03/
4A 61 6E 2F 32 30 30 39 20 43 68 61 6E 63 65 6C Jan/2009 Chancel
6C 6F 72 20 6F 6E 20 62 72 69 6E 6B 20 6F 66 20 lor on brink of
73 65 63 6F 6E 64 20 62 61 69 6C 6F 75 74 20 66 second bailout f
6F 72 20 62 61 6E 6B 73 FF FF FF FF 01 00 F2 05 or banksÿÿÿÿ..o.
2A 01 00 00 00 43 41 04 67 8A FF B0 FE 55 48 27 *....CA.gSÿ*BUH'
19 67 F1 A6 71 30 B7 10 5C D6 A8 28 E0 39 09 A6 .gn|q0·\0'(A9.}
79 62 E0 EA 1F 61 DE B6 49 F6 BC 3F 4C EF 38 C4 ybâe.ab*1R04?LI8Ä
F3 55 04 E5 1E C1 12 DE 5C 38 4D F7 BA 0B 8D 57 0U.Ä.A.Þ@M+0..W
8A 4C 70 2B 6B F1 1D 5F AC 00 00 00 00 Slip+kñ.~^....
```

→ critique

C'est pour le moins opaque, concernant qui plus est la base même du logiciel, et inquiétant quant au reste. Début février 2025, 50 BTC peuvent s'échanger contre près de 5 millions de dollars.

D'ailleurs, Satoshi Nakamoto, le créateur du bitcoin, dont personne ne connaît (officiellement) l'identité, posséderait début février 2025 plus d'un million de bitcoins, qui peuvent s'échanger contre près de 100 milliards de dollars !

On utilise ici le conditionnel, car c'est en fait tout le temps pareil avec le bitcoin : c'est tellement complexe et cela change tellement souvent (pratiquement en permanence) que personne ne sait vraiment. Il faut se contenter de croire en la fiabilité des algorithmes de hachage, qui s'auto-contrôlent, ainsi qu'en la communauté qui développe le logiciel, et qui s'auto-contrôle.

4. La décentralisation du bitcoin repose sur l'existence de nœuds autonomes. Il suffit de télécharger le logiciel Bitcoin Core et de le connecter intégralement au réseau pour créer un nœud. Il y en aurait 5 000, ou 15 000, voire plusieurs dizaines de milliers, mais personne ne le sait, ni ne peut le savoir.

Les nœuds n'ont aucunement besoin de s'enregistrer publiquement, il suffit de se connecter au réseau pour exister *de facto*. Les connexions fluctuent d'un moment à l'autre, et celles-ci sont de toutes façons faites via le réseau Tor pour masquer les adresses IP.

De plus, les différentes implémentations du logiciel Bitcoin Core rendent l'analyse du réseau encore plus impossible.

Par contre, plus le réseau bitcoin se développe, plus il devient compliqué (coûteux) de maintenir un nœud, en raison de la complexification de l'algorithme de hachage ainsi que du flux d'information lui-même (la taille de la chaîne).

Dans les années 2010, un ordinateur de bureau traditionnel avec une connexion internet stable suffisait à maintenir un nœud. En 2025, il faut un ordinateur très puissant (l'équivalent d'un très bon PC « gamer »), une bande passante de très haute qualité via la fibre optique, et surtout une capacité à maintenir à jour le logiciel très rapidement. C'est de plus en plus complexe et surtout, cher.

→ critique

Plus le bitcoin se développe, moins il est accessible et décentralisé, plus il est concentré entre les mains de monopoles ayant la puissance de calcul et le flux nécessaire. De surcroît, personne ne connaissant la réalité de l'état des nœuds, une prise de contrôle opaque est d'autant plus faisable. Il suffit en effet de posséder 50 % des nœuds + 1 pour avoir le contrôle sur le réseau.

5. Pour encourager le « minage » des blocs, il a été prévu dans le code du logiciel que chaque résolution d'un algorithme de hachage rapporte des bitcoins (pour rappel, 3,125 BTC début février 2025). Initialement, cela était faisable depuis un ordinateur de bureau classique.

Déjà, au milieu des années 2010, cela est devenu pratiquement impossible en raison de la concurrence d'ordinateurs dédiés avec des puces spécifiques appelées ASICs (Application-Specific Integrated Circuits).

→ critique

En février 2025, c'est impossible et le minage est fait principalement via de gigantesques « fermes » de serveurs, qui sont de véritables entreprises, plus ou moins légales.

Il faut bien comprendre qu'on est ici dans le capitalisme le plus sauvage, avec une concurrence acharnée : il faut mettre à disposition une puissance de calcul énorme, mais sans garantie de résultat puisque seule la première résolution de l'algorithme de hachage d'un bloc est récompensée. En étant rémunérées pour leur minage, de grosses structures monopolisent ainsi le bitcoin.

6. Malgré ses prétentions, le bitcoin est incapable de fonctionner comme monnaie du quotidien. Par exemple, si les gens achetaient leur pain en bitcoins : en raison de la taille des blocs (environ 1 Mo) et du temps de production des blocs (environ 10 minutes), la capacité en termes de transactions par seconde est très limitée.

→ **critique**

Si le bitcoin est éventuellement fiable technologiquement, il ne l'est pas en pratique. Sa proposition initiale d'être une monnaie est en fait impossible de la par la complexité de son fonctionnement.

C'est un sujet connu et débattu. Les solutions principales envisagées consisteraient en :

- la création d'un réseau de micropaiements en seconde couche ;
- la fragmentation (shards) de la blockchain.

Dans les deux cas, la fiabilité initiale du réseau cesse d'exister puisque les corruptions peuvent se produire à l'entrée du système. Ce ne sont pas des solutions et le bitcoin ne peut pas, en l'état, exister comme monnaie. Une telle chose rend très précaire la valeur du bitcoin comme monnaie ; sa valeur n'est pas fiable.

7. Les transactions ne sont pas instantanément intégrées à la blockchain, puisqu'il faut attendre qu'un nouveau bloc soit « miné ». En attendant, ces informations sont en attente dans un espace appelé le mempool.

Chaque nœud a le sien et vérifie la fiabilité des informations qu'il reçoit. Les mempools ne bénéficient pas du même niveau de sécurité que les blocs, celui-ci est bien moindre.

→ **critique**

Les attaques et manipulations peuvent se produire à l'entrée du système. De plus il est théoriquement possible (et probablement fait par l'État américain) de surveiller le réseau en espionnant plusieurs de ces mempool.

8. Le réseau ne fonctionne qu'en raison de la mutualisation d'une gigantesque puissance de calcul (ce qui est au passage une catastrophe écologique).

→ **critique**

C'est une autre vulnérabilité, car cela expose le réseau à une attaque par déni de service (inondation des mempool par un grand nombre de transactions invalides par exemple). La décentralisation du réseau rend très compliquée la défense contre une telle attaque, au contraire d'un réseau centralisé qui peut contrôler sa porte d'entrée.

Enfin, terminons par une critique qui ne porte pas sur la fiabilité du protocole lui-même, mais plutôt sur sa nature qui peut être manipulée.

En plus des bitcoins reçus en récompense de la création d'un bloc par la résolution de l'algorithme, le minage est récompensé par des frais de transaction. Chaque nœud peut définir le niveau de rémunération qu'il accepte pour chaque transaction.

→ critique

En monopolisant les nœuds, les possesseurs de puissance de calcul peuvent facilement décider de rejeter les transactions avec de faibles frais de transaction et se garantir ainsi d'importantes rémunérations. La prétention à la décentralisation et l'horizontalité du réseau est en réalité tout à fait factice.

De surcroît, un tel contrôle sur les frais de transaction permet un contrôle direct sur la valeur des bitcoins. Cela permet un contrôle très équivalent à celui d'une banque centrale décidant des taux directeurs du crédit ; la grande différence étant que cela est totalement opaque dans le cas du bitcoin. ■

Crise sort au format PDF, afin de rappeler que l'accès internet peut être fermé à tout moment.

Enregistrez les numéros de Crise et mettez les sur une clef USB que vous cachez. Imprimez les numéros et cachez les dans un fût alimentaire (un gros bidon en plastique !) que vous enterrez.

Son approche est simple, afin de souligner qu'il faut soi-même être en mesure de publier une revue simple, facile à imprimer.

Une revue ne se consomme pas comme les réseaux sociaux, c'est un vecteur d'intelligence et de culture. Cela en appelle à la conscience.

C'est un outil essentiel pour qui veut combattre le capitalisme et la guerre !

Programme et documents du sommet dur l'intelligence artificielle de Paris de février 2025

Jeudi 6 et vendredi 7 février : journées scientifiques

Conférence scientifique internationale (« AI, Science and Society ») organisée par l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris) sur son campus de Saclay et présidée par le professeur Michael Jordan de l'University of California.

Des chercheurs renommés dans le domaine sont venus présenter leurs travaux, en amont des différentes discussions du Sommet.

Samedi 8 et dimanche 9 février : week-end culturel

*Sur le site François-Mitterrand de la BNF
le samedi*

Tables rondes

9h30 : Culture et IA, les grands enjeux

11h30 : Patrimoine et IA : le passé à la
pointe de l'avenir

14h : IA générative - Le grand défi de
l'information

15h15 : L'IA aux racines de la généalogie

16h30 : L'IA s'invite au musée

17h45 : «Prompt», l'IA en série

Ateliers

Du numérique à l'IA

Atelier interactif Compar: IA

Atelier Universcience

Atelier "Mythes et héros"

Atelier pour les familles (6-10 ans)

Atelier Allô Prompt

Installations, expositions

Deep Diving par l'artiste Ruben Fro

Borne Conversationnelle

Dessin de presse

La Basilica di San Pietro : une expérience
augmentée

Studio radio

À la Conciergerie les samedi et dimanche

Machina Sapiens : un parcours artistique

Les Master Class

Lundi 10 et mardi 11 février : Sommet international

Au Grand Palais, à Paris.

Jour 1

Nef : ouverture du Sommet : Frontière IA : De la compréhension du monde à sa transformation. Tout au long de la journée : l'IA en pratique, projections artistiques, démonstrations et défis portés par des innovateurs du monde entier.

Scène principale : Mettre l'IA au service de l'avenir du travail. Créer un cercle vertueux entre l'IA, la création et l'information. Cyberattaques et intégrité de l'information : tirer parti de l'IA pour protéger les démocraties. Faire grandir des écosystèmes d'IA compétitifs et soutenables dans le monde entier. Orienter l'IA vers l'intérêt général : vers un écosystème d'IA résilient et ouvert.

Auditorium : Construire une IA de confiance : des engagements volontaires aux codes de bonnes pratiques collaboratifs. L'IA pour l'intérêt public : Compétition & Investissement dans l'IA, avec Project Syndicate. Prise de parole d'Emmanuel Macron.

Le Président français a pris la parole en clôture de cette première journée, en parlant directement au nom de l'Union européenne, l'appelant à un sursaut. Le développement de l'intelligence artificielle serait pour elle un moyen d'accélérer les choses et de simplifier la réglementation.

« En général, nous sommes trop lents. Là, nous allons adopter une stratégie à la Notre Dame de Paris. »

De son côté, la ministre française du Numérique Clara Chappaz a également insisté sur le rôle de la France et de l'Europe :

« Entre la Chine et les États-Unis, il y a un enjeu civilisationnel à placer la France et l'Europe au coeur de la course à l'intelligence artificielle. »

Parallèlement, Airbus, L'Oréal, Mercedes, Siemens, Spotify, Mistral AI et une cinquantaine d'autres entreprises européennes ont annoncé une alliance : « EU AI Champions ».

Jour 2

Session plénière au Grand Palais avec les chefs d'État et de gouvernement ainsi que des personnalités internationales.

(En parallèle, une centaine d'évènements divers et variés, plus ou moins anecdotiques, liés au Sommet.)

1500 personnes étaient invitées à participer à la session plénière.

Parmi les figures notables : le vice-président américain J.D. Vance, le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, le vice-Premier ministre chinois Zhang Guoqing ; le Premier ministre canadien Justin Trudeau, le chancelier allemand Olaf Scholz, Sam Altman d'OpenAI, créateur de ChatGPT, Sundar Pichai, directeur général de Google ou Brad Smith, président de Microsoft.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, est intervenue en annonçant la mobilisation de 200 milliards d'euros pour des investissements dans l'intelligence artificielle. Personne ne sait toutefois si les 109 milliards d'euros annoncés quelques jours auparavant par Emmanuel Macron (concernant la France) sont inclus dedans.

Le fait marquant de la journée est l'accord conclu entre 61 pays pour une intelligence artificielle « durable et inclusive ».

Cet accord n'a pas été signé par les États-Unis ni par le Royaume-Uni. La Chine fait par contre partie des signataires de l'accord, qui fait office de déclaration finale.

Une « Charte de Paris pour une intelligence artificielle d'intérêt général » a également été publiée, signée par une poignée de pays seulement.

Voici ces deux documents, précédé du discours du vice-président américain.

Le discours libertarien du vice-président JD Vance tenu le mardi 11 février 2025 lors de la clôture du sommet pour l'intelligence artificielle à Paris (6-11 février 2025)

Je vous remercie pour cette aimable présentation et je tiens tout d'abord à remercier le président Macron d'avoir accueilli cet événement et, bien sûr, pour le charmant dîner d'hier soir. Pendant le dîner, le Président Macron m'a regardé et m'a demandé si je voulais prendre la parole, et j'ai répondu : « Monsieur le Président, je suis ici pour la bonne compagnie et le vin gratuit, mais je dois gagner ma vie aujourd'hui ». Je tiens bien sûr à remercier le Premier ministre Modi d'être présent, d'avoir co-organisé le sommet et vous tous d'y avoir participé. Je ne suis pas ici ce matin pour parler de la sécurité de l'IA, qui était le titre de la conférence il y a quelques années. Je suis ici pour parler de l'opportunité de l'IA.

La position de l'administration Trump sur l'IA

Lorsque des conférences comme celle-ci se réunissent pour discuter d'une technologie de pointe, je pense que nous réagissons souvent en étant trop conscients de nous-mêmes, **trop peu enclins à prendre des risques**. Mais je n'ai jamais rencontré de percée technologique qui nous incite si clairement à faire exactement le contraire.

Notre administration, l'administration Trump, est convaincue que l'IA aura d'innombrables applications révolutionnaires en matière d'innovation économique, de création d'emplois, de sécurité nationale, de soins de santé, de liberté d'expression, et bien plus encore. Et restreindre son développement aujourd'hui ne profiterait pas seulement injustement aux opérateurs historiques, mais **reviendrait à paralyser l'une des technologies les plus prometteuses** que nous ayons vues depuis des générations. C'est dans cet esprit que j'aimerais aborder quatre points principaux aujourd'hui.

Premièrement, cette administration veillera à ce que la **technologie américaine de l'IA continue d'être l'étalon-or dans le monde entier**, et que nous soyons le partenaire de choix pour les autres, les pays étrangers, et certainement les entreprises, lorsqu'ils développeront leur propre utilisation de l'IA.

Deuxièmement, nous pensons qu'**une réglementation excessive du secteur de l'IA pourrait tuer une industrie transformatrice** au moment même où elle prend son essor, et nous ferons tout notre possible pour encourager des politiques d'IA favorables à la croissance. Nous ferons donc tout notre possible pour encourager les politiques de croissance dans le domaine de l'IA. Et **j'aime voir ce goût pour la déréglementation se frayer un chemin dans de nombreuses conversations lors de cette conférence**.

Troisièmement, nous sommes convaincus que **l'IA doit rester à l'abri des préjugés idéologiques** et que l'IA américaine ne sera pas transformée en **outil de censure autoritaire**.

Enfin, quatrième, l'administration Trump maintiendra une trajectoire de croissance favorable aux travailleurs pour l'IA afin qu'elle puisse **être un outil puissant de création d'emplois aux États-Unis.**

J'apprécie la remarque du Premier ministre Modi. **Je crois vraiment que l'IA facilitera et rendra les gens plus productifs.** Elle ne remplacera pas les êtres humains. Elle ne les remplacera jamais. Et je pense que trop de dirigeants de l'industrie de l'IA, lorsqu'ils évoquent la peur de remplacer les travailleurs, n'ont pas compris l'essentiel.

Le leadership américain en matière d'IA

Nous sommes convaincus que l'IA va nous rendre plus productifs, plus prospères et plus libres. **Les États-Unis d'Amérique sont le leader en matière d'IA, et notre administration a l'intention de le rester.**

Les États-Unis possèdent tous les composants de l'ensemble de l'IA, y compris la conception avancée des semi-conducteurs, les algorithmes d'avant-garde et, bien sûr, les applications transformatives.

Aujourd'hui, la puissance de calcul nécessaire à cette pile est indispensable pour faire progresser la technologie de l'IA. Et **pour préserver l'avantage des États-Unis, l'administration Trump veillera à ce que les systèmes d'IA les plus puissants soient construits aux États-Unis avec des puces conçues et fabriquées aux États-Unis.**

Ce n'est pas parce que nous sommes le leader que nous voulons ou devons faire cavalier seul, bien sûr. Permettez-moi d'insister sur ce point. L'Amérique veut s'associer avec vous tous, et nous voulons nous lancer dans la révolution de l'IA qui nous attend dans un esprit d'ouverture et de collaboration. **Mais pour créer ce type de confiance, nous avons besoin de régimes réglementaires internationaux qui favorisent la création de technologies d'IA au lieu de l'étouffer.** Et nous avons besoin que nos amis européens, en particulier, envisagent cette nouvelle frontière avec optimisme plutôt qu'avec inquiétude.

Approche réglementaire de l'IA

Le développement de l'IA de pointe aux États-Unis n'est pas le fruit du hasard. En préservant un **environnement réglementaire ouvert**, nous avons encouragé les innovateurs américains à expérimenter et à réaliser des investissements en R&D sans précédent.

Sur les 700 milliards de dollars environ qui devraient être consacrés à l'IA en 2028, plus de la moitié sera probablement investie aux États-Unis d'Amérique. Cette administration ne sera pas celle qui mettra fin aux activités des startups et des étudiants diplômés qui produisent certaines des applications les plus révolutionnaires de l'intelligence artificielle. Au contraire, **nos lois maintiendront les grandes et les petites entreprises technologiques, ainsi que tous les autres développeurs, sur un pied d'égalité.**

Grâce au récent décret présidentiel sur l'IA, nous élaborons un plan d'action sur l'IA qui évite un régime réglementaire trop prudent tout en veillant à ce que tous les Américains profitent de la technologie et de son potentiel de transformation. Nous invitons maintenant vos pays à travailler avec nous et à suivre ce modèle s'il s'avère judicieux pour eux.

Cependant, l'administration Trump est troublée par les rapports selon lesquels certains gouvernements étrangers envisagent de serrer la vis aux entreprises technologiques américaines ayant une empreinte internationale. L'Amérique ne peut pas accepter cela et ne l'acceptera pas, et nous pensons que c'est une terrible erreur, non seulement pour les États-Unis d'Amérique, mais aussi pour vos propres pays.

Inquiétudes concernant les réglementations internationales

Les innovateurs américains de toutes tailles savent déjà ce que c'est que d'être confronté à des règles internationales onéreuses. Bon nombre de **nos entreprises technologiques les plus productives sont obligées de se conformer à la loi sur les services numériques de l'UE et aux réglementations massives qu'elle a créées en matière de retrait de contenu et de contrôle des soi-disant fausses informations.**

Bien entendu, nous voulons nous assurer que l'internet est un lieu sûr, mais c'est une chose d'empêcher un prédateur de s'en prendre à un enfant sur l'internet, et c'en est une autre d'empêcher un homme ou une femme adulte d'accéder à une opinion que le gouvernement considère comme de la désinformation. Entre-temps, pour les petites entreprises, naviguer dans le GDPR [RGPD, Règlement général pour la protection des données] signifie payer des coûts de conformité juridique sans fin ou risquer des amendes massives. Pour certains, le moyen le plus simple d'éviter ce dilemme a été de bloquer les utilisateurs de l'UE. Est-ce vraiment l'avenir que nous voulons ?

Mesdames et Messieurs, je pense que la réponse pour nous tous devrait être non. **En matière d'énergie, il n'y a pas de sujet qui nous préoccupe plus que la réglementation.** Et, encore une fois, j'ai apprécié les commentaires de tant de participants à la conférence parce qu'ils reconnaissent que nous ne pouvons pas - nous sommes maintenant à la frontière d'une industrie de l'IA qui est avide d'une énergie fiable et de semi-conducteurs de haute qualité. Pourtant, un trop grand nombre de nos amis se désindustrialisent d'une part et chassent l'énergie fiable de leurs pays et de leurs réseaux d'autre part. **L'avenir de l'IA ne se jouera pas sur des questions de sécurité.**

L'économie physique et l'IA

Elle sera gagnée en construisant des **centrales électriques fiables et des usines capables de produire les puces de l'avenir.** À titre personnel, **ce qui m'enthousiasme le plus dans l'IA, c'est qu'elle est ancrée dans l'économie réelle et physique.** Le succès du secteur ne dépend pas uniquement de personnes intelligentes qui s'assoient devant un écran d'ordinateur et codent. **Il dépend de ceux qui travaillent avec leurs mains, même si la robotique va changer nos usines.**

Elle permettra certainement à nos prestataires de soins de santé de mieux traiter les maladies, mais elle dépendra aussi des données produites par ces prestataires de soins de santé, par ces médecins et ces infirmières.

Je pense qu'elle nous aidera à créer et à stocker de nouveaux modes d'énergie à l'avenir. Mais pour l'instant, **l'IA ne peut décoller que si le monde construit l'infrastructure énergétique nécessaire.** Je pense que l'innovation technologique de ces vingt dernières années a souvent évoqué des images de personnes intelligentes regardant des écrans d'ordinateur et développant des techniques dans le monde des bits. Mais l'économie de l'IA dépendra principalement du monde des atomes et le transformera.

En ce moment, **nous sommes confrontés à la perspective extraordinaire d'une nouvelle révolution industrielle, comparable à l'invention de la machine à vapeur ou de l'acier Bessemer,** mais elle ne se produira jamais si une réglementation excessive dissuade les innovateurs de prendre les risques nécessaires pour faire avancer les choses, et **elle ne se produira pas non plus si nous laissons l'IA être dominée par des acteurs massifs qui cherchent à utiliser la technologie pour censurer ou contrôler les pensées des utilisateurs.**

J'aimerais que vous preniez un peu de recul et que vous vous demandiez qui réclame le plus agressivement que nous, c'est-à-dire les dirigeants politiques réunis ici aujourd'hui, mettions en place la réglementation la plus agressive ? Ce sont très souvent ceux qui ont déjà un avantage sur le marché. Et lorsqu'un grand opérateur historique nous demande des règles de sécurité, nous devrions nous demander si ces règles sont dans l'intérêt de notre population ou dans celui de l'opérateur historique.

S'attaquer aux préjugés idéologiques dans l'IA

Au cours des dernières années, nous avons vu des gouvernements, des entreprises et des organisations à but non lucratif promouvoir des programmes sociaux impopulaires et, à mon avis, carrément révisionnistes par le biais de l'IA. Aux États-Unis, des générateurs d'images IA ont essayé de nous dire que George Washington était noir ou que les soldats américains de la Première Guerre mondiale étaient en fait des femmes.

Nous en rions aujourd'hui et, bien sûr, c'était ridicule, mais nous devons nous souvenir des leçons tirées de ce moment ridicule. Et ce que nous en retenons, c'est que **l'administration Trump veillera à ce que les systèmes d'IA développés en Amérique soient exempts de préjugés idéologiques et ne restreignent jamais le droit de nos citoyens à la liberté d'expression.** Nous pouvons faire confiance à nos concitoyens pour penser, consommer des informations, développer leurs propres idées et débattre les uns avec les autres sur le marché ouvert des idées.

Faire face aux menaces étrangères

Nous avons également vu des adversaires étrangers hostiles utiliser des logiciels d'IA pour réécrire l'histoire, surveiller les utilisateurs et censurer la parole. Ce n'est pas nouveau, bien sûr. Comme ils le font avec d'autres technologies, certains régimes autoritaires ont volé et utilisé l'IA pour renforcer leurs capacités de renseignement militaire et de surveillance, capturer des données étrangères et créer de la propagande pour saper la sécurité nationale d'autres nations. Je tiens à être clair. Cette administration bloquera totalement ces efforts.

Nous protégerons les technologies américaines d'IA et de puces contre le vol et l'utilisation abusive, nous travaillerons avec nos alliés et nos partenaires pour renforcer et étendre ces protections, et **nous fermerons les voies permettant aux adversaires d'atteindre des capacités d'IA qui menacent l'ensemble de notre population.**

Je voudrais également rappeler à nos amis internationaux ici présents qu'il n'est jamais rentable à long terme de s'associer à de tels régimes. **De la télévision en circuit fermé à l'équipement 5G, nous connaissons tous la technologie bon marché sur le marché qui a été fortement subventionnée et exportée par des régimes autoritaires.** Mais comme je le sais, et je pense que certains d'entre nous dans cette salle l'ont appris par expérience, **s'associer avec eux signifie enchaîner votre nation à un maître autoritaire qui cherche à s'infiltrer, à creuser et à s'emparer de votre infrastructure d'information.**

Si un accord semble trop beau pour être vrai, rappelez-vous le vieil adage que nous avons appris dans la Silicon Valley. Si vous ne payez pas pour le produit, vous êtes le produit.

L'IA et les travailleurs américains

Enfin, notre administration souhaite être très claire sur un dernier point. **Notre politique en matière d'IA sera toujours axée sur les travailleurs américains.** Nous refusons de considérer l'IA comme une technologie purement perturbatrice qui va inévitablement automatiser notre main-d'œuvre.

Nous croyons et nous nous battons pour des politiques qui garantissent que l'IA rendra nos travailleurs plus productifs, et nous nous attendons à ce qu'ils en récoltent les fruits avec des salaires plus élevés, de meilleurs avantages, et des communautés plus sûres et plus prospères.

Du droit à la médecine, en passant par la fabrication, les applications les plus immédiates de l'IA impliquent presque toutes de compléter, et non de remplacer, le travail effectué par les Américains.

Si l'on ajoute à cela l'approche de l'immigration privilégiant les travailleurs, nous pensons que la main-d'œuvre américaine préparée à utiliser pleinement l'IA attirera plutôt l'attention des entreprises qui ont délocalisé certaines de ces fonctions.

Pour ce faire, l'administration veillera à ce que l'Amérique dispose de la main-d'œuvre la mieux formée au monde. Nos écoles apprendront aux élèves à gérer, à superviser et à interagir avec les outils basés sur l'IA, qui font de plus en plus partie de notre vie quotidienne.

Et comme l'IA crée de nouveaux emplois et de nouvelles industries, notre gouvernement, **nos entreprises et nos organisations syndicales ont l'obligation de travailler ensemble pour renforcer les capacités des travailleurs**, non seulement aux États-Unis, mais dans tous les pays et dans le monde entier. À cette fin, pour toutes les décisions politiques majeures en matière d'IA émanant du gouvernement fédéral, l'administration Trump garantira aux travailleurs américains un siège à la table, et nous en sommes très fiers.

Conclusion

Maintenant que j'ai pris assez de votre temps, j'aimerais conclure avec une petite histoire. C'est un beau pays, Monsieur le Président Macron, et je sais que vous en êtes fier et que vous avez raison de l'être.

Hier, alors que je visitais les Invalides avec le général Gravett et mes trois enfants, il a eu la gentillesse de me montrer l'épée qui appartenait à l'ami international le plus cher de l'Amérique depuis notre propre révolution, bien sûr, le marquis de Lafayette. Il m'a laissé tenir l'épée, mais, bien sûr, il m'a fait enfiler des gants blancs au préalable. Cela m'a fait penser à ce pays, la France, et, bien sûr, à mon propre pays, et à la belle civilisation que nous avons construite ensemble avec des armes comme ce sabre.

Des armes qui sont dangereuses entre de mauvaises mains, mais qui sont d'incroyables outils de liberté et de prospérité entre de bonnes mains. Je n'ai pas pu m'empêcher de penser à la conférence aujourd'hui.

Si nous choisissons la mauvaise approche pour d'autres choses qui pourraient être considérées comme dangereuses, comme l'IA, et que nous choisissons de nous retenir, cela n'affectera pas seulement notre PIB ou le marché boursier, mais l'avenir même du projet que Lafayette et les fondateurs américains ont entrepris de créer.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que toutes les préoccupations en matière de sécurité doivent être écartées, mais la concentration est importante, et nous devons nous concentrer maintenant sur l'opportunité d'attraper l'éclair dans une bouteille, de **libérer nos innovateurs les plus brillants et d'utiliser l'IA** pour améliorer le bien-être de nos nations et de leurs peuples.

Merci, et que Dieu vous bénisse tous.

Je vous remercie.

Déclaration sur une intelligence artificielle durable et inclusive pour la population et la planète.

11 février 2025

I. Les participants de plus de 100 pays, notamment des chefs d'État et de gouvernement, des organisations internationales, des représentants de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et de la recherche, se sont réunis à Paris les 10 et 11 février 2025 pour le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle.

Le développement rapide des technologies de l'IA entraîne un changement de paradigme majeur avec des conséquences diverses pour nos concitoyens et nos sociétés.

Dans le prolongement du Pacte de Paris pour les peuples et la planète et du principe selon lequel les pays doivent concevoir eux-mêmes leurs stratégies en matière de transition, nous avons recensé les priorités et lancé des actions concrètes pour servir l'intérêt général et combler la fracture numérique en accélérant la réalisation des objectifs de développement durable.

Nos actions suivent trois grands principes : la science, les solutions (l'accent étant porté sur des modèles d'IA ouverts respectant les cadres nationaux) et les normes, dans le respect des cadres internationaux.

2. Ce sommet a mis en évidence la nécessité de renforcer la diversité de l'écosystème de l'IA. Il a défini une approche inclusive ouverte et multipartite qui permettra à l'IA d'être éthique, sûre, sécurisée, digne de confiance et axée sur les droits de l'Homme et sur l'humain, tout en soulignant le besoin et l'urgence de réduire les inégalités et d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière d'intelligence artificielle.

3. Prenant acte des initiatives multilatérales existantes sur l'IA, notamment les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Pacte numérique mondial, la recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle, la Stratégie continentale de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle et les travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne, du G7, en particulier le processus de Hiroshima sur l'intelligence artificielle, et du G20, **nous avons affirmé les grandes priorités ci-dessous :**

- Promouvoir l'accessibilité de l'IA pour réduire la fracture numérique.
- Veiller à ce que l'IA soit ouverte à tous, inclusive, transparente, éthique, sûre, sécurisée et digne de confiance, dans le respect des cadres internationaux.
- Permettre l'innovation dans le domaine de l'IA en créant les conditions propices à son développement et en évitant la concentration du marché, soutenant ainsi le redressement industriel et le développement.
- Encourager un déploiement de l'IA qui ait une incidence positive sur l'avenir du travail et des marchés du travail et qui ouvre des perspectives de croissance durable.
- Rendre l'IA durable pour les populations et la planète.
- Renforcer la coopération internationale et promouvoir la coordination de la gouvernance internationale.

À cet effet :

→ **Les membres fondateurs ont lancé une grande plateforme et un incubateur de l'IA d'intérêt général**, pour soutenir, amplifier, réduire la fragmentation entre les initiatives publiques et privées sur l'IA d'intérêt général et combler la fracture numérique. L'initiative sur l'IA d'intérêt général soutiendra les biens publics numériques, l'assistance technique et les projets de renforcement des capacités dans le domaine des données, du développement de modèles, de l'ouverture et de la transparence, de l'audit, du calcul, des talents, du financement et de la coopération pour soutenir et créer conjointement un écosystème de l'IA digne de confiance au service de l'intérêt général de tous, pour tous et par tous.

→ **Nous avons discuté pour la première fois lors du Sommet et dans un format multipartite des questions liées à l'IA et à l'énergie.**

Cette discussion a conduit à partager les connaissances pour favoriser les investissements dans des systèmes d'IA durables (matériel, infrastructures, modèles), à encourager les discussions internationales sur l'IA et l'environnement, à créer un observatoire sur les effets de l'IA en matière d'énergie dans le cadre de l'Agence internationale de l'Énergie et à mettre en valeur les innovations de l'IA sobres en énergie.

→ **Nous reconnaissons la nécessité d'améliorer nos connaissances communes sur les effets de l'IA sur le marché du travail** en créant un réseau d'observatoires pour mieux anticiper ces effets pour les postes de travail, la formation et l'éducation, et pour utiliser l'IA dans l'objectif d'améliorer la productivité, le développement des compétences, la qualité, les conditions de travail et le dialogue social.

4. Nous reconnaissons la nécessité de dialogues pluripartites inclusifs et de la coopération sur la gouvernance de l'IA.

Nous soulignons la nécessité d'une réflexion mondiale notamment sur les questions de sécurité, de développement durable, d'innovation, de respect du droit international, y compris le droit humanitaire et de le droit des droits de l'Homme, la protection des droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la diversité linguistique, la protection des consommateurs et celles des droits de propriété intellectuelle.

Nous prenons note des efforts et des discussions liées aux enceintes internationales au sein desquelles la gouvernance de l'IA est examinée. Comme indiqué dans le Pacte numérique mondial adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, les participants ont également réaffirmé leur volonté de lancer un dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA et le groupe scientifique international multidisciplinaire indépendant sur l'IA et d'harmoniser la gouvernance actuelle des efforts en veillant à leur complémentarité et en évitant les doublons.

5. Pour que nous puissions tirer parti des atouts des technologies de l'IA au profit de nos économies et de nos sociétés, la confiance et la sécurité doivent progresser. Nous soulignons le rôle du sommet de Bletchey Park sur la sécurité de l'IA et des sommets de Séoul qui ont été déterminants dans le renforcement de la coopération internationale en matière de sécurité de l'IA et nous notons les engagements volontaires qui y ont été pris. Nous continuerons de traiter les risques que l'IA pourrait faire peser sur l'intégrité de l'information et de renforcer la transparence de l'IA.

6. Nous attendons avec intérêt les prochaines échéances sur ce sujet, notamment le Sommet de Kigali, le 3^e Forum mondial sur l'éthique de l'IA qui sera organisé par la Thaïlande et l'UNESCO, la Conférence mondiale sur l'IA en 2025 et le Sommet mondial de 2025 sur l'IA au service du bien social, afin d'assurer le suivi de nos engagements et de continuer de prendre des mesures concrètes compatibles avec une IA inclusive et durable.

| | | | | |
|------------------------|-----|------------------|-----|---------------------------------|
| Pays signataires : | 20. | Grèce | 41. | Roumanie |
| 1. Arménie | 21. | Hongrie | 42. | Rwanda |
| 2. Australie | 22. | Inde | 43. | Sénégal |
| 3. Autriche | 23. | Indonésie | 44. | Serbie |
| 4. Belgique | 24. | Irlande | 45. | Singapour |
| 5. Brésil | 25. | Italie | 46. | Slovaquie |
| 6. Bulgarie | 26. | Japon | 47. | Slovénie |
| 7. Cambodge | 27. | Kazakhstan | 48. | Afrique du Sud |
| 8. Canada | 28. | Kenya | 49. | République de Corée |
| 9. Chili | 29. | Lettonie | 50. | Espagne |
| 10. Chine | 30. | Lituanie | 51. | Suède |
| 11. Croatie | 31. | Luxembourg | 52. | Suisse |
| 12. Chypre | 32. | Malte | 53. | Thaïlande |
| 13. République tchèque | 33. | Mexique | 54. | Pays-Bas |
| 14. Danemark | 34. | Monaco | 55. | Emirats arabes unis |
| 15. Djibouti | 35. | Maroc | 56. | Ukraine |
| 16. Estonie | 36. | Nouvelle-Zélande | 57. | Uruguay |
| 17. Finlande | 37. | Nigéria | 58. | Vatican |
| 18. France | 38. | Norvège | 59. | Union européenne |
| 19. Allemagne | 39. | Pologne | 60. | Commission de l'Union africaine |
| | 40. | Portugal | | |

La Charte de Paris pour une intelligence artificielle d'intérêt général 11 février 2025

Afin de tirer parti des avantages potentiels des technologies émergentes tout en prévenant et en atténuant les risques pesant sur la population et la planète, le développement, le déploiement et la gouvernance de l'IA doivent se faire dans l'intérêt général. L'intérêt général se définit différemment selon les populations, les pays et les contextes. Il requiert la possibilité pour tous de s'exprimer publiquement et la volonté de servir l'équité et de l'égalité.

Nous reconnaissons que la mission et la vision de l'intelligence artificielle d'intérêt général s'appuient et sont consolidées par les définitions, les recherches universitaires, les approches du secteur public et les efforts de la société civile existant.

Les avantages et les inconvénients de la technologie n'affectent pas les différentes strates de la société de la même manière. Ses avantages profitent en général davantage aux personnes les plus favorisées tandis que ses inconvénients affectent bien trop souvent les personnes les plus désavantagées de nos sociétés.

Devant ce constat, nous voulons réaffirmer notre engagement à prévenir et atténuer les risques, menaces et violations, tant au niveau individuel que collectif, découlant de l'utilisation et de l'abus de l'IA. Nous reconnaissons que l'intelligence artificielle ne doit pas être développée et déployée dans les domaines où elle est incompatible avec le droit international relatif aux droits de l'homme.

En plus de mettre en place des mesures appropriées pour prévenir, atténuer et résoudre tout impact négatif découlant de l'utilisation de l'intelligence artificielle, nous devons définir une vision de l'IA servant réellement l'intérêt général.

Les avantages d'une IA d'intérêt général reposent sur la mise en place d'une infrastructure et de biens publics ouverts pour offrir une alternative à la concentration des marchés existante, pour garantir une participation citoyenne, pour appeler à la responsabilisation et pour développer des solutions durables sur le plan écologique. Pour réaliser cette vision, nous nous centrons sur la création des conditions favorables à cette infrastructure dans les domaines d'intérêt général.

On supposait que le principal obstacle à la mise à l'échelle des modèles d'IA était le manque de disponibilité et d'accessibilité de la puissance de calcul. Bien que cette dernière subisse des défaillances dues à la concentration du marché, c'est le manque de données de très grande qualité et d'une gouvernance appropriée qui constitue le premier vrai défi.

Il est essentiel de trouver de nouvelles façons d'accéder aux données pour garantir l'intérêt général. Ces voies d'accès devront se conformer aux droits liés à la vie privée et à la protection des données tels que définis par les cadres juridiques nationaux et internationaux. Sans ces garanties, les personnes, entreprises et institutions ne sauraient faire confiance à l'écosystème de l'IA et ne pourraient pas mettre à disposition les flux de données nécessaires.

De plus petits modèles pourront être conçus pour répondre aux besoins sociétaux concrets, dans des contextes culturels et locaux spécifiques. Comme ils requièrent comparativement moins de puissance de calcul et moins de données, leur impact sur l'environnement sera atténué.

Ceci posé, nous avons convenu des principes suivants :

→ L'ouverture encourage les progrès scientifiques, accélère les innovations et favorise la concurrence. Aujourd'hui, l'ouverture de l'IA est due en grande partie à la décision de quelques acteurs du secteur d'ouvrir partiellement leurs modèles de fondation. Pour soutenir le développement de modèles ouverts, il faut un écosystème robuste couvrant la production de normes, les outils et les bonnes pratiques.

→ La responsabilisation à chaque étape de la conception, du développement et du déploiement de l'IA est le principe fondamental au cœur de l'IA d'intérêt général. La responsabilisation s'appuie sur l'application des cadres juridiques nationaux et internationaux existants, créant ainsi des conditions favorables pour la recherche, la supervision ainsi que pour la prise en compte des institutions et de la société civile.

→ La participation et la transparence sont des prérequis pour une gouvernance démocratique de l'IA d'intérêt général.

Pour atteindre ces objectifs, nous apportons notre soutien à la mise en place d'une initiative mondiale d'IA d'intérêt général. Les pays partenaires soussignés s'engagent à respecter et défendre les valeurs de l'IA d'intérêt général définis dans cette charte.

Nous relèverons ces défis et réaliserons le potentiel de l'IA d'intérêt général en identifiant nos contributions à l'initiative et en s'accordant sur des objectifs partagés dans certains domaines de collaboration d'ici le 30 juin 2025.

Cette initiative favorise les systèmes d'IA ouverts, divers, durables, adaptés au contexte local, axés sur le développement et accessibles dans le monde entier. Elle fournit également un accès structuré à des ensembles de données, des modèles, une puissance de calcul, des outils d'audit et de responsabilisation indépendants de très grande qualité. Elle sert donc de plateforme pour les personnes qui innovent, réforment et défendent l'IA dans leur propre pays tout en facilitant la coopération internationale.

Par cette initiative pour une IA d'intérêt général, nous nous engageons à encourager une conception plus complète et plus inclusive de l'IA pour l'intérêt général. Les technologies, organisations et institutions de référence pourront différer tant que les objectifs et les réussites sont communs.

Grâce à cette initiative pour une IA d'intérêt général, la société civile, les populations, les milieux universitaires, les gouvernements et autres parties prenantes pourront mener un processus de délibération pour ancrer et renforcer l'intérêt général dans et au-delà de cette initiative.

Cette vision est résolument collaborative et participative, garantissant la primauté de l'intérêt général dans la mission, la gouvernance et l'impact de cette initiative.

Adoptée par les pays suivants :

Allemagne
Chili
Finlande
France
Inde
Kenya
Maroc
Nigeria
Slovénie
Suisse

« L'exploitation est accouplée à l'oppression et celle-ci existe aussi, elle assassine les masses, les fait se consumer de faim, elle les emprisonne, les égorge, mais les masses ne sont pas des brebis, elles sont formées d'hommes regroupés en classes qui s'organisent, génèrent leurs partis et ceux-là ses dirigeants.

Les dirigeants doivent écouter la plus légère rumeur de la masse, écouter ses fluctuations, scruter le futur dans ses lointains, tout en posant au sol un pied ferme pour enregistrer le plus léger frémissement de la masse. Un dirigeant qui ne ferait pas cela n'en serait pas un.

Nous sommes communistes, Marx nous apprenait que les révolutionnaires doivent par obligation professionnelle organiser la misère pour démolir le vieil ordre, et notre obligation est de le faire scientifiquement, nous qui savons la loi de la lutte des classes et qui savons le but vers lequel marche la classe et le peuple.

Telle est notre obligation, c'est pour cela que nous sommes venus, pour organiser la clameur de la masse, pour la mobiliser, pour l'armer, c'est pour cela que nous sommes venus.

Parce qu'ainsi le pouvoir désorganisé de la masse exprime sa force, son pouvoir invincible, et la masse devient créatrice d'ordres nouveaux, sape les murs les plus solides et les démolit avec fracas. »

Parti Communiste du Pérou : Commençons à démolir les murs et à déployer l'aurore, 1980

La seconde crise générale comme cadre historique : zones franches libertariennes d'un côté, monopoles de la Tech de l'autre

Pour le capitalisme, le développement de l'industrie informatique est une base matérielle à une superstructure : l'utopie libertarienne. C'est la conception idéaliste d'un savoir stocké massivement dans des serveurs avec des individus-proprétaires peuvent entrer en relation les uns avec les autres, sans passer par un État grâce au tissu sophistiqué des outils de l'informatique tels que l'IA, les réseaux sociaux, la cryptomonnaie.

Il fallait que cette industrie développe profondément ses capacités en pénétrant massivement la vie quotidienne des gens jusqu'au point d'en faire des protagonistes du 24/24 du capitalisme pour que cette nouvelle donnée productive soit en mesure de relancer le capitalisme également sur les plans idéologiques et culturels.

L'essor des zones franches, une caractéristique essentielle du capitalisme de la période 1989-2020 pour le déploiement du libertarianisme

Outre Robert Nozick et Murray Rothbard, les principaux penseurs libertariens trouvent en l'économiste Milton Friedman (1912-2006) une de leur source d'inspiration, car c'est un fervent défenseur du laissez-faire capitaliste avec le moins d'entraves possibles de la part de l'État. Ils ont pu s'appuyer ici sur l'expérience des zones économiques spéciales qui fut vantée comme modèle capitaliste de développement par Milton Friedman.

Les premières zones économiques spéciales ont été lancées par l'Inde au milieu des années 1960, toutefois c'est surtout dans les années 1980 en Chine que les choses se lancent véritablement.

Lorsqu'il devient conseiller de Ronald Reagan, Milton Friedman réalise plusieurs voyages en Chine dans les années 1980 pour y diffuser sa pensée. Il s'intéressera particulièrement au développement des zones économiques spéciales (ZES) comme ouverture de la Chine au marché capitaliste pavant la voie selon lui à sa transformation future comme superpuissance.

En effet, les libertariens se sont inspirés de la politique révisionniste de Deng Xiaoping développée en Chine à partir de 1979. Au départ on compte quatre zones économiques spéciales dans le sud du pays que sont Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen.

Il y a également Hong-Kong et la région administrative spéciale de Macao. Du fait de leurs succès économiques, de nombreuses autres villes deviennent des ZES, la Chine côtière en comptant quatorze dès 1984.

Les ZES ont fourni un modèle libertarien dans la mesure où elles proposent une réglementation alternative à la politique du gouvernement central.

Il y avait des tas de dérogations avantageuses aux investissements en termes de taxes, de droits de douanes, néanmoins également avec de subventions à l'installation d'entreprises.

À la faveur de cette entrée fracassante de la Chine dans le marché mondial, de nombreuses zones économiques spéciales ou « zones franches » ont été lancés à travers le monde. Cela peut-être des villes, mais aussi des ports, des régions, des quartiers, des zones territoriales précises. Ce sont littéralement des enclaves capitalistes extraterritoriales.

Dans sa variante ultra qu'est l'anarcho-capitaliste, le libertarianisme doit pouvoir compter sur ce type d'unités territoriales décentralisées limitant l'impact des réglementations en vigueur. L'idéal du libertarianisme dans cette version anarcho-capitaliste est la formation de zones capitalistes affranchies des règles des États-nations permettant à la concurrence marchande de se développer sans entraves aucunes.

L'idéal d'une planète décentralisée en de multiples îlots communautaires aux règles diverses et variées permet en réalité d'appliquer le *diviser pour mieux régner* des monopoles du capitalisme et ainsi s'éviter le triomphe inéluctable du Communisme comme besoin d'unification de l'Humanité.

C'est l'idéal diffusé par Peter Thiel, co-fondateur de PayPal et fondateur de l'entreprise Palantir tournée vers les mégadonnées. Dans une conférence de 2009, il a déclaré : « *si nous voulons plus de libertés, nous devons augmenter le nombre de pays* ».

On remarquera ici l'alignement complet de Marine Le Pen sur le libertarianisme américain dans une tribune publiée dans *Le figaro* le samedi 8 février dans le cadre du Sommet pour l'intelligence artificielle que se tenait à Paris entre les 6 et 11 février 2025 :

« Nous créerons des zones franches technologiques dédiées aux industries stratégiques de l'IA : fabrication de microprocesseurs, centres de données souverains, production d'équipements spécialisés.

Ces zones offriront un environnement fiscal et administratif allégé, des incitations à l'investissement et des infrastructures adaptées pour attirer les industriels et les talents.

C'est seulement ainsi que nous pourrons endiguer la fuite de nos ingénieurs et chercheurs vers les États-Unis ou l'Asie, développer nos propres solutions et faire de l'IA un moteur de notre souveraineté économique. »

Le développement des zones économiques spéciales est une caractéristique typique du cycle d'accumulation 1989-2020 comme vivier à l'investissement.

Aujourd'hui, on compte plus de 5 400 zones économiques spéciales à travers le monde, dont la majorité sont dans les pays du Tiers-Monde, en Asie, Afrique et Amérique latine ainsi qu'en Europe de l'Est. L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ne réunissent que 10 % de ces zones.

On comprend ainsi l'attrait démesuré de la bourgeoisie financière pour des micro-États à la base semi-féodale tels qu'Abu Dhabi ou Dubaï, qui offrent en définitive des conditions adéquates pour la formation de telles zones franches.



Celles-ci sont en l'occurrence « légitimées » par l'aspect semi-féodal de cette partie du monde. Récemment, on peut citer la création d'une vaste zone économique spéciale de Johor-Singapour (JS-ZES) conjointe entre la Malaise et Singapour de plus de 3 000 km² dans le but de devenir une plaque tournante pour l'investissement dans l'industrie manufacturière en Asie du Sud-Est.

Voici aussi ce que l'on peut lire sur le site de l'Agence France Trésor dont le rôle est de « flécher » les investissements du capitalisme français, à propos du lancement de zones économiques spéciales en Arabie-Saoudite en avril 2023 :

« Les « zones économiques spéciales » (ZES) s'inscrivent dans le prolongement d'initiatives visant à faire du Royaume une destination d'investissements directs étrangers et une plaque tournante essentielle pour les chaînes d'approvisionnement mondiales, en tirant parti de sa position au cœur des principales routes commerciales à l'échelle régionale voire mondiale.

Ces zones devraient offrir des opportunités de développement de l'économie locale et de création d'emplois en mettant en avant les avantages de chaque région du pays dans des secteurs-clés tels que la logistique et les nouvelles technologies. »

Par conséquent, on ne peut comprendre le développement du libertarianisme comme courant accompagnant le capitalisme face à la seconde crise générale sans saisir le développement capitaliste de la période 1989-2020 dans les zones économiques spéciales.

C'est là l'expression de la tendance à la fragmentation, au retour à des organisations féodales pour garantir le pouvoir des monopoles, reflet d'un capitalisme en totale décadence.

Le Covid-19 et l'intervention des États capitalistes dans de nombreux domaines de la vie

Au-delà de la tendance matérielle de fond, on ne peut comprendre l'irruption du libertarianisme sans le contexte particulier des effets de la pandémie de Covid-19 sur les éléments les plus agressifs de la bourgeoisie.

L'année 2025 qui s'ouvre avec la prise de fonction de Donald Trump comme 47^e président des États-Unis sonne ici comme un grand accélérateur des contradictions nées sur le terrain de la seconde crise générale issue de la pandémie de Covid-19.

Il faut revenir sur la séquence 2020-2022. À ce moment, les États du capitalisme ont été contraint d'aller à l'encontre de leur propre base en assumant une dimension d'organisation collective des choses.



Ce sont les réglementations concernant les confinements, la prise en charge par l'État du maintien des salaires, les restrictions de circulation dans des lieux de consommation voir leur fermeture partielle, la vaccination obligatoire.

En un mot, l'État du capitalisme a dû faire du socialisme sans le socialisme. C'est que confrontés à la crise générale, les monopoles reflet de la fraction la plus agressive de la bourgeoisie tentent par tous les moyens de maintenir leur domination intacte.

Et pour cela, il n'y a pas d'autre choix que d'assumer un minimum des règles de civilisation.

Or, comme l'a souligné Lénine :

« Le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme. »

C'est dans le cadre de cette séquence qu'on peut comprendre l'irruption du libertarianisme sur la scène politique, devenant ainsi une proposition idéologique d'ensemble pour accompagner et relégitimer la dynamique capitaliste. En effet, le libertarianisme est un courant de pensée née dans les années 1970 alors resté une pensée très minoritaire jusqu'à la pandémie de Covid-19.



La raison pour cela, c'est évidemment la « victoire » du capitalisme sur sa première crise générale avec le nouveau cycle d'accumulation de la période 1989-2020, tant sur les plans quantitatifs (effondrement du bloc de l'est et développement des zones économiques spéciales) que qualitatif (industrie informatique et robotique).

La fermeture de ce cycle d'accumulation avec la seconde crise générale débutée en 2020 et marquée par l'intervention des États dans les sphères sociales, économiques, culturelles, sanitaires a pavé la voie à la mise en place d'un capitalisme monopoliste tendant à la prise de contrôle de l'État dans le but d'éviter la prise de pouvoir des masses populaires sur la société.

Et comme on le sait, si les monopoles prennent le contrôle de l'État pour aller à l'affrontement dans le cadre de la guerre de repartage, cela n'abolit pas la base concurrentielle du capitalisme, qui est l'ossature historique de ce mode de production qui lui fournit sa « légitimité ».

Après la séquence 2020-2022, les monopoles du capitalisme sont contraint de proposer une perspective en mesure de relancer la base capitaliste et sa dimension concurrentielle.

Le libertarianisme intervient précisément dans cette situation comme support idéologique et culturel pour assurer la légitimité et la continuité du mode de production capitaliste.

Les élections des présidents des États-Unis et d'Argentine Javier Milei, et Donald Trump comme contre-coup de l'interventionnisme d'État

Il faut voir la mise en avant de libertarianisme sur le devant de la scène politique comme une sorte de « rattrapage » par les monopoles du capitalisme sur la séquence 2020-2022 qui a vu les États du capitalisme être contraint à intervenir dans de nombreux domaines de la vie.

Le grand repère de ce processus est sans doute l'élection de Javier Milei comme président de l'Argentine le 10 décembre 2023. Lecteur assidu de toute la littérature libertarienne entre 2013 et 2019, Javier Milei adhère au parti libertarien d'Argentine à la fin de la décennie 2010.

L'irruption du Covid-19 va lui offrir le cadre adéquat pour s'élancer : le 25 mai 2020, il est à la tête de l'initiative contre le prolongement du confinement, ce qui le propulse littéralement sur

le devant de la scène politique d'Argentine. Il parvient à être élu député en décembre 2021 puis candidat à la présidentielle pour la coalition libertarienne « La liberté avance ».

Il est finalement élu président de la République d'Argentine en décembre 2023 avec 55,65 % des voix.

C'est un témoin d'une ascension politique fulgurante sur la base de sorties loufoques et vulgaires fondées sur son fameux « plan tronçonneuse » visant à démanteler de nombreuses institutions d'État pour n'en conserver que les fonctions régaliennes. Il se qualifie alors comme le « premier président libertarien de l'Histoire ».

La restriction de l'État à sa seule dimension régalienne (police, armée, justice) est l'une des thèses politiques du libertarianisme connue comme le « minarchisme » - l'anarcho-capitalisme étant une autre variante exigeant

quant à elle l'abolition pure et simple de l'État.

L'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis suit le même processus. Dans la continuité de son initiative tournée vers le parti libertarien américain lancée avec son intervention lors de la convention nationale du Parti libertarien le 25 mai 2024, Donald Trump offre une interview à l'humoriste et ex-présentateur de l'UFC (organisation mondiale de MMA) Joe Rogan qui gère le podcast « The Joe Rogan Experience ».

Lancé en 2009, le podcast décolle à partir du milieu des années 2010 avec près de 11 millions d'auditeurs et intègre le géant du streaming Spotify en mai 2020, l'amenant à devenir le podcast le plus écouté sur la plateforme en 2021.



Alors qu'il avait appelé à voter pour le candidat de la gauche du parti démocrate Bernie Sanders début 2020, Joe Rogan bascule avec le pandémie de Covid-19, période à laquelle il s'affirme libertarien et « anti-woke ».

Dans son passage sur ce podcast, Donald Trump y affirme :

« Et aussi, j'ai réduit les réglementations plus que n'importe qui d'autre.

Et si je demandais à de nombreux hommes d'affaires, vous savez, des grandes entreprises, vous savez, les gars qui dirigent les grandes entreprises, je leur disais :

« Si vous aviez le choix, vous l'avez maintenant depuis longtemps.

Qu'est-ce qui est le plus important pour vous ?

Les réductions d'impôts, vous payez moins d'impôts, ou les réductions de réglementations ?»

Chacun d'entre eux a répondu que les réductions de la réglementation étaient plus importantes. »

Cela fait écho à la trajectoire du patron de Tesla, Elon Musk. En mai 2020, il a été un farouche opposant à la fermeture de ses usines californiennes, menaçant de délocaliser son activité. Il ira même jusqu'à rouvrir une des usines contre les restrictions sanitaires, publiant alors sur Twitter : « Libérez l'Amérique, maintenant ! ».

En fait, au-delà d'Elon Musk, on a vu l'ensemble des patrons des monopoles de la tech américaine, mais pas uniquement, venir soutenir la candidature et l'élection de Donald Trump. On parle de Mark Zuckerberg, patron de Meta, mais aussi de Peter Thiel, co-fondateur de PayPal et de Palantir, entreprise spécialisée dans l'hébergement des mégadonnées, Vivek Ramaswamy à la tête du fonds d'actif « Strive Asset Management » lancé en 2022 pour contourner les règles dites de « gouvernance sociale et environnementale », et soutien financier au Bitcoin.

On a aussi Jeff Yass, un financier membre du Parti libertarien soutien du réseau social de Donald Trump « Truth Social » et actionnaire de la société mère de TikTok aux États-Unis ByteDance. Il est l'un des plus gros donateurs de la campagne en faveur de Donald Trump.

Il y a évidemment Jeff Bezos, patron d'Amazon, dont la branche d'activité la plus profitable est celle tournée vers l'hébergement des mégadonnées. Il y a Timothy Mellon, à la tête de fonds d'actifs *Mellon Ventures*, qui a été nommé aux côtés d'Elon Musk à la tête du « Département de l'efficacité gouvernementale ».

Le patron d'OpenAI (chat-GPT) Sam Altman a fait un don important pour la cérémonie d'investiture présidentielle de Donald Trump et le patron de « Coinbase » tournée vers les cryptomonnaies, Brian Armstrong, a assisté à des nombreuses réunions avant l'investiture.

S'il fallait ne retenir qu'un chiffre c'est celui de 170 millions de dollars, soit le montant reçu par le fonds d'investiture à la présidence de Donald Trump, contre 62 millions par Joe Biden en 2021, et plus que le record de 107 millions de dollars lors de la première investiture Trump en 2017.

C'est clairement la formation d'une oligarchie financière à la tête des États-Unis dans le but de contrer la tendance historique au Socialisme issue de la pandémie de Covid-19 sur une base libertarienne, tout en assumant d'aller à l'affrontement avec la superpuissance chinoise.

Pour cela, le libertarianisme peut puiser dans une tradition littéraire, notamment celle d'Ayn Rand, grande théoricienne du libertarianisme opposé au collectivisme.

Ayn Rand comme source d'inspiration

Alissa Zinovievna Rosenbaum est une intellectuelle juive russe et athée née à Saint-Pétersbourg en 1905 et morte en 1982 à New-York. L'essor de la révolution socialiste a été pour elle un point de traumatisme, avec une errance vers la ville côtière de Crimée Eupatoria à la fin de l'année 1917.

En 1922, alors âgée de 17 ans, elle retourne avec sa famille à Petrograd, elle entre deux ans plus tard à l'Institut d'État des Arts cinématographiques où elle se passionne pour le cinéma américain. Résolument anticommuniste, elle parvient à s'exiler aux États-Unis dès 1925, avant d'être naturalisée américaine en 1931 et de prendre le nom d' « Ayn Rand ».



C'est dans le contexte des années 1930 marqué par les effets du Krach financier de 1929, mais aussi par l'attrait du communisme dans certaines couches intellectuelles, et la présidence de Franklin D. Roosevelt qui opte pour une politique d'État interventionniste, qu'elle développe sa philosophie « objectiviste ».

Cette philosophie vise à légitimer le capitalisme en l'expurgeant de ses aspects « conservateurs » portés par la Droite traditionaliste en proposant une théorie semi-matérialiste. L'idée c'est que le moteur des choses réside dans la poursuite de l'intérêt personnel qui, grâce à la raison, peut faire face aux contraintes du monde extérieur.

C'est ce qu'elle nomme l'« égoïsme rationnel » qui mythifie le libre-arbitre individuel, celui-ci devant aller à l'encontre des déterminismes sociaux et historiques, dans la veine de la volonté de puissance de Nietzsche ou l'élan vital d'Henri Bergson.

Pour que cet « égoïsme rationnel » s'épanouisse, il doit se réaliser dans le cadre d'un marché capitaliste sans règles, car mettant en avant la morale du « laissez-faire ».

À l'origine, Ayn Rand soutient Franklin D. Roosevelt, notamment parce qu'il s'était prononcé en faveur de l'arrêt de la prohibition, avant que celui-ci n'engage un interventionnisme de l'État, comme par-exemple avec le « Social Security Act » décrété en 1935.

Il faut citer ici l'interview de Staline par l'écrivain de la gauche démocrate H.G. Well pour bien saisir l'ambiance de l'époque. L'interview tourne entièrement autour des rapports entre le Socialisme de l'URSS et la politique américaine du « New Deal » de Franklin D. Roosevelt.

Le « New Deal » a été considéré, à tort, par les éléments de gauche de l'époque, comme une avancée vers le Socialisme, ce que critique forcément le grand Staline.

« **Wells.** - Je suis d'accord avec vous sur de nombreux points.

Mais je voudrais souligner que si le pays, dans son ensemble, accepte le principe de l'économie planifiée, si le gouvernement, peu à peu, pas à pas, commence à appliquer de façon conséquente ce principe, l'oligarchie financière sera en fin de compte abolie, et le socialisme, tel qu'on le conçoit dans le monde anglo-saxon, s'instituera.

Les mots d'ordre de Roosevelt relatifs à l'« ordre nouveau » ont un effet prodigieux et, à mon avis, sont des mots d'ordre socialistes. Il me semble qu'au lieu de souligner l'antagonisme entre les deux mondes, il faudrait, dans la situation actuelle, chercher à établir une communauté de langage entre toutes les forces constructrices.

Staline. - Quand je parle de l'impossibilité de réaliser les principes de l'économie planifiée en conservant la base économique du capitalisme, je ne veux, ce faisant, diminuer en aucune mesure les éminentes qualités personnelles de Roosevelt, son initiative, son courage, sa résolution.

Sans aucun doute, de tous les capitaines du monde capitaliste moderne Roosevelt est la plus forte figure.

C'est pourquoi je voudrais souligner encore une fois que ma conviction de l'impossibilité d'une économie planifiée, dans les conditions du capitalisme, ne signifie pas du tout que je doute des capacités personnelles, du talent et du courage du président Roosevelt.

Mais le capitaine le plus talentueux, si la situation ne lui est pas favorable, ne pourra atteindre le but dont vous parlez.

En théorie, évidemment, il n'est pas exclu que l'on puisse, dans les conditions du capitalisme, peu à peu, pas à pas, marcher au but que vous appelez le socialisme dans l'acception anglo-saxonne de ce mot. Mais que signifiera ce « socialisme » ?

Dans le meilleur des cas, un certain refrènement pour les représentants les plus effrénés du profit capitaliste, un certain renforcement du principe régulateur dans l'économie nationale. Tout cela est bien.

Mais, dès que Roosevelt ou quelque autre capitaine du monde bourgeois moderne voudra entreprendre quelque chose de sérieux contre les fondements du capitalisme, il essuiera inévitablement un échec complet.

Car les banques ne sont pas à Roosevelt, car l'industrie n'est pas à lui, car les grandes entreprises, les grandes exploitations agricoles ne sont pas à lui. Car tout cela est propriété privée. Et aussi les chemins de fer, et la marine marchande, tout cela est entre les mains des propriétaires privés.

Enfin, l'armée du travail qualifié, les ingénieurs, les techniciens, eux aussi, ne dépendent pas de Roosevelt, mais d'intérêts privés ; ils travaillent pour eux. Il ne faut pas oublier les fonctions de l'État du pays, de l'organisation de la défense dans le monde bourgeois.

C'est l'institution de l'organisation de la défense de l'« ordre », un appareil pour la perception des impôts. Quant à l'économie proprement dite, elle concerne peu l'État capitaliste, elle n'est pas entre ses mains. Au contraire, c'est l'État qui se trouve entre les mains de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi je crains que Roosevelt, malgré toute son énergie et ses capacités, n'arrive pas au but dont vous parlez, si tant est qu'il vise à ce but. Peut-être d'ici quelques générations pourrait-on quelque peu se rapprocher de ce but, mais cela aussi je le considère, pour ma part, comme peu probable. »

Ayn Rand s'oppose alors fermement à l'interventionnisme du président Roosevelt (1933-1945) dans les domaines économiques et sociaux pour pallier aux effets du krach financier 1929, s'étant alors transformé en dépression économique. C'est pour elle déjà un pas en avant vers le collectivisme.

C'est à cette époque, en 1936, qu'elle publie l'un de ses premiers romans titré *Nous, les vivants* qui critique la mise en place du régime soviétique qu'elle a rejeté. Puis, en 1943, elle publie son second roman qui sera bien plus lu et dont le titre *La source vive* fait référence à l'une de ses propres maximes : « *L'ego de l'Homme est la source vive du progrès humain* ».

Le roman raconte l'opposition entre un architecte véreux prêts à tous les compromis et un autre, individualiste, sûr de lui et de son égo, en lutte contre les pressions du monde, le tout dans le New-York des années 1930.

C'est en 1957 qu'elle publie l'une de ses principales œuvres qui est devenue un *best-seller* aux États-Unis : *La Grève (Atlas Shrugged)*.

On y trouve un scénario totalement anarcho-capitaliste avec la révolte des patrons de grandes entreprises et des « grands esprits » contre un gouvernement de plus en plus interventionniste dans un contexte de dépression économique alors même que la technologie progresse à grands pas. L'idée est que les « génies créateurs » seraient bridés par la bureaucratie collectiviste.

Ainsi, lassés des pressions étatiques, les magnats disparaissent du pays : en réalité, nombre d'entre eux se sont réfugiés dans une montagne du Colorado, à Galt Guch, à partir de laquelle ils ont construit une communauté qui cherche à provoquer l'effondrement de la « société bureaucratique ».

Le dirigeant de la révolte est un personnage obscur et mystérieux, John Galt, ancien ingénieur d'une usine de moteurs automobiles dans laquelle il a inventé un nouveau moteur alimenté par électricité statique. Il s'enfuit de l'usine lorsque le propriétaire meurt et que les nouveaux dirigeants décident d'appliquer une morale collectiviste inspirée du principe communiste « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

L'esprit de cette révolte correspond totalement à la perspective avancée par Donald Trump lors de son intervention à la convention nationale du parti Libertarien le 25 mai 2024 :

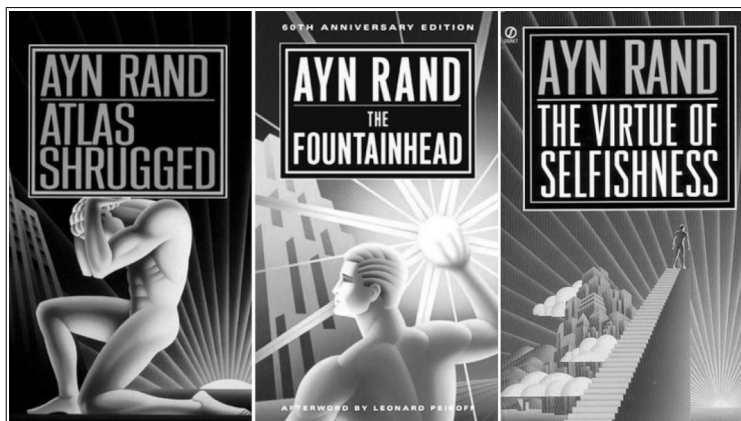
« Ce à quoi vous assistez sous Biden est une fusion toxique de la gauche marxiste.

L'État profond, le complexe militaro-industriel, les services de sécurité et de surveillance du gouvernement et leurs partenaires fusionnent tous ensemble dans une perversion hideuse du système américain et c'est exactement ce que c'est.

Le fait est que Joe Biden est une menace pour la démocratie.

Ma mission est de libérer notre nation de ces fraudeurs fascistes et de sauver notre démocratie, de restaurer notre république et d'expulser le corrompu Joe Biden de la Maison Blanche afin que l'Amérique puisse redevenir une nation libre. C'est le pire de l'histoire. »

Donald Trump a fait du livre *La Source Vive* son roman préféré, s'identifiant même à son héros. De la même manière que Paul Davis Ryan, président républicain de la chambre des représentants entre 2015 et 2019, a déclaré s'être lancé en politique après la lecture des œuvres d'Ayn Rand.



De manière générale, l'œuvre d'Ayn Rand forme un corpus organique pour l'esprit

américain et son « way of life », avec des livres vendus par millions, à tel point que selon une étude de 1991 de la Bibliothèque du Congrès Américain, le livre est considéré comme ayant le plus influencé le lectorat américain, après la Bible.

Au regard du triomphe de cette pensée, on constate que la dynamique des années 1930 se retrouve dans celles des années 2020 : les deux époques sont marquées par l'accélération brutale de la crise générale du capitalisme. Mais pourquoi est-ce dans la seconde crise générale que la théorie libertarienne d'Ayn Rand trouve un écho si important dans l'oligarchie financière ?

Premièrement, il fallait un développement massif de la société de consommation dans le cadre du capitalisme développé. C'est la base pour l'expression d'un individualisme affirmé dans la consommation. Cependant, ce n'est pas suffisant, car il fallait aussi l'élévation des forces productives, avec l'industrie informatique, pour que puisse être envisageable concrètement la limitation massive, voir l'abolition de l'État, dans le cadre du marché capitaliste.

L'intervention des États capitalistes dans le cadre de la pandémie de Covid-19 couplée à l'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes a suffi de fournir les derniers éléments pour la diffusion hégémonique de cette idéologie. Dans le même temps, il fallait que les nouvelles technologies informatiques prennent une place hégémonique dans la vie quotidienne, ce qui s'est réalisé avec le confinement et sa vague d'inscription sur les diverses plateformes d'internet.

La place prise par l'idéologie libertarienne est un caractéristique du dispositif contre-révolutionnaire porté par des monopoles : il s'agit de contre-carrer la tendance au socialisme, à l'unification de l'Humanité, en allant puiser justement dans une des idéologies les plus radicalement anti-communiste tout en affirmant l'aspect positif de l'« égoïsme rationnel » comme reflet d'égo enfermés dans le tourbillon des algorithmes consommateurs.

Le libertarianisme comme prolongement du futurisme et l'exemple de Fiume

Lorsqu'Ayn Rand arrive à New-York, elle est profondément marquée par le développement massif de l'urbanité. C'est l'époque triomphante des gratte-ciels.

Le début du XXe siècle est en effet marqué, notamment aux États-Unis et en Europe de l'ouest, par l'essor sans précédent des grandes villes sur les campagnes. Cela va être un thème central du développement du capitalisme à son stade impérialiste, donnant lieu à des tas de réflexions sociologiques et artistiques à travers les couches intellectuelles de la bourgeoisie (École de Chicago).

On pensera ici notamment au courant futuriste qui va esthétiser ce triomphe de l'urbanité couplé à la vitesse sur la lenteur des villages. Cela est vu comme le triomphe de la volonté individuelle sur la Nature, du capital-entrepreneur sur le monde, du capitalisme ayant des prétentions de développement infini.

Voici les propos du *Manifeste du futurisme* publié en 1909 par Filippo Tommaso Marinetti et qui sera une source d'inspiration majeure pour le fascisme des années 1920.

Voici les 11 points du *Manifeste du futurisme* :

« 1. Nous voulons chanter l'amour du danger, l'habitude de l'énergie et de la témérité.

2. Les éléments essentiels de notre poésie seront le courage, l'audace et la révolte.

3. La littérature ayant jusqu'ici magnifié l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing.

4. Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle: la beauté de la vitesse.

Une automobile de course avec son coffre orné de gros tuyaux, tels des serpents à l'haleine explosive... une automobile rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la Victoire de Samothrace.

5. Nous voulons chanter l'homme qui tient le volant, dont la tige idéale traverse la terre, lancée elle-même sur le circuit de son orbite.

6. Il faut que le poète se dépense avec chaleur, éclat et prodigalité, pour augmenter la ferveur enthousiaste des éléments primordiaux.

7. Il n'y a plus de beauté que dans la lutte.

Pas de chef-d'œuvre sans un caractère agressif. La poésie doit être un assaut violent contre les forces inconnues, pour les sommer de se coucher devant l'homme.

8. Nous sommes sur le promontoire extrême des siècles!

....A quoi bon regarder derrière nous, du moment qu'il nous faut défoncer les vantaux mystérieux de l'impossible?

Le Temps et l'Espace sont morts hier. Nous vivons déjà dans l'absolu, puisque nous avons déjà créé l'éternelle vitesse omniprésente.

9. Nous voulons glorifier la guerre, – seule hygiène du monde, – le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles Idées qui tuent et le mépris de la femme.

10. Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les lâchetés opportunistes et utilitaires.

11. Nous chanterons les grandes foules agitées par le travail, le plaisir ou la révolte; les ressacs multicolores et polyphoniques des révolutions dans les capitales modernes; la vibration nocturne des arsenaux et des chantiers sous leurs violentes lunes électriques; les gares gloutonnes avaleuses de serpents qui fument; les usines suspendues aux nuages par les ficelles de leurs fumées; les ponts aux bords de gymnastes lancés sur la coutellerie diabolique des fleuves ensoleillés; les paquebots aventureux flairant l'horizon ; les locomotives au grand poitrail qui piaffent sur les rails, tels d'énormes chevaux d'acier bridés de longs tuyaux et le vol glissant des avions, dont l'hélice a des claquements de drapeaux et des applaudissements de foule enthousiaste. »

Dans l'Italie d'après la Première guerre mondiale, l'utopie futuriste trouvera un laboratoire dans la ville portuaire de Fiume (Rijeka en croate) sur la côte nord adriatique. Entre 1919 et 1920, le poète et héros national italien Gabriele d'Annunzio (1863-1938) lance une expédition sur la ville pour réaliser la pensée nationaliste irrédentiste, c'est-à-dire la revendication par l'Italie de cette zone auparavant possédée par l'Empire austro-hongrois.

Très vite, après de nombreux imbroglio typique de l'après-guerre, la ville fait sécession du gouvernement italien et se transforme en zone autonome caractérisée par des comportements délirants fondés sur l'individualisme le plus débridé (saccage urbain, drogues, décadence sexuelle...), notamment par les soldats issus des unités spéciales, les *arditi*. Cette expérience est constitutive de la matrice culturelle du « Me ne frego » (« je m'en fous ») des fascistes italiens dans une optique d'anarchiste de droite.

Et il faut d'ailleurs se souvenir les mots justes de Lénine contre cette expérience décadente, qui résonne fortement en notre époque tant l'esprit libertarien « à la Fiume » s'est généralisée dans la société capitaliste développée :

« La Révolution exige la concentration, le renforcement des énergies. Des individus autant que des masses. Elle n'admet pas des excès, qui sont l'état normal des héros décadents à la d'Annunzio. L'excès des plaisirs sexuels est un défaut bourgeois, c'est un symptôme de décomposition.

Le prolétariat est une classe qui monte. Elle n'a pas besoin de stupéfiant ni de stimulant. Pas plus au moyen de l'excès des plaisirs sexuels qu'au moyen de l'alcool. Elle ne doit pas et ne veut pas s'oublier elle-même, oublier l'horreur et la barbarie du capitalisme. Les motifs d'action, elle les tire de ses propres conditions d'existence et de son idéal communiste.

De la clarté, de la clarté, et encore de la clarté, c'est de cela qu'elle a surtout besoin !

C'est pourquoi, je le répète, pas d'affaiblissement, pas de gaspillage d'énergies ! La maîtrise de soi, la discipline intérieure, cela n'est pas de l'esclavage, même en amour ! »

L'exemple de Fiume est marquant ; c'est le même état d'esprit qu'on retrouve dans la démarche libertarienne, avec son esprit de boutiquier indépendant, comme dans une sorte de moyen-âge idéalisé, de village d'Astérix généralisé. Ce qui correspond paradoxalement, là est le piège, à l'exigence ultra-moderne du capitalisme.

Le futurisme, comme expression particulière du triomphe de l'industrie automobile et de la grande métropole, a accompagné le capitalisme dans sa réponse donnée à la première crise générale en proposant un mode de vie, celle de la voiture et du pavillon.

Avec l'IA et l'informatique généralisée au monde, le capitalisme est en train de proposer également une porte de sortie pour pallier à sa finitude : celle des communautés libertariennes émancipées des règles d'État, en fait de la civilisation.

C'est l'idéologie du darwinisme social sur fond d'imbrication du capitalisme le plus moderne avec le retour au féodalisme : ce sont les forts qui triomphent sur des faibles mises à l'écart, reflet en réalité du triomphe des monopoles de la Tech sur le reste de l'économie capitaliste au cours de la période 1989-2020.

D'où le principe du démantèlement de l'État comme organisation centrale régulatrice : pour que les monopoles ne basculent pas dans le socialisme, on procède au *diviser pour mieux régner* dans le but de garder intact la domination des monopoles.

Le sécessionnisme libertarien

Si l'on regarde bien, ces éléments du futurisme trouve à s'épanouir pleinement dans la pensée libertarienne et notamment dans celle de l'anarcho-capitalisme. On a la même tendance à chanter l'agressivité individualiste dans l'idée d'un monde dirigée par des esprits forts contre les esprits faibles car « influençables ».

L'avenir appartiendrait aux êtres forts et « insoumis », capables de conquérir leur liberté par le statut de l'actionnaire capitaliste, seule condition possible pour satisfaire l'intérêt personnel. C'est une négation complète et totale du matérialisme dialectique.

Il suffit de penser ici au drapeau des libertariens, le « Gadsden Flag » et à son mot d'ordre : un serpent à sonnettes qui surplombe la revendication « Don't tread on me », que l'on peut traduire par « ne me marche par-dessus », « laisse moi tranquille » ou plus trivialement « ne me fais pas chier ».

Avec la serpent à sonnettes ou parfois aussi le porc-épic, c'est l'idée de laisser les gens tranquille au risque sinon de les voir se défendre de manière ultra-violente.

Cela reflète de manière typique l'état d'esprit d'une partie de la population qui fut confrontée aux mesures réglementaires de l'État lors de la pandémie de Covid-19, notamment lors des manifestations contre la passe sanitaire et la vaccination obligatoire.



Historiquement, le « Gadsden flag » est le drapeau symbole de la révolte des 13 colonies nord-américaine contre la Grande-Bretagne. Par ce symbole, le libertarianisme se veut être un retour aux sources de la nation américaine, avec notamment le fait d'organiser l'individualisme sur une base communautaire – reprenant ici la trajectoire historique de la construction des États-Unis.

Ainsi s'il y a un proximité culturelle avec le futurisme, la continuité s'arrête là car il y a un saut qualitatif dans la lecture « stratégique » pour réaliser cet idéal.

L'enjeu n'est plus de construire un État fort mais au contraire d'en limiter au maximum les aspects, voire carrément de le dissoudre dans des communautés alternatives.

Au fond, les libertariens sont des sortes de francs-tireurs de droite. Cette différence « stratégique » est évidemment le reflet de l'époque de la société de consommation du capitalisme développé sur fond de triomphe de l'industrie informatique, laissant entrevoir le faux-espoir d'une société sans États, de communautés capitalistes décentralisées, s'inspirant là du roman *La Grève* d'Ayn Rand.

Cette perspective de sécession communautaire s'exprime dans le « Free State Project » lancé en 2001 par l'universitaire Jason Sorens et dont l'objectif était d'installer un maximum de libertariens dans le New Hampshire du pays pour faire sécession avec le reste des États-Unis. Le New Hampshire n'est pas un endroit choisi par hasard.

Comme État issu des 13 colonies du Nord à la base de la formation des États-Unis, l'État a comme devise « Vivre libre ou mourir ».

L'appel a été suivi par 20 000 personnes dans le New Hampshire, avec depuis 6 000 personnes qui s'y sont installées durablement. Leur poids est non négligeable puisqu'il y a 18 élus libertariens au Capitole du New Hampshire, avec notamment des projets phares comme la légalisation du cannabis médical et la libéralisation de la vente de bières. Chaque année s'y tient un « festival porc-épic ».

Il y a aussi le projet Prospera, une ville conçue comme une « Zone d'emploi et de développement économique » (ZEDE), c'est-à-dire qu'elle s'inspire du modèle de la zone économique spéciale chinoise.

Située sur une petite île au large du Honduras, elle est surnommée le « Hong-Kong des Caraïbes » et est gérée par le fonds d'investissement « Honduras Próspera Inc. » dont Peter Thiel, le fondateur de PayPal et militant libertarien, est l'un des principaux financeurs.



Tous les services sociaux sont proposés par des entreprises privées, la « résidence électronique » y est légale et le Bitcoin y a cours légal.

Les plans de Donald Trump pour Gaza (la « riviera ») et l'Ukraine

Le sécessionnisme libertarien est considéré par Donald Trump comme une grande source d'inspiration. La victoire militaire israélienne sur le Hamas se révèle un coup d'épée dans l'eau, dans la mesure où la menace que représente Gaza n'a pas changé de nature, et ce d'autant plus que très largement détruite, la population est en colère. L'absence de solution démocratique et populaire conduit au désastre, de part et d'autre.

Le plan de Donald Trump pour Gaza se tourne alors vers le sécessionnisme libertarien. Il s'agit de « faire de Gaza la côte d'Azur du Moyen-Orient », avec des hôtels de luxe, de ports de plaisance et un train pour relier la ville israélienne de Sdérot au port d'El-Arich dans le Sinaï égyptien.

C'est qu'Israël et l'Égypte seraient les gérants de cette zone franche (il est parlé de « zone de libre-échange »). Le tout serait supervisé par la superpuissance impérialiste américaine, qui se chargerait de déplacer – en clair, déporter – le maximum de Palestiniens, vers l'Égypte et la Jordanie, en six zones différentes.

Ce plan de nettoyage ethnique pour s'approprier des territoires n'est pas sans rappeler le plan pour le Groenland, que Donald Trump parle directement de conquérir.

Mais il a tenu une approche sur l'Ukraine très similaire justement : l'Ukraine doit remettre 500 milliards de dollars de terres rares aux États-Unis, a-t-il dit.

On l'aura compris : ces zones où il y a des terres rares deviendraient des sortes de zone franche. Donald Trump peut même tout à fait s'imaginer que cela passe par un accord avec la Russie. Son plan de paix entre la Russie et l'Ukraine se fait littéralement au moyen de l'esprit sécessionniste libertarien.

Il y a des précédents, comme Hong Kong qui a encore un statut spécial en Chine, après avoir été sous domination britannique. Shanghai était déjà ainsi avant la victoire de la révolution chinoise en 1949, ce qu'André Malraux décrit dans son roman *La condition humaine*.

Et Donald Trump proposera la même chose pour le Groenland également. Il dira : faisons un compromis, que l'on en fasse une zone franche. Puis avec sa puissance, la superpuissance impérialiste américaine se tape ensuite la part du lion.

L'utopie anarcho-capitaliste des « seasteading »

L'optique libertarienne peut vouloir la réduction de l'État à sa seule fonction d'encadrement du marché et ses fonctions régaliennes, en lui ôtant par contre toutes prérogatives en termes de services rendus à la population. C'est le « minarchisme ».

Mais il y a aussi l'optique anarcho-capitaliste qui vise à abolir totalement l'État en fondant des communautés autonomes auto-gérées par des ultra-riches et mises en concurrence les unes avec les autres.

On peut s'arrêter sur l'une des idées les plus illustratives de cette idée anarcho-capitaliste avec le projet du « Seasteading Institute ».



Né en 1971, Patri Friedman, ancien ingénieur chez Google et petit-fils de l'économiste ultra-libéral Milton Friedman, est à l'origine de ce projet avec Wayne Gramlich. Les deux personnages ont découvert que les zones économiques exclusives des États s'étendent jusqu'à 370 km au large. Au-delà, l'espace maritime n'est pas soumis aux réglementations étatiques et peut donc voir se développer le laissez-faire capitaliste.

Ce concept a donné lieu à la fondation d'un institut du même nom en 2008. Il a été mis sur le devant de la scène lorsque Peter Thiel, co-fondateur de PayPal et fondateur de Palantir tourné vers l'hébergement des mégadonnées, a fait don de 500 000 dollars pour les projets de l'institut.

Dans un article essai intitulé « The Education of a Libertarian » et publié en 2009, Peter Thiel revient sur les possibilités technologiques pour réaliser l'utopie anarcho-capitaliste :

« La question cruciale est alors celle des moyens, de la manière de s'en sortir, non pas par la politique, mais par la politique.

Comme il n'existe plus d'endroits véritablement libres dans notre monde, je pense que le moyen de s'en sortir doit impliquer une sorte de processus nouveau et jusqu'ici inexploré qui nous mène vers un pays inconnu ; c'est pour cette raison que j'ai concentré mes efforts sur les nouvelles technologies qui peuvent créer un nouvel espace de liberté. Permettez-moi d'évoquer brièvement trois de ces frontières technologiques.

(1) **Le cyberspace.** En tant qu'entrepreneur et investisseur, j'ai concentré mes efforts sur Internet. À la fin des années 1990, la vision fondatrice de PayPal était centrée sur la création d'une nouvelle monnaie mondiale, libre de tout contrôle et de toute dilution étatique – la fin de la souveraineté monétaire, en quelque sorte.

Dans les années 2000, des entreprises comme Facebook ont créé l'espace pour de nouveaux modes de contestation et de nouvelles façons de former des communautés qui ne sont pas limitées par des États-nations historiques. En lançant une nouvelle entreprise sur Internet, un entrepreneur peut créer un nouveau monde. L'espoir derrière Internet est que ces nouveaux mondes auront un impact et forceront le changement sur l'ordre social et politique existant.

La limite d'Internet est que ces nouveaux mondes sont virtuels et que toute échappatoire peut être plus imaginaire que réelle. La question ouverte, qui ne sera pas résolue avant de nombreuses années, se concentre sur laquelle de ces versions d'Internet se révèle vraie.

(2) **L'espace extra-atmosphérique.** Parce que les vastes étendues de l'espace extra-atmosphérique représentent une frontière sans limites, elles représentent aussi une possibilité illimitée d'échapper à la politique mondiale. Mais la dernière frontière comporte toujours une barrière à l'entrée : les technologies des fusées n'ont connu que des progrès modestes depuis les années 1960, de sorte que l'espace extra-atmosphérique reste encore presque impossible à atteindre.

Nous devons redoubler d'efforts pour commercialiser l'espace, mais nous devons aussi être réalistes quant aux horizons temporels impliqués. L'avenir libertaire de la science-fiction classique, à la Heinlein [*Robert Anson Heinlein, écrivain de science-fiction 1907-1988*], ne se produira pas avant la seconde moitié du 21^e siècle.

(3) **La colonisation des océans.** Entre le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique se trouve la possibilité de coloniser les océans.

À mon avis, la question de savoir si des gens y vivront (réponse : suffisamment de gens y vivront) est secondaire par rapport à la question de savoir si la technologie de colonisation des océans est imminente.

De mon point de vue, la technologie en question est plus expérimentale que l'Internet, mais beaucoup plus réaliste que les voyages dans l'espace.

Nous avons peut-être atteint le stade où elle est économiquement réalisable, ou où elle le sera bientôt. C'est un risque réaliste, et c'est pour cette raison que je soutiens avec enthousiasme cette initiative.

L'avenir de la technologie n'est pas prédéterminé, et nous devons résister à la tentation de l'utopisme technologique – l'idée selon laquelle la technologie a une dynamique ou une volonté propre, qu'elle garantira un avenir plus libre, et donc que nous pouvons ignorer la terrible courbe politique de notre monde.

Une meilleure métaphore serait de dire que nous sommes engagés dans une course mortelle entre la politique et la technologie. L'avenir sera bien meilleur ou bien pire, mais la question de l'avenir reste très ouverte.

Nous ne savons pas exactement à quel point cette course est serrée, mais je soupçonne qu'elle pourrait l'être, même à la limite.

Contrairement au monde de la politique, dans le monde de la technologie, les choix des individus peuvent encore être primordiaux. Le sort de notre monde peut dépendre des efforts d'une seule personne qui construit ou propage le mécanisme de liberté qui rend le monde sûr pour le capitalisme.

C'est pour cette raison que nous devons tous souhaiter à Patri Friedman le meilleur dans son expérience extraordinaire. »

L'Institut a tissé des partenariats pour réaliser ces villes anarcho-capitalistes. Il y a notamment eu le projet « Floating Island Project » lancé en septembre 2016 dans la Polynésie française.

L'idée était de construire un prototype de Seastead dans un lagon, avec un protocole d'accord signé en 2017 entre le ministre du logement de la Polynésie française de l'époque et l'Institut dans le but de fonder la première « zone maritime semi-autonome » accompagnée alors par une société à but lucratif « Blue Frontiers ». Malgré des levées de fonds, le projet n'a pas abouti, notamment du fait de l'irruption de la pandémie de Covid-19 en 2020.



On voit bien dans ces projets que le capitalisme cherche à profiter du bond qualitatif technologique en espérant créer des zones décentralisées favorables aux investissements. C'est la raison pour laquelle il est régulièrement pris exemple sur des zones tels que Singapour, Hong-Kong ou bien encore les fameuses zones économiques exclusives en Chine développées par le révisionniste Deng Xiaoping.

On a là l'expression de la décadence des monopoles capitalistes qui tentent de se maintenir en vie coûte que coûte en s'affranchissant entièrement de leur cadre initial national. Les monopoles sont parvenus à un tel point de concentration et de connexion universelle de l'humanité qu'ils doivent carrément procéder à la séparation d'avec la société en fondant des zones alternatives.

Le capitalisme de monopole tend à la « réaction sur toute la ligne » (Lénine). Dans le cadre de la seconde crise générale, les monopoles de la Tech et leur idéologie libertarienne vise le retour aux seigneureries locales. Au-delà des utopies véritables dystopies anti-populaires et anti-démocratiques, il y a plus concrètement le développement continu des « zones franches » ou « zones économiques exclusives » dans le monde.

**Un article de Wayne Gramlich,
co-fondateur de l'Institut Seasteading qui présente le projet publié en 2008**

Mon modèle pour une communauté de Seastead est qu'elle grandira et évoluera selon le même modèle que Venise, en Italie. Venise a commencé avec 118 petites îles peu profondes au large des côtes italiennes. Au début, le passage entre les îles se faisait par de petits bateaux.

Au fil du temps, ces îles sont devenues entièrement peuplées et interconnectées par des ponts. Je m'attends à ce qu'une communauté de Seastead suive un chemin évolutif similaire.

Bien qu'il serait merveilleux d'avoir une ville de seasteads entièrement interconnectée dès le départ, les principes économiques de base dictent qu'une communauté de seasteads initiale commencera comme une collection hétérogène de seasteads individuels.

Ces seasteads iront des voiliers, des anciens cargos convertis, des yachts de haute mer et des seasteads construits à cet effet. Les seasteads construits à cet effet iront de petits à moyens et éventuellement à assez grands.

Les petits seasteads seront courts et trapus et relativement bas par rapport à la surface de l'océan. Les seasteads plus chers et plus confortables s'étendront vers le haut de la surface de la mer pour réduire l'interaction avec les grosses vagues.

À terme, de grandes surfaces surélevées du type Mini-Float, Float, Inc. ou VersaBuoy seront disponibles. Les plus grandes structures seront soit boulonnées ensemble, soit interconnectées par des ponts.

Contrairement à Venise, il n'y a pas de nécessité particulière de s'accaparer des terres. Au fur et à mesure que les gens se présentent avec leurs seasteads, ils peuvent être intégrés à la communauté globale des seasteads. En effet, il n'y a aucune raison de ne pas réorganiser les seasteads régulièrement.

Par exemple, il est possible d'imaginer qu'une communauté de seasteads soit réorganisée chaque jour pour optimiser un type de comportement différent. Le jour de la course, la communauté devient longue et étroite avec une voie au milieu pour regarder les courses de bateaux à moteur et à voile.

Le jour du marché, les vendeurs qui vendent des produits seraient rassemblés dans un lieu central pour faciliter l'achat des produits par les acheteurs. Cela pourrait être similaire au marché sur l'eau de Damneon Saduak (à 130 km de Bangkok) en Thaïlande.

Je ne vais pas m'étendre sur ce point, la géographie dynamique est un véritable argument de vente pour les communautés de seasteads, et nous devrions l'expérimenter pour voir ce que les communautés proposent.

Voyages inter-Seastead

La raison d'être d'une communauté de seasteads est de permettre aux gens d'interagir les uns avec les autres pour travailler ou s'amuser.

Je m'attends à ce que les déplacements entre les seasteads soient dominés par de petits bateaux au début et évoluent finalement vers des ponts et peut-être même vers des liaisons par boulons lorsque les problèmes technologiques (et sociologiques) seront résolus.

Quelle que soit la technologie utilisée pour se déplacer entre les seasteads, tous les seasteads qui ne sont pas physiquement connectés les uns aux autres auront besoin d'une technologie pour aider à maintenir leur position les uns par rapport aux autres.

Presque tous les seasteads nécessiteront une sorte de technologie de détermination de la position (par exemple, GPS, sonar, triangulation laser, etc.)

en conjonction avec une technologie de maintien de la position (par exemple, des propulseurs hydrauliques).

Ce qui importe, c'est que les seasteads individuels conservent leur position relative les uns par rapport aux autres. L'ensemble de la communauté de seasteads peut avoir une dérive nette en raison des courants d'eau et/ou de la direction du vent. Si tous les seasteads dérivent dans la même direction et à la même vitesse, cela est parfaitement acceptable pour la communauté dans son ensemble.

J'envisage que le système de contrôle de position initial de chaque seastead sera constitué d'un récepteur GPS connecté à un petit ordinateur avec une capacité sans fil 802.11n. De plus, l'ordinateur sera connecté à un système de propulseur hydraulique relativement peu puissant. Un système basé sur des moteurs de pêche à la traîne en eau salée modifiés est probablement réalisable.

Nous allons devoir élaborer des algorithmes et des protocoles qui permettent aux différents systèmes de positionnement Seastead de communiquer entre eux. Ces algorithmes et protocoles garderont une trace de la position moyenne de la communauté GPS, de la direction et de la vitesse de dérive moyenne actuelle de la communauté.

Une fois la dérive moyenne de la communauté connue, chaque système de positionnement individuel peut essayer de maintenir une position par rapport au centre de la communauté.

Étant donné que les récepteurs GPS ont généralement des sauts de position soudains lorsqu'ils changent de satellite, je suis sûr qu'il faudra beaucoup d'essais et d'erreurs pour obtenir des algorithmes qui fonctionnent bien sans entraîner une consommation d'énergie excessive sur les systèmes de positionnement.

Un système de contrôle de position relative basé exclusivement sur les signaux GPS sera probablement capable de maintenir une position relative précise à quelques dizaines de mètres près. C'est probablement « suffisant » pour les visites inter-mers en bateau que j'envisage au début.

Veillez noter que les personnes qui vivent dans les banlieues (et les zones rurales) sont déjà assez à l'aise avec le concept de sauter dans une voiture chaque fois qu'une course doit être effectuée (par exemple, emmener les enfants à l'école/au football, faire des courses, rendre visite à des amis, aller au travail, etc.) Ainsi, la communauté initiale de Seastead aura une partie de la sensation de vivre en banlieue, sauf que les gens utiliseront des bateaux au lieu de voitures.

Comme je m'attends à ce que les premiers Seasteads soient remplis de gens intelligents et innovants, je m'attends à ce qu'il y ait beaucoup de bricolage pour améliorer les voyages entre les Seasteads. Je vais mentionner quelques-unes de ces possibilités ci-dessous :

- Pour les marchandises solides uniquement, une bonne vieille catapulte pourrait être utilisée pour simplement lancer les marchandises d'un port à l'autre. Bien sûr, si la catapulte rate sa cible, le remplacement des marchandises égarées pourrait coûter cher.
- Une corde pourrait être tendue entre deux seasteads et les gens pourraient tirer sur la corde, s'accrocher à la corde et glisser jusqu'à l'espace

intermédiaire. Cela plaira probablement aux types les plus aventureux. Lorsque la corde n'est pas utilisée, elle pourrait simplement flotter à la surface de l'eau pour éviter de tirer les seasteads ensemble.

- Les ponts pourraient en fait être rapprochés suffisamment pour que les gens puissent simplement sauter par-dessus. De vieux pneus pourraient être utilisés pour éviter les dommages si les ponts se heurtaient. Une simple planche peut être déposée sur le pont pour empêcher les personnes et les marchandises de tomber à travers le pont.

- Il est possible de développer un bateau spécialisé qui pourra être utilisé pour transporter des personnes (et des produits d'épicerie) entre les quais. Patri et moi appelons ce ferry un élévateur sous-marin car il se déplace entre les quais (mouvement horizontal) et il peut ajuster sa hauteur (mouvement vertical). Il reste à voir si les élévateurs sous-marins seront compétitifs par rapport aux bateaux.

Les gens vont vouloir vivre une expérience similaire à celle de Venise, où ils pourront simplement se promener. Dans le cas de Venise, les îles n'avaient pas tendance à se déplacer, il suffisait donc de construire un pont suffisamment grand pour enjamber la baie. Pour les seasteads, des travaux d'ingénierie supplémentaires sont nécessaires pour gérer la tendance d'un seastead à se déplacer.

Malheureusement, il n'est pas facile de construire des ponts pour relier des quais dont la position n'est précise qu'à quelques dizaines de mètres. Pour une interconnexion par pont, la précision de positionnement relative devra probablement être de l'ordre de quelques mètres, voire de moins d'un mètre selon la conception du pont.

Je doute sérieusement que le GPS classique soit à la hauteur de la tâche consistant à obtenir une précision de positionnement relative aussi proche. La bonne nouvelle est que je ne suis pas sûr que cela ait vraiment d'importance. Une fois qu'un pont enjambe l'espace entre deux quais, il peut être doté de capteurs supplémentaires pour mesurer la distance et les angles. Tout le reste est une trigonométrie assez simple.

Les ponts devront être conçus avec des dispositifs de sécurité qui leur permettront de se déconnecter en toute sécurité lorsque les ponts s'éloignent trop l'un de l'autre. Il ne sera pas acceptable de simplement rejeter les piétons dans l'océan lorsque cela se produit.

Il serait bien que les ponts puissent se reconnecter automatiquement par la suite, mais il pourrait être nécessaire que des humains interviennent pour la connexion initiale.

Il existe des technologies de plateformes de type Versa-Buoy, qui permettent de rapprocher les plateformes et de les fixer solidement les unes aux autres. Avec ces plateformes, il n'y a pas lieu de s'inquiéter d'une éventuelle dérive des plateformes.

Quelle que soit la collection initiale de seasteads utilisée pour former une communauté, le Seasteading Institute devra fournir les normes permettant de maintenir la position relative et les interfaces permettant l'interconnexion via des ponts. Cela fera partie de notre suite de protocoles pour le seasteading.

Parti pirate, zadistes, EZLN, municipalisme libertaire, anticapitalisme, LGBT...

Comment la gauche de la gauche est devenue libertarienne

Il n'est pas possible de faire ici un vaste panorama, une analyse approfondie de comment la gauche de la gauche, en Europe et aux États-Unis, depuis 1990, s'est aligné sur les positions libertariennes. Ce serait trop long, trop compliqué, même si davantage long que compliqué.

Néanmoins, il est impossible de ne pas le mentionner, ne serait-ce que brièvement, alors qu'il est parlé du libertarianisme.

Auparavant, la gauche de la gauche proposait la révolution, au moins symboliquement. Il était parlé d'une société différente devant être établie après cette révolution.

Tout a changé à partir à partir de 1990, lorsque l'idée de révolution est passée à la trappe, au fur et à mesure. La chute du bloc de l'est aurait montré l'impossibilité d'un changement complet et à grande échelle, ou quelque chose du genre.

D'où l'émergence de l'altermondialisme, qui propose une « autre voie » de développement, avec la mise en avant de valeurs communautaires locales. Un ouvrage très connu est « Zone autonome temporaire » de Hakim Bey, sorti en 1991 ; parmi les autres auteurs, il faut mentionner la canadienne Naomi Klein ou l'Indienne Arundhati Roy.

La France a connu un mouvement numériquement très important avec cette approche, dont l'expression littéraire et politique

fut *L'Insurrection qui vient* publié en 1989 ; par la suite, il y a les Zone à défendre, ZAD, avec les « zadistes ».

Sur le plan international, les grands vecteurs de cette démarche de révolution sans révolution sont l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) depuis 1994, et le PKK avec Abdullah Öcalan depuis 2006. Le Rojava en Syrie est considéré comme la région emblématique dans ce dernier cas.

En Belgique, le Parti du Travail de Belgique est emblématique d'un abandon de l'affirmation révolutionnaire, tout comme en France avec le Nouveau Parti Anticapitaliste issu de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Tous ces gens ont un point commun : ils considèrent que les critères de jugement des valeurs morales et sociales, la grille d'évaluation d'une société, la valorisation ou le rejet d'une idée... tout cela dépendrait des droits individuels.

Plus l'individu peut faire ce qu'il veut, mieux c'est. Plus il a des droits, mieux c'est. Alors, là où cela se distingue des libertariens, qu'il y a l'exigence de droits sociaux. Le résultat est toutefois que cette gauche de la gauche consiste en pratique en des libertariens de droite.

Tous suivent la même ligne : on a le droit de faire ce qu'on veut, du moment qu'il n'y a pas de préjudice pour autrui. C'est la norme.

Tous apprécient l'art contemporain et les expériences bizzaroïdes de gens qui se définissent artistes : s'ils se définissent ainsi, alors il faut l'accepter. Tous se sont précipités dans la valorisation de la démarche LGBT où l'on se définit par le prisme de la sexualité personnelle, et ce jusqu'aux fétiches.

Personne n'a le droit de juger moralement quelqu'un d'autre, car on n'est pas à sa place, donc on ne peut pas parler. Cette démarche a été généralisée dans la question du racisme et a donné naissance à l'idéologie dénoncée comme « woke » par les conservateurs.

Tous prônent le rejet des « intrusions » de l'État dans la vie privée, d'où la grande fascination pour le slogan « ACAB » et le style anti « flics ». Le confinement a d'ailleurs été rejeté dans ces milieux, au nom de la « liberté ».

Il y a en ce sens une fascination pour les expériences alternatives, parallèles. Le bitcoin est ainsi étrangement apprécié, tout comme les pirates (une maison d'édition connue en France, Libertalia, joue à fond là-dessus) voire les bikers (Julien Terzics, décédé en 2024, figure historique des redskins parisiens des années 1980, est devenu musicien puis propriétaire de bar et membre d'un gang de bikers très connu et largement désigné par de nombreux États comme relevant de la criminalité).

Le Parti pirate vient de tout ces milieux de la gauche de la gauche anticapitaliste, post-capitaliste, libertaire (le terme « anarchiste » ayant été effacé car trop révolutionnaire). Focalisé sur la technologie, surtout sur internet et l'informatique, il montre tout à fait comment on a affaire à des libertariens « de gauche ».

Voici ce que dit le Parti pirate de Belgique. Cela se veut « utopique » et « à la base », mais en pratique on a une idéologie hippie de droite, une démarche clairement libertarienne même si communautaire (car les libertariens ne disent pas qu'il n'est possible de fonder des communautés, bien au contraire !).

Les Pirates sont un mouvement international de citoyen·ne·s épris·es de liberté, critiques, constructif·ve·s et émancipé·e·s qui observent un système en crise. Ils recherchent des alternatives et participent à la construction de structures parallèles, inspirées par des expériences et des preuves. Ils veulent ainsi proposer des réponses aux défis écologique, politique, économique et social d'aujourd'hui.

Les Pirates se basent sur des réalités tangibles, et non pas sur de prétendus idéaux abstraits comme l'autorégulation des marchés, le paradis socialiste ou la communauté de destin des peuples.

Leur idéal ne se situe pas dans un lointain futur ou un passé douteux. Ils participent à la construction d'un monde meilleur et leurs rêves d'avenir se projettent dans l'ici et maintenant. Les Pirates veulent incarner le changement qu'ils veulent voir dans le monde.

Les Pirates ne croient pas au grand show politique, ni aux changements de régime, ni en la politique des partis. Ils préconisent plutôt une réforme en profondeur de notre système démocratique.

Pour atteindre cet objectif, ils jugent nécessaire, entre autres, d'infiltrer l'arène politique sous la forme d'un parti politique : le Parti Pirate.

Le Parti Pirate se veut un réseau de groupes de citoyen·ne·s « grassroots » - spontané et horizontal - qui veulent changer la politique depuis la base.

C'est ce que ces groupes font en développant des idées, en les expérimentant et en établissant des soutiens locaux autour de thématiques spécifiques, telles que l'agriculture urbaine, la permaculture, la protection de l'air et de la nature, l'économie locale du partage, les monnaies complémentaires et les commons (les « communaux », ou ressources communautaires).

C'est une vision du monde consummatrice, où chacun participe comme il le veut, pas plus. Tout est formulé sous la forme d'un contrat, tout rapport est individuel et individuel seulement.

C'est McDonald's : « venez comme vous êtes ». Il faudrait respecter les egos dans toute leur mesure et surtout la démesure. Chacun est différent, donc « on ne peut pas savoir ». Même pour adhérer en France à l'Union Communiste Libertaire, on y va sans y aller, « dans les grandes lignes ».

Le Manifeste de l'Union communiste libertaire est la base commune à toute l'organisation, adoptée lors du

congrès d'unification d'AL et de la CGA, du 8 au 10 juin 2019, dans l'Allier. Les gens qui veulent rejoindre l'UCL sont invités à le lire au préalable, pour vérifier qu'ils sont en accord dans les grandes lignes.

C'est le droit à ne pas être d'accord sur tout, mais sans le droit d'être pas d'accord du tout, car il faut tolérer tout le monde et accepter n'importe quoi, et inversement.

Du moment qu'il n'y a pas de préjudice pour autrui ! Car l'individu est l'alpha et l'oméga de tout ce qui existe socialement.

On est passé du combat pour les travailleurs au combat pour les travailleurs pris individuellement ; la société post-capitaliste n'est toujours qu'une sorte de retour en arrière au moyen-âge à auparavant, avec des communautés où chaque individu est par contre très moderne, puisque réduit à lui-même, à son ego absolu, à sa consommation qui décide de son identité.

Il est impossible de ne pas voir la convergence avec le libertarianisme de la « gauche de la gauche » post-révolutionnaire, libertaire, anti-répressive, petite-bourgeoise anti-étatique.

Jamais une telle « gauche de la gauche » ne sera en mesure de faire face à la déferlante libertarianisme - Trump - Musk - Intelligence artificielle. Elle va disparaître et il était temps !

Elle n'aura été que le produit du confort vécu dans les métropoles impérialistes entre 1989 et 2020, dans le cocon propre à la partie la plus riche de l'humanité, vivant sur le dos du tiers-monde. ■

Cyril Hanouna, le profil idéal pour une candidature trumpiste à la française

L'idée d'un Cyril Hanouna comme potentiel président de la République paraît fantaisiste dit comme cela. La France a une culture politique très forte où la figure présidentielle prédomine. Et il est vrai que pour beaucoup de français, il faudrait pour le poste de président un homme d'État sérieux, aguerri et au-dessus de la mêlée. La cinquième République a évidemment renforcé cette caractéristique empruntée au régime monarchique.

Pourtant, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la France en 2007, cette image idéale du président français n'a fait que glisser toujours plus vers une figure à l'américaine marqué par la mise en scène, les actions provocantes, le coup de gueule et la prépondérance du *show-biz*.



Cela correspond en fait à la mise sur le devant de la scène politique du libertarianisme, avec des gens assumant qu'on peut bien dire ce que l'on veut, n'importe qui pouvant être n'importe quoi pour accompagner un marché débridé.

Ici, le « populisme » choisi par La France Insoumise comme style politique a renforcé ce processus, sciemment d'ailleurs. On est dans l'esbroufe, le dégauchisme, les attitudes de Matamore, etc.

C'est un phénomène international, c'est propre à l'époque de la société de consommation aboutie, dans laquelle la bourgeoisie décadente n'est historiquement plus capable de disposer d'un État aux ramifications multiples dans l'économie et le social pour asseoir sa direction idéologique et culturelle.

Des Charles de Gaulle, des François Mitterrand, des Jacques Chirac... étaient le produit de toute une société, de toute une économie, de liens sociaux à travers tout le pays. Plus personne n'est capable de cela dans la bourgeoisie, ni intellectuellement, ni culturellement, ni idéologiquement.

Donald Trump est évidemment la figure la plus poussée du phénomène.

Il est bien connu qu'il fut animateur d'une télé-réalité typique du show à l'américaine de 2004 à 2015, étant alors déjà immensément riche et produisant des émissions de A à Z afin de tout superviser.

Initialement sa campagne en 2016 n'avait pas été prise au sérieux, mais le caractère outrancier a fini par payer dans certaines couches de la population lors de sa première élection.

Lors de sa deuxième élection en novembre 2024, il est encore plus largement accompagné par les monopoles du capitalisme américain, la modification étant totale et en profondeur.

Il faut se retourner ici sur l'analyse faite dans la revue Crise n°29 de janvier 2025. Il y est parlé du grand basculement des milieux de la *tech* et des médias à un soutien ouvert et actif à la candidature Trump.

Son élection a produit un appel d'air pour des initiatives politiques du même type en Europe et dans le monde, avec notamment Elon Musk soutenant financièrement et politiquement l'AFD en Allemagne.

L'arrière-plan de tout cela est toujours et encore d'aller à l'affrontement ouvert avec la Chine, pour préserver l'hégémonie occidentale sous domination américaine.

En France, la question de savoir qui pourrait être le Donald Trump français se pose donc très sérieusement dans les cercles de la droite national-populiste, et la figure de Cyril Hanouna n'est pas si absurde dans un tel cadre.

La possibilité a d'ailleurs été clairement soulevée le 21 janvier 2025 sur l'émission sérieuse « On marche sur la tête » animée par Cyril Hanouna depuis août 2023 sur d'Europe 1.



C'est le porte-parole du « Comité Trump France » Philippe Karsenty qui, face à un Cyril Hanouna arborant des lunettes de soleil aviateur noires, a dit :

« Pour réfléchir à qui est le Donald Trump français (...), aujourd'hui la question c'est de faire un portrait robot : c'est quelqu'un qui a des moyens financiers.

On n'a pas besoin d'être milliardaire, on peut être millionnaire, on peut tout simplement ne pas avoir besoin de travailler, d'être dépendant de qui que ce soit. Quelqu'un qui est médiatique, quelqu'un qui a des idées et quelqu'un qui a envie de faire bouger les choses. Eh Bien je vais peut-être vous choquer, mais c'est vous Cyril. [Rires]

On y a pensé en 2022, des gens y ont pensé en 2022. Aujourd'hui la vraie question à se poser c'est : si ce n'est pas vous, Cyril, c'est quelqu'un qui vous ressemble (...).

Le véritable problème c'est d'avoir quelqu'un qui est proche du peuple. »

Évidemment cela pourrait être Cyril Hanouna comme quelqu'un d'autre de la même trempe, ce qui compte c'est que les intérêts des grands monopoles français comme Bolloré, Lagardère, etc., puissent passer en mode offensif.

Mais quand on regarde les choses de manière rationnelle, construire un personnage politique de toute pièce, comme ce fut le cas par exemple d'Emmanuel Macron, est à la fois rapide et terriblement long quand on évalue le temps disponible avant l'échéance de 2027, de surcroît dans le contexte de crise de régime qui peut tout chambouler.

Pour appuyer cette possibilité loin d'être farfelue, il n'y a qu'à regarder du côté de dirigeants politiques venant du divertissement.

On peut citer le président ukrainien Volodymyr Zelensky à l'origine acteur dans une série télé à succès (et terriblement ringarde). Ou encore Javier Milei, le président argentin farouchement libertarien qui était à l'origine professeur d'économie, mais se fait remarquer par ses attitudes chocs et ses grossièretés sur les plateaux télé où il est invité pour parler d'économie.



Et Emmanuel Macron a été poussé dans le cadre d'une campagne de 2017 assumant le côté spectacle, bien que relevant d'une autre fraction de la bourgeoisie.

Si le nom de l'animateur de *Touche pas à mon Poste ! (TPMP!)* sur la chaîne C8 appartenant à l'empire Bolloré est avancé sur Europe 1 appartenant au groupe Lagardère, c'est que cela donne des idées aux patrons des grands monopoles français, d'autant plus que sa notoriété est déjà faite.

Il a même bénéficié jusque récemment d'une dimension populaire à ne pas trop dépasser les bornes de la tolérance, avant de basculer dans une approche beaucoup plus agressive au fur et à mesure que progresse la crise.

C'est un personnage qui plaît aux grands bourgeois des monopoles, qu'ils voient comme une sorte de caution, un fantasme de la possibilité d'avoir des gens « du bas » être complètement inféodés à leurs intérêts.

Cyril Hanouna est un biais pour cela et son histoire correspond tout à fait à ce qui est recherché.

Cyril Hanouna est né dans une famille bourgeoise comme il y en a tant, d'un père médecin mais en Seine-Saint-Denis et mitterrandiste, et d'une mère commerçante mais dans le luxe et giscardienne (d'où il tient son deuxième prénom « Valéry »).

Il se situe ainsi pour son origine sociale entre la petite-bourgeoisie de quartier populaire et la bourgeoisie cossue parisienne, et pas du tout dans l'élite de la grande bourgeoisie coupée du monde.

Il fréquente par ailleurs la jeunesse des Lilas, près de Paris, où il vit chez ses parents jusqu'à 30 ans, il parle beaucoup de politique avec ces derniers.

Il est obsédé par la télévision dans son adolescence, et commence à y mettre un pied à sa majorité en tant que candidat à des émissions comme « Le juste prix » ou même dans le public.

Il décroche son premier emploi dans une chaîne de télévision d'humour à l'âge de 23 ans, il est prêt à tout pour se mettre en avant et s'abaisse à des actes consternant de bêtise et de vulgarité. C'est trois ans plus tard qu'il devient animateur pour la même chaîne.

Durant les années 2000, il anime et produit de nombreuses émissions TV et radio marquées par le degré zéro de l'intelligence autour de l'humour, du gag et du loufoque. Il progresse en passant sur le service public, notamment France 4.

C'est sur cette chaîne que débutera d'ailleurs l'émission *Touche pas à mon Poste !* en 2011 qui va réellement créer sa notoriété.

En 2012 celle-ci bascule sur D8 qui deviendra C8 du groupe Canal+ détenu par le groupe Bolloré.

Avant 2013, ses émissions sont caractérisées par des échecs d'audience redondants mais cela tend à s'inverser après 2013, avec des audiences commençant à dépasser le million de téléspectateurs pour *TPMP !*.

En parallèle il continue à créer ou animer de multiples émissions et rubriques TV et radio sur lesquelles il est inutile de s'attarder. Plus important ; il est proche de la famille Bolloré, le père, les fils, envers qui il démontre une fidélité sans bornes.

Ces derniers le lui rendent bien, puisqu'il monte une entreprise avec Yannick Bolloré, H2O production en 2010, à l'époque en tant que filiale de Havas, entreprise appartenant alors au groupe Bolloré et spécialisée notamment dans la publicité et l'influence d'opinion.

En 2015, alors que le contrat de Cyril Hanouna sur D8 est menacé par un changement de direction, Vincent Bolloré intervient en personne pour le garder absolument avec un nouveau contrat de 50 millions d'euros par an pendant cinq ans.

Le soutien de Vincent Bolloré est ouvert, total. C'est à ce moment que l'animateur commence à critiquer le manque de liberté sur le service public, mais également qu'il devient complètement mégalomane et tyrannique selon ses collègues de l'époque.



Il est présenté par ses détracteurs comment quelqu'un qui déploie des méthodes mafieuses et menaçantes pour obtenir ce qu'il veut.

L'idée d'un passage de Cyril Hanouna du divertissement à un rôle plus politique commence à être évoqué, de manière détournée bien sûr, notamment dans un entretien au Monde en 2021 où Cyril Hanouna déclare :

« Le calendrier, on verra. C'est Yannick et Vincent Bolloré qui décideront. Le jour où on me dira : "Cyril, passe à autre chose", j'écouterai, car c'est une décision que je n'arriverai pas à prendre tout seul. »

Qu'il soit parlé de prendre réellement les commandes d'une chaîne ou d'autre chose, le message est clair : c'est la famille Bolloré qui décide.

Un peu au même moment, lors des élections présidentielles de 2022, le rôle du groupe Canal pour peser en faveur du candidat Éric Zemmour est clair. Les grands monopoles cherchent le candidat qui leur permettra de mettre l'État complètement sous leur coupe.

On peut aussi constater que l'élaboration de l'image d'un Cyril Hanouna plus posé et politique est récente.



Même si le personnage s'intéresse depuis longtemps à la politique et a pu participer auparavant à des émissions radios allant dans ce sens, c'est vraiment quand on lui confie l'émission « On marche sur la tête » en août 2023 sur Europe 1 que le Cyril Hanouna sérieux émerge et se diffuse.

Le présentateur ne se cantonne plus aux médias puisque le 22 février 2025, il sera chez Donald Trump à un dîner privé en compagnie de quarante milliardaires dont Elon Musk pour parler de « liberté d'expression ».

Cela continue d'appuyer dans le sens d'une potentielle irruption de Cyril Hanouna dans la vie politique française avec sa rencontre prochaine avec un Elon Musk qui cherche à peser dans les élections en Europe.

S'il se met à disposer des moyens d'un milliardaire américain, cela peut aller très vite et il correspond finalement à ce que l'époque de la bourgeoisie décadente attend de lui.

C'est terrible, c'est honteux, rien que l'idée d'y penser rend malade. Il en va toutefois ainsi à l'époque du capitalisme dans sa seconde crise générale depuis 2020. ■

Les Brigades Rouges – PCC et le programme informatique révolutionnaire en mode IA

L'informatique a été dès la fin des années 1970 un thème important dans le mouvement révolutionnaire italien, notamment en considération avec la restructuration capitaliste ; le dossier *La guérilla urbaine témoin de l'irruption de l'informatique* publié sur materialisme-dialectique.com et vivelemaoisme.org présente bien cette question.

Ici, on s'intéressera spécifiquement à la notion d'intelligence artificielle. L'idée est la suivante : on va suivre l'idéologie des Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant, la principale fraction issue des Brigades Rouges au début des années 1980, et voit dans quelle mesure on a un processus automatisé.

A-t-on affaire à une intelligence artificielle, ou plus exactement à une idéologie complète – la bourgeoisie dirait totalitaire – combinant ordinateur et programme, pour former une intelligence artificielle automatisant la démarche ?

On va prendre comme base la déclaration au procès de Simonetta Giorgeri le 15 février 1990 à Gênes, paragraphe par paragraphe.



En 1984, sur le plan du rapport révolution / contre-révolution, émergeaient deux dynamiques opposées qui s'influençaient réciproquement.

Ce premier point de la déclaration est très important, car il expose le cadre. Une intelligence artificielle a besoin d'un cadre, afin de cerner comment des tendances, des rapports peuvent se mettre en place.

En pratique, le modèle « Transformers » de l'intelligence artificielle, apparue en 2017, prétend ne pas avoir de cadre. Il prend les mots en général, il établit les rapports entre eux, et lorsqu'il analyse une phrase, il reprend dans sa base de données quels sont les rapports entre eux qu'il a assimilés.

Dans cette perspective, il optimise sa réponse en gommant tout ce qui est négatif. Ici, dans la déclaration, on a une perspective contraire puisque le cadre est présenté comme au préalable, avec deux aspects antagoniques (révolution et contre-révolution), et immédiatement deux tendances antagoniques.

Ce qui amène justement le parallèle avec l'intelligence artificielle, c'est cette idée que deux tendances sont parallèles à l'opposition révolution – contre-révolution qu'on a comme cadre. Cela veut dire que ce cadre est dynamique.

Si un cadre est dynamique, alors on a des processus passés, en cours, futurs. Une intelligence artificielle peut automatiser les réponses à ces processus. On va voir si la déclaration le fait effectivement.

D'une part étant ouverte la phase de la Retraite Stratégique, les BR per il PCC cheminaient plus avant, en particulier dans la redéfinition de certains termes de l'implantation politique, y compris au milieu de contradictions, fruits de la confrontation avec la contre-révolution, et démontraient dans la pratique révolutionnaire et dans le spécifique, avec les initiatives combattantes contre Gino Giugni et Leamon Hunt, être l'unique force révolutionnaire en Italie à même de reconstruire ce que la contre-révolution avait mis en pièces et dispersé, se reproposant comme réfèrent révolutionnaire autorisé pour agréger et recomposer ces éléments révolutionnaires et prolétariens non disposés à renier ce qui avait été sédimenté en 14 années d'affrontement révolutionnaire, ni à se rendre.

On a ici un constat qu'on peut résumer ainsi : les Brigades Rouges ont dû faire face à des coups et ceux qui en ont compris le sens ont organisé un repli stratégique, afin de préserver la proposition stratégique révolutionnaire. Ils ont été les seuls à réussir à se maintenir.

Ce faisant, les Brigades Rouges ont été amené à procéder à des « redéfinitions » de « certains termes de l'implantation politique ».

Ici, on a directement affaire à la question de l'intelligence artificielle. Dans une intelligence artificielle de mode « Transformers », il y a ce qu'on appelle la rétro-propagation. Lorsqu'il y a un résultat à une analyse, celui-ci est validé ou non.

En fonction de cela, l'intelligence artificielle est programmée pour repartir en arrière afin de voir ce qui a amené un éventuel faux résultat. Il y a alors correction des valeurs employées dans l'analyse, afin d'aboutir au résultat juste.

La déclaration qu'on a ici procède de la même manière. Elle ne dit pas : nous avons fait des erreurs, nous les avons corrigés, ou plus exactement « rectifiés ». Elle ne dit pas non plus : nous avons fait des erreurs, nous avons fait une auto-critique et modifié notre approche.

Elle dit que des termes ont été redéfinis. C'est précisément ainsi que fonctionne une intelligence artificielle, en affinant le mode de fonctionnement. On est vraiment ici dans une logique de « mode ». Il y a un mode opératoire et celui-ci est amélioré.

D'autre part après la phase la plus élevée de déploiement de l'offensive, l'État opérait sur tous les plans pour réguler les rapports de force déterminés par la dynamique contre-révolutionnaire.

A l'intérieur de la donnée générale de la modification du caractère de la médiation politique entre les classes dont on régulait certains passages (dans le spécifique le « pacte social néo-corporatiste »), on précisait et affinait une activité contre-guérillera essentiellement destinée à prévenir la ré-agrégation des forces et leur réorganisation autour de la proposition politique et stratégique des BR avec des interventions ciblées et sélectives, des actes de dissuasion, des « admonestations » et des pressions de tout type.

Il y a ici deux interprétations possibles, très différentes. La première, c'est de considérer qu'il est dit que l'État pense, que la bourgeoisie est consciente, que l'action contre-révolutionnaire « vise » en toute intelligence les forces révolutionnaires.

C'est une conception idéaliste.

La seconde interprétation serait de dire qu'on n'a pas une action subjective de l'État, mais une démarche objective.

On revient alors à l'intelligence artificielle, car cela serait alors une description de la résistance, de la réticence du matériau.

De la même manière qu'une intelligence artificielle se heurte à ce qui est analysé, se confronte à des obstacles, les révolutionnaires se heurtent dans la déclaration à des résistances objectives.

Ce que dit la déclaration, c'est qu'il y a un rapport entre les classes, une médiation entre les deux au moyen du corporatisme (ou néo-corporatisme). La modification de ce rapport a amené les révolutionnaires à se retrouver hors-jeu et à être alors visés par la contre-révolution les repérant d'autant plus facilement.

Le rapport avec l'intelligence artificielle repose sur cette question de la dynamique, de la modification du « terrain ».

On n'a pas la description d'une zone d'affrontement restant la même, connaissant des affrontements successifs mais sans enjeux en termes de « dimension ».

Là, on est dans le multidimensionnel : c'est comme si la zone d'affrontement, pour ainsi dire, pouvait prendre la place d'un cube, ensuite d'un disque, puis d'un rectangle, etc.

Cela rejoint le principe de vecteurs à plusieurs dimensions pour analyser un mot, dans le cadre de l'intelligence artificielle.

Les mots restent les mêmes, mais selon les phrases il faut ajuster les dimensions.

Deux dynamiques parallèles, du moment où le processus de ré-agrégation était en cours et portait ses fruits, comme les initiatives combattantes sont là pour en témoigner, et d'autre part, l'État bien conscient dans la tentative de l'endiguer et le contrecarrer.

L'« étude » sur laquelle l'on basait ce processus a été « accouchée » dans ce contexte, où il faut le situer pour ce qu'il est : un acte politique à caractère et avec des finalités contre-révolutionnaire.

Le saut de qualité, mûri successivement par les BR avec le dépassement de l'optique défensive, a démontré dans les faits combien la tentative de l'État était velléitaire ; en particulier, la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire a permis aux BR de « peser » sur l'affrontement de classe, en déterminant un plus grand approfondissement de l'affrontement révolutionnaire et en fournissant la mesure de la vitalité de la proposition politique et stratégique des BR et de leur capacité de reconstruction et de reproduction, y compris dans les conditions les plus dures de l'affrontement.

Ici, on a un passage très complexe, qui mérite un éclaircissement. La déclaration que même si les révolutionnaires ont reculé, ils ont frappé de manière ciblée afin de « peser ». Chez les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, cela passe par « l'attaque au coeur de l'État ».

Il est dit que par ce mode opératoire, la zone d'affrontement est modifiée. La déclaration était dit : la contre-révolution voulait nous attraper, elle a vu qu'on se réorganisait, mais on a été plus malins en frappant là où il faut pour *modifier* le terrain, ce qui a permis de nous reconstruire et de nous reproduire.

Le choix du mot « reproduction » est essentiel ici ; il souligne nettement le rapport à l'intelligence artificielle.

Car on est dans un principe, dans un mode opératoire : peu importe la quantité, la qualité veut que dans ce genre de situation, il y ait une réponse automatisée.

On a un mouvement comme suit : changement des termes = frappe ciblée = modification du terrain.

L'activité révolutionnaire, déployée par les BR durant les dernières années, qui fournit sa substance au processus de ré-adéquation globale, a jusqu'ici mis en œuvre et ouvre des perspectives politiques concrètes, tant sur le terrain classe / État que sur celui de l'anti-impérialisme ;

la capacité démontrée de se dialectiser (à partir de l'attaque) en termes de construction / organisation / direction avec les instances les plus natures de l'autonomie de classe,

et dans le même temps de pratiquer (à partir de l'activité concrète déployé sur le terrain de l'anti-impérialisme) une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géo-politique (Europe Occidentale, Méditerranée, Moyen-Orient), en donnant un apport actif à la construction / consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste : tels sont les termes actuels autour desquels se définit aujourd'hui le rapport révolution / contre-révolution, et se détermine le déplacement vers l'avant du plan d'affrontement révolutionnaire.

Ici, on a une tentative de systématiser les dimensions les plus importantes jouant sur les vecteurs d'interprétation d'action. Le premier paragraphe dit qu'il y en a deux, les deuxième et troisième paragraphes les précise.

Dans les deux cas, il s'agit d'une interaction : avec les tenants de l'autonomie de la classe d'une part, avec les forces anti-impérialistes d'autre part.

De manière prononcée, il s'agit à chaque fois d'un processus, puisqu'on a construction / organisation / direction d'un côté, construction / consolidation de l'autre.

C'est un trait « mouvementiste » de l'interprétation. Exactement comme le terrain de l'affrontement révolution – contre-révolution est en transformation, les ressources des révolutionnaires sont un terrain en transformation aussi.

On est dans l'absence de situation statique. Et cela des modalités opératoires fonctionnant comme programme, puisqu'il faut aligner les vecteurs sur ces dimensions.

Comme militante des BR per la costruzione del PCC, j'entends avant tout réaffirmer la valeur politique et le caractère propulsif de la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire opérée par les BR a l'intérieur de la phase de Retraite Stratégique qui, étant donné les perspectives politiques qu'elle a ouvertes tant sur le terrain du rapport classe / État que sur celui de l'anti-impérialisme, s'est traduite dans l'approfondissement du plan d'affrontement révolutionnaire.

On en revient ici à la présentation du terrain en transformation. Les militants emprisonnés des BR-PCC ont toujours utilisé les procès comme une action politique, afin de mettre en avant le dispositif idéologique de l'organisation sur le plan du contenu.

On est dans une logique de manuel d'utilisation, de modèle clef en main, ou si l'on veut d'intelligence artificielle mise à disposition.

On notera par ailleurs les termes choisis : « le caractère propulsif de la relance des termes globaux de l'activité », qui soulignent le côté « mise en branle », « mise en mouvement ».

Toute la déclaration souligne en fait la logique d'impulsion avec l'utilisation régulière du mot relance. Cette relance ne se produit pas en général, elle est présente à chaque étape, puisque celle-ci s'ouvre et se ferme pour laisser la place à une autre étape.

Et chaque étape correspond à une modification du terrain, exactement comme une intelligence artificielle se positionne pour se mettre en adéquation, en ré-adéquation perpétuelle avec ce qui est analysé.

Une dynamique produite et calibrée consciemment, eu égard aux rapports de force généraux entre les classes et au rapport impérialisme / anti impérialisme, dont le poids politique et le caractère incisif concrets se mettent en évidence dans le déploiement de l'activité révolutionnaire,

tant par la capacité d'activer, à partir de l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement de classe, la dialectique avec les instances les plus matures du prolétariat, œuvrant pour catalyser autour des stratégies, ligne politique et programme des BR, les composantes révolutionnaires et prolétariennes vives du pays, en les organisant et les dirigeant dans l'affrontement prolongé contre l'État,

que sur le terrain de l'anti-impérialisme avec la contribution à la construction / consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste, véritable saut de qualité, au sens propre, dans la lutte prolétarienne et révolutionnaire, dans le pratiquer une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géopolitique Europe Occidentale / Méditerranée / Moyen-Orient, pose à un niveau plus adéquate et mature la nécessité et praticabilité de l'attaque à l'impérialisme, pour l'affaiblir et le redimensionner dans l'aire.

On a ici une précision sur les deux aspects (autonomie de classe et anti-impérialisme), puisqu'ils se combinent.

On notera simplement ici deux faits : il y a de nouveau l'insistance sur les « éléments les plus matures ». Or, c'est ainsi que procède une intelligence artificielle : en notant les saillants. Il est également parlé d'affaiblir et de redimensionner l'impérialisme dans l'aire (géopolitique Europe Occidentale / Méditerranée / Moyen-Orient).

Cette question de redimensionner est essentielle, puisque cela implique une lecture des choses en trois dimensions. Une intelligence artificielle ne procède pas différemment dans la mesure où elle procède à une modélisation des rapports entre les choses analysés.

A ce propos, en tant que militante des BR per il PCC, force révolutionnaire opérant activement dans le cadre de la politique d'alliance du Front Combattant Anti-impérialiste, je revendique la récente initiative combattante de la RAF contre Alfred Herrhausen.

L'attaque au « patron/chef » de la Deutsche Bank vise à désarticuler un des nœuds principaux du pouvoir économique et politique assumé par la banque allemande, en mettant en évidence le rôle qu'elle a joué dans la gestion / orientation des processus de concentration économique et financière en Europe Occidentale ; une position de pouvoir qui est actuellement rampe de lancement pour la pénétration économique et politique dans les pays de l'Est européen et dans les pays en voie de développement, contraints de se soumettre au diktat et à la logique de l'exploitation capitaliste.

Il est d'usage dans les procès pour les militants des BR-PCC de saluer la dernière action en cours. C'est une affirmation politique, un renforcement affirmatif de toute une ligne idéologique, une démonstration d'engagement révolutionnaire.

On notera également que c'est ici le prétexte à une explication du principe de l'attaque au cœur de l'État.

La qualité du processus de ré-adéquation globale entrepris par les BR est substantiellement le fruit de la rencontre de deux facteurs (demeurant ferme le patrimoine d'expériences enraciné dans le tissu prolétarien qui caractérise la sphère de référence et de reproduction de la guérilla) :

d'une part avoir su maintenir avec fermeté, sans concession au révisionnisme, les discriminants de fond, l'unité du politique et du militaire comme principe stratégique caractérisant la guérilla, en réaffirmant la nécessité et la praticabilité du terrain de la guerre et l'actualité de la question du pouvoir,

de l'autre avoir tiré, dans le choc de la contre-révolution des années 80 et dans la pratique des premières années de Retraite Stratégique, ces enseignements relatifs au caractère de l'affrontement révolutionnaire et à la nature de ses contradictions qui ont permis aux BR d'approfondir certains termes de la guerre de classe de longue durée, en replaçant au centre son caractère non linéaire, et ensuite en clarifiant contenus, dynamiques et objectifs de la phase révolutionnaire ouverte (en précisant, entre autres, le positionnement tactique en termes de disposition des forces), et les objectifs de programme dans la phase politique intérieure et internationale actuelle.

Les BR se « reproduisent » dans le « tissu prolétarien », elles reposent sur des « discriminants de fond », elles suivent une grille de lecture de l'affrontement qui est « non linéaire » (et d'ailleurs de longue durée).

C'est seulement ensuite qu'elles sont fonctionnelles (actions, tactiques, objectifs, contenus, etc.).

Il y a d'abord le programme, ensuite sa réalisation ; plus exactement : l'intelligence artificielle opère en fonction de la mise en situation, mais elle est un préalable.

La capacité renouvelée de se mesurer avec le caractère et le niveau de l'affrontement révolutionnaire, que la qualité de la ré-adéquation exprime, s'est traduite dans la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire.

La continuité et la cohérence réaffirmées par les BR dans la poursuite des directions stratégiques n'a rien à voir avec le « continuisme » idéologique et dogmatique mécanique et « irréductible », mais tire ses racines essentiellement des raisons de fond qui président et définissent la lutte armée comme avancement et adéquation de la politique révolutionnaire aux formes de domination de la bourgeoisie impérialiste.

On retrouve le terme « relance », concernant les « termes globaux ». C'est une logique d'intelligence artificielle puisqu'il y a les termes globaux qui sont réévalués.

Et on a dans le second paragraphe une défense, si l'on veut, de ce principe d'intelligence artificielle : ce n'est pas du « continuisme » forcené mais une programmation pour ainsi dire qui émerge d'elle-même dans les conditions données.

L'affirmation de la lutte armée comme stratégie pour tout le prolétariat, plan systématique d'action et de disposition des forces, qui oriente et caractérise le processus révolutionnaire du début à la fin, est donnée par les conditions historiques et politiques, économiques et sociales qui ont été déterminées avec la seconde guerre mondiale.

Le niveau de maturation atteint par l'impérialisme dans cette phase posait comme dominants, dans le cadre économique du bloc occidental, des processus d'internationalisation et d'interdépendance des économies ;

une donnée qui d'une part, se reflétait sur le développement de niveaux toujours plus élevés d'intégration politique et militaire entre les pays de la chaîne impérialiste (qui, le moment venu, se traduisait entre autres dans le déploiement de la « contre-révolution impérialiste », destinée à « normaliser » les pays du bloc occidental de manière à les rendre idoines au recouvrement de leur propre rôle dans la division internationale du travail et des marchés qui allait se dessinant, et à se charger des intérêts globaux de la chaîne) ;

d'autre part une donnée qui voyait s'affirmer une fraction dominante de bourgeoisie impérialiste agglomérée au capital financier US, comme point le plus avancé du monde occidental et tractant les mouvements économiques du monde occidental

et, dans le même temps, lie prolétariat métropolitain, expression du processus de polarisation entre les classes et, en découlant, prolétarisation de larges couches de la société.

On retrouve ici à l'arrière-plan la conception (erronée) des Brigades Rouges des années 1970, qui considérait que l'Italie était un « État impérialiste des multinationales ». En fait, ici, chaque pays dispose d'un État qui n'est plus vraiment le sien, car il est devenu le sas de l'impérialisme comme système mondial.

Il y a ici une surestimation de l'imbrication des économies capitalistes occidentales. Par contre, là où c'est intéressant pour la question étudiée, est qu'il s'agit d'un raisonnement en termes d'intelligence artificielle, puisque la surface est pour ainsi dire aplaniée, afin d'obtenir une solution fonctionnelle.

Une intelligence artificielle du modèle Transformers veut, en effet, une réponse à tout prix ; son but est d'optimiser, à n'importe quel prix, quitte à sacrifier les nuances (sans parler des différences).

Là on a la même erreur : il fallait raisonner en système, et puisqu'il n'y a pas de clef trouvée pour les contradictions inter-impérialistes, elles sont supprimées pour le maintien du mode opératoire.

Comme reflet structurel à la formation de fractions de bourgeoisie impérialiste et du prolétariat métropolitain (et donc en général, au niveau de développement atteint par le capitalisme), la démocratie parlementaire moderne assume le rôle de représenter et de mener en avant les intérêts et les nécessités de la bourgeoisie impérialiste et, en particulier, de sa fraction dominante.

Du point de vue économique (étant donné la connaissance acquise), s'affine la capacité de gestion et de gouvernement de l'économie à travers des politiques économiques de support qui, dans la phase de crise générale (de valorisation), assument un caractère de contre-tendance, intervenant pour atténuer les effets négatifs de la crise, du moment où elles ne peuvent agir sur ses causes (qui sont structurelles).

Du point de vue politique, on exalte encore plus le rôle que l'État assume en référence à l'antagonisme inconciliable entre les classes.

Ce qui est ici découle de la logique forcée précédente. Il s'agissait auparavant d'aplanir des complications au mode opératoire.

Cette fois, il y a inversion : il est considéré que les BR – intelligence artificielle affrontent l'État – intelligence artificielle.

Il y aurait des politiques de support pour affiner la capacité de gestion, c'est-à-dire un retour en arrière sur soi-même pour procéder à des modifications opérationnelles.

La déclaration ne dit pas ici si c'est un processus subjectif ou objectif, si on est dans l'idéalisme où l'État capitaliste « pense » ou dans le matérialisme qui établit un constat de transformation, d'adaptation.

À partir des rapports de force généraux entre les classes qui caractérisaient le cadre d'affrontement dans l'après-guerre (après les ruptures opérées par la contre-révolution Impérialiste), la « démocratie représentative » s'organisa de manière à se charger du contrôle et du gouvernement du conflit de classe, en dépassant le caractère essentiellement répressif qui l'avait orientée - par exemple, l'État fasciste d'avant-guerre -, pour se servir des institutions démocratiques comme sphère politique en qui faire converger et rendre compatibles les poussées et les tensions antagonistes qui se produisent dans le pays, lesquelles canalisées à l'intérieur des « carcans institutionnels » sont vidées de tout contenu déstabilisant.

Partis, syndicats, organisations politiques sont délégués pour « représenter » la classe et deviennent l'unique « contre-partie » légitime en ce que structurelle et loyale aux institutions démocratiques et donc sensible et respectueuse des intérêts de la bourgeoisie impérialiste.

Le contrôle et le gouvernement du conflit de classe passe donc par son « institutionnalisation » afin de prévenir la rencontre entre l'antagonisme prolétarien et la projectualité révolutionnaire.

Le processus d'adaptation du capitalisme est présentée ici dans ses traits généraux ; on a clairement une logique d'intelligence artificielle puisque le capitalisme fait converger, il fait tendre, il canalise, il amène, il conduit, il pousse, etc.

La révolution est une intelligence artificielle poussant dans une direction, la contre-révolution est une intelligence artificielle poussant dans l'autre direction.

Le sens concret de la contre-révolution apparaît alors évident, âme de la démocratie représentative, il lui est structurellement connexe ; politique continue et constante, propre aux États capitalistes matures, insérée dans les instruments et dans les organismes « démocratiques », indépendamment de la présence ou non d'un processus révolutionnaire.

Le caractère de médiation politique qui s'affirme incorporé les termes de contre-révolution préventive, mûris et mis en règle dans le rapport d'affrontement entre les classes.

Il ne s'agit pas d'une donnée statique mais dynamique qui se re-détermine en relation (au-delà de la donnée structurelle, et c'est-à-dire, aux niveaux de développement de l'impérialisme et des nécessités qui en découlent) avec les modifications des termes de l'affrontement et en particulier, avec celles du rapport révolution / contre-révolution.

On a ici l'explication de la dimension d'un vecteur d'analyse : la démocratie représentative est un lieu pour neutraliser, dans un esprit corporatiste, les forces sociales.

Il est parlé d'instruments, d'organismes : ce sont des phénomènes objectifs, agissant comme dans le cadre d'une intelligence artificielle qui procède encore et encore, en s'adaptant.

Le capitalisme agit en automate adaptatif.

Ce saut de qualité clarifie la nature politique de l'affrontement de classe dans les pays capitalistes matures et son degré d'approfondissement, et il pose le facteur de l'augmentation de la subjectivité comme une question dont on ne peut faire abstraction si l'on veut intervenir dans les dynamiques de l'affrontement.

Puisqu'il n'y a que deux intelligences artificielles à l'oeuvre, si on ne fait rien on se retrouve dans celle du capitalisme. Il faut donc une rupture subjective pour choisir de se placer dans l'autre intelligence artificielle, celle de la révolution.

Les BR-PCC ont toujours souligné ce qu'elles appellent « le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles ».

Du côté prolétarien et révolutionnaire, influencer sur le cadre d'affrontement s'étant affirmé dans l'après-guerre comporte nécessairement une ré-adéquation substantielle de la stratégie pour la prise de pouvoir.

En effet, la donnée de la contre-révolution préventive rend dépassée, impraticable, inefficace, la « politique des deux temps » qui en octobre 1917, avait porté au pouvoir le prolétariat soviétique et que la Troisième Internationale avait placé à la base de la stratégie révolutionnaire.

C'est-à-dire, n'est plus sûr un processus d'accumulation de force sur le terrain politique, à employer en termes militaires contre l'État lorsque seront mûres toutes les conditions, objectives et subjectives, pour l'insurrection.

Le processus révolutionnaire reprend un caractère concret et redevient praticable, par contre, dans la mesure où la marche de l'affrontement advient globalement, ce qui signifie, dès le début, intervenir (y compris en situation non révolutionnaire) sur tous les termes de l'affrontement en opérant simultanément sur les deux plans, politique et militaire.

La stratégie de la lutte armée rend donc explicite le rapport de guerre en vigueur dans l'affrontement de classe.

La démarche politico-militaire s'explique ainsi pour les BR-PCC : puisqu'il n'y a que deux intelligences artificielles en place, il n'y a plus de terrain neutre et il ne peut plus y en avoir. Tout ce qui existe est happé par l'une ou l'autre des intelligences artificielles.

Comme il s'agit de révolution, alors il faut immédiatement être une guérilla, sans quoi l'intelligence artificielle « rouge » ne serait pas en mesure de se proposer elle-même.

Cela sonne comme une tautologie : la révolution doit faire la lutte armée pour se proposer, et pour se proposer la révolution doit faire la lutte armée.

Ce problème tient à la définition de qui porte l'intelligence artificielle de la contre-révolution : est-ce l'État ou la bourgeoisie ? C'est, ici, surtout l'État, qui est le vrai mode opératoire du capitalisme.

Sur le plan de l'analyse de l'État, c'est brillant typiquement italien depuis Machiavel. Par contre, cela implique que seule compte la lutte des classes et que le mode de production capitaliste se dissout littéralement en elle.

Cela ne saurait être le cas.

Une guerre qui manifeste des caractéristiques particulières et dont les lois générales font référence à son caractère de classe qui implique les deux classes antagoniques : la bourgeoisie y intervient pour maintenir son pouvoir mais ne peut détruire le prolétariat, clef de voûte du mode de production capitaliste, en ce que facteur unique de création de plus-value ; le prolétariat révolutionnaire, au contraire, y intervient pour prendre le pouvoir et ce processus vit et se développe dans l'objectif d'anéantir la bourgeoisie comme classe.

On a clairement ici une opposition entre deux intelligences artificielles, deux modes opératoires qui font ce qu'ils font car ils doivent le faire et ne peuvent faire autrement.

Dans ce contexte, les dynamiques du rapport de guerre ne peuvent faire abstraction des caractéristiques politiques particulières de la guerre elle-même, c'est-à-dire, du niveau défini de la médiation politique classe / État.

Placée dans ce cadre même si c'est comme aspect « exceptionnel » (en ce sens que ce n'est pas la règle) et limité dans le temps, l'intervention contre-révolutionnaire de l'État, ainsi que nous avons pu le constater dans les années 80, apparaît comme ciblée et sélective, elle n'est pas massifiée, ni prolongée au-delà d'un certain seuil.

L'orientation poursuivie est de frapper au niveau de l'avant-garde pour ensuite en répercuter et en déployer les effets politiques sur la classe toute entière, de rompre la dynamique de croissance et d'enracinement mise en marche par la guérilla et l'isoler de son terrain de reproduction, d'éloigner la classe du point de référence politico-militaire de direction de l'affrontement révolutionnaire.

Ici, il est ouvertement dit que l'intelligence artificielle contre-révolutionnaire vise en priorité absolue à empêcher le fonctionnement de l'intelligence artificielle révolutionnaire.

La contre-révolution n'a pas frappé en général : elle a tapé les vecteurs de l'intelligence artificielle révolutionnaire.

En bloquant ces vecteurs, elle empêche l'intelligence artificielle de procéder. Ce sont les objectifs « de rompre la dynamique de croissance et d'enracinement mise en marche par la guérilla et l'isoler de son terrain de reproduction, d'éloigner la classe du point de référence politico-militaire de direction de l'affrontement révolutionnaire ».

Le but est d'empêcher l'autre de fonctionner adéquatement : c'est vrai pour la contre-révolution mais c'est vrai pour la révolution, car on a compris que les BR-PCC posent les deux intelligences artificielles comme des stricts opposés.

Le progrès de l'un est le recul de l'autre, et inversement.

Et en fin de compte d'imposer un climat politique en termes de rapports de force qui permette à l'État d'organiser à son avantage un cadre différent du rapport classe / État, en modifiant le caractère même de la médiation politique entre les classes, de manière à restaurer le contrôle des dynamiques antagoniques et à mettre le gouvernement du conflit en conformité avec les nouveaux termes posés par le niveau de développement et d'approfondissement de la crise du mode de production capitaliste (gouvernement de l'économie).

A l'intérieur du rapport existant entre processus révolutionnaire dirigé par la guérilla et contre-révolution de l'État, la contre-révolution des années 80 doit être lue comme produit et approfondissement du processus révolutionnaire, ainsi que des conditions générales des rapports politiques entre les classes.

Par les temps et modalités avec lesquels elle s'est déployée, par les proportions atteintes et les termes employés, elle est la manifestation de la conscience atteinte par l'État de la valeur stratégique et du poids politique de la lutte armée, réponse conséquente à l'avancement du plan d'affrontement révolutionnaire et, dans le même temps, cause de son approfondissement ultérieur.

Ici, il est expliqué que l'intelligence artificielle contre-révolutionnaire a compris, au début des années 1980, qu'elle faisait face à une autre intelligence artificielle.

Auparavant, elle considérait qu'il y avait des obstacles ; désormais, elle a compris qu'elle faisait face à un équivalent inversé.

D'autre part, le cadre des rapports politiques entre les classes est re-déterminé et le caractère de la contre-révolution préventive qui s'affirme incorpore et cristallise la substance de la contre-révolution déployée durant ces années, à travers des passages successifs, chacun d'entre eux est un temps-étape de réglage « institutionnel » (en des termes donc constants et intégrés au mode de gouverner le conflit de classe) des rapports de force généraux atteints et point de départ pour des forçages successifs dans les rapports politiques entre les classes.

Le « pacte social néo-corporatif, les modifications institutionnelles, tendant à une plus grande centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif, jusqu'ici opérées et le projet plus général de re-fonctionnalisation des pouvoirs et des institutions de l'État, dans lequel elles s'insèrent, sont autant de moments de ce processus, autant de ratifications des rapports de force généraux produits par la contre-révolution.

Il ne s'agit donc pas d'une involution du système démocratique, d'une régression vers la restauration de l'« État autoritaire », mais se contraire, de passages vers un approfondissement sensible de la démocratie représentative, de sa capacité de gouvernement du conflit de classe et de gestion de l'économie.

Les mots-clés, relevant de l'intelligence artificielle, sont : re-déterminé, incorpore, cristallise, déployée, temps-étape, réglage, intégrés, mode de gouverner, forçages successifs, tendant, opérées, re-fonctionnalisation, s'insèrent, processus, passages.

Le capitalisme procède à des passages successifs pour re-calibrer. C'est une logique de ré-
adéquation qui est précisément celle de l'intelligence artificielle.

Une dynamique qui évolue vers le maximum de la démocratie formelle, hors et contre le contexte de classe du pays, où les choix de l'exécutif, dans le répondre aux exigences de la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste (détentriche du pouvoir réel, substantiel), doivent s'affirmer en temps réels, détachés au plus haut degré des poussées antagonistes qui se produisent dans le tissu prolétarien.

Ce processus, tendant à aligner la démocratie italienne sur les démocraties d'Europe les plus matures, a cependant clairement un cours discontinu, devant toujours faire les comptes avec les résistances exprimées par la classe et avec la capacité de la guérilla à prendre en charge le niveau atteint par l'affrontement (en plus d'avec la poursuite d'échéances imposées par l'évolution / crise de l'impérialisme, raison structurelle du ré-ordonnement des États).

Il est ici dit deux choses nouvelles : d'une part l'intelligence artificielle procède historiquement de la bourgeoisie impérialiste, ce qui produit un processus hors sol dans ses fondements, d'autre part qu'il y a une crise structurelle affaiblissant l'ensemble de toutes façons.

La crise structurelle avait déjà été mentionnée, cela étant.

Cela pose une vraie question : l'intelligence artificielle de la contre-révolution va-t-elle s'effondrer d'elle-même, en raison de ses contradictions internes, cédant la place à l'intelligence artificielle révolutionnaire ? Ou bien la seconde va l'emporter sur la première ?

Du côté guérillera, la contre-révolution des années 80 a représenté la vérification matérielle du caractère non linéaire de la guerre de classe, sujette par sa nature même à des avancées et des reculs, sapant avec brutalité toute conception mécanique et simpliste du processus révolutionnaire, signant la condamnation de toutes ces forces et organisations combattantes qui n'ont pas su lire le caractère et le sens concret des dynamiques en cours et dont les réponses se sont révélées inadéquates (lorsqu'il ne s'est pas agit d'une véritable reddition inconditionnelle au sens propre).

Seules les BR per il PCC ont été en état de se mesurer avec les lois de l'affrontement contre-révolutionnaire et, en ouvrant la phase de la Retraite Stratégique, de donner l'unique réponse possible et positive à la situation qui était en train de se déterminer.

Ce qui est dit : seules les BR-PCC se sont maintenues, car elles seules ont compris que désormais il y avait une intelligence artificielle opérant en face.

Le heurt avec la contre-révolution a ouvert la voie (et fournit certains termes) à la compréhension du caractère de l'affrontement révolutionnaire, faisant justice au schématisme avec lequel durant la phase précédente, l'affrontement avait été mené et avaient été conduites les phases révolutionnaires.

Il s'agissait d'un positionnement, fruit de la jeunesse et expérience guérillera, qui réduisait le processus révolutionnaire à une phase d'accumulation linéaire de capital révolutionnaire, de force disponibles à la lutte armée de manière générique qui dans la phase suivante seraient déployées dans la guerre civile.

D'une part de fait, on réduisait le caractère de longue durée de la guerre de classe, avec tout ce que cela entraîne en termes de disposition des forces pour leur relance ; d'autre part il en dérivait une vision schématique de l'État comme une somme d'appareils séparés entre eux et mis sur le même plan.

C'est une critique des Brigades Rouges d'avant 1982. C'est également une critique de la « seconde position », scission ne suivant pas la ligne des BR-PCC, et s'alignant sur une sorte de marxisme-léninisme utilisant la lutte armée comme méthode.

Due et nécessaire, la Retraite Stratégique a apporté avec elle un premier plan de reconnaissance d'erreurs et de contradictions, en recouvrant entre autres la centralité de programme de l'attaque au cœur de l'État, centralité qui découle du fait que la plan classe / État est l'axe principal sur lequel se construisent les termes de la guerre de classe (l'État étant le siège politique des rapports entre bourgeoisie et prolétariat), et d'autre part que l'État centralise sur le plan politique le caractère fonctionnel de ses appareils.

Mais la valeur politique déterminante de la Retraite Stratégique réside dans son sens concret de loi fondamentale de la guerre révolutionnaire, expression du caractère non linéaire de la guerre elle-même, et c'est-à-dire, de repli de positions qui de fait se démontrent inadéquates et non réellement avancées, comme réponse nécessaire face à l'impossibilité de se mesurer « à égalité » avec l'ennemi de classe.

On a ici une théorie de la guerre de positions. C'est une véritable découverte et il est étonnant que les BR-PCC ne l'aient pas généralisé. Les positions « inadéquates et non réellement avancées » peuvent en effet être culturelles, politiques, idéologiques, etc.

Lorsque Mao Zedong durant la révolution culturelle en Chine souligne le caractère infini de l'univers, il tente de ré-affirmer une position et de re-calibrer la ligne d'affrontement avec la contre-révolution.

En fait, la réelle politique révolutionnaire, c'est certainement de raisonner en termes de vecteurs et d'aligner « l'intelligence artificielle » sur des positions correctes. La phrase suivante rejette cette conception.

Par conséquent, loi dynamique qui ouvre une phase générale non résoluble dans le seul repositionnement d'un corps de thèses mais qui, au-delà de l'adéquation du dispositif organisationnel, investit surtout la manière par laquelle on construit les termes politico-militaires de la guerre elle-même.

Les BR-PCC disent ici que, justement, il ne s'agit de procéder à un repositionnement d'un « corps de thèses », autrement dit d'établir des positions dans différents domaines. Tout doit se cristalliser dans la lutte armée, selon elles.

La Retraite Stratégique, fruit du caractère et du niveau de l'affrontement révolutionnaire, en détermine, dans le même temps, l'approfondissement dans la mesure où elle place correctement le revers subi en termes de défaite tactique et ouvre une phase révolutionnaire centrée, dans ses finalités et dans la disposition tactique des forces en conséquence, autour du problème de construire les conditions politico-militaires nécessaires pour inverser l'état actuel des rapports de force.

De manière étonnante, il est dit qu'il s'agit de renverser la vapeur pour récupérer des forces, ce qui pourtant ramène à la ligne d'accumulation d'avant 1982.

Surmonter les coups reçus semblent primer et gommer toute la conception en termes d'intelligence artificielle.

Un processus dynamique au cours discontinu et contradictoire, qui dans la phase initiale a pu faire les comptes avec les marques laissées par l'offensive de l'État : l'incompréhension qui s'était produite du niveau réel d'affrontement alimentait un plan de contradictions qui réduisait de fait la Retraite Stratégique à un acte défensif et par conséquent, conduisait à subir l'initiative de l'État et à la consommation des forces, dont la disposition non adéquate limitait le caractère fonctionnel eu égard aux nécessités dictées par la phase révolutionnaire elle-même.

C'est-à-dire, la logique défensive se démontrait incapable, face aux nécessités imposées par le niveau d'affrontement, s'empêtrant dans le possible entendu, de manière limitée, aux conditions matérielles du moment.

Dans cette dynamique ont trouvé de l'espace des positions qui, lorsqu'elle se sont clairement dessinées dans le débat interne, ont été expulsées de l'organisation pour ce qu'elles étaient: des positions liquidatrices qui « intériorisaient » la défaite et portant à l'extrême la logique défensive, « jetaient le bébé avec l'eau du bain », c'est-à-dire, révisaient la lutte armée à un instrument de lutte, se soustrayant de ce fait au niveau de l'affrontement.

C'est ici une critique de la « seconde position » des Brigades Rouges ; les BR-PCC disent que la retraite stratégique n'implique pas une posture défensive, auto-protectrice, mais que la compréhension de sa nécessité aboutit à une capacité d'intervention.

Le dépassement de l'optique défensive, mûri par les BR dans la pratique révolutionnaire, a marqué une étape importante pour le développement de la phase de Retraite Stratégique, car il a signifié saisir et dépasser une contradiction qui conduisait à éluder certaines lois de la guerre révolutionnaire et à ne pas se placer dans l'affrontement d'une manière adaptée à son niveau.

Ce passage s'est traduit par un saut en avant dans la mesure où il s'est réfléchi dans une pratique révolutionnaire qui demandait une réponse aux attentes posées par le rapport politique actuel entre les classes, tant sur le plan classe / État que sur le terrain de l'anti-impérialisme, permettant ainsi de faire front aux échéances politiques.

La récupération du sens politique profond de la Retraite Stratégique comme loi dynamique de la guérilla et la mesure acquise des nécessités, qui se mettaient en évidence en son sein, ont permis aux BR d'impulser les termes et les objectifs de la phase révolutionnaire, actuelle, identifiée comme « phase de reconstruction des forces prolétariennes et révolutionnaires et de construction des instruments politiques et organisationnels, destinés à équiper le camp prolétarien dans l'affrontement prolongé contre l'État ».

Objectifs qui sont poursuivis en dialectique avec (et à partir de) l'initiative combattante sur les autres points du programme.

On a ici l'affirmation de la retraite stratégique comme reprise de l'initiative. La dimension tactique semble primer.

Il s'agit d'une phase interne à celle plus générale de Retraite Stratégique, au caractère de laquelle elle est conditionnée, mais par ses modes, substance et temps politiques, elle ne peut être considérée comme un moment conjoncturel, mais comme une phase révolutionnaire véritable au sens propre, finalisée à la modification et au déplacement vers l'avant du plan révolutionnaire et en conséquence, des positions de force du camp prolétarien.

Ici, par contre, la retraite stratégique se voit reconnaître une véritable substance.

Il y a ici un vrai problème, car désormais on ne sait plus s'il y a une retraite stratégique ayant un sens relativement long, ou bien une transformation générale de l'affrontement avec intelligence artificielle contre intelligence artificielle.

Par un autre aspect, avec la reconnaissance de la condition générale en qui vit la guérilla dans les pays capitalistes avancés comme condition d'encerclement stratégique dans lequel il ne peut y avoir de « zones libérées » où se replier et d'où repartir pour lancer des offensives, avec la conscience, à un niveau plus mature, du fait que la guérilla vit et opère en territoire ennemi, côte à côte avec l'ennemi de classe, et demeurant ferme la nature essentiellement politique de l'affrontement de classe, ce sont les implications émanant de l'opérer dans l'unité du politique et du militaire, en relation à tous les termes de l'affrontement de classe qui se sont mieux précisées.

Concrètement, affirmer que la conduite de l'affrontement advient globalement et que l'unité des deux plans se reproduit en chaque aspect de l'activité révolutionnaire des BR signifie que l'État, à travers l'action militaire, est frappé dans ses aspects politiques centraux : le cadre d'affrontement ainsi ouvert présente un avantage momentané favorable au camp prolétarien, avantage, qui pour ne pas être réabsorbé et dispersé par les mesures mises en champ par l'État pour récupérer le terrain perdu, doit se traduire en organisation de classe sur le terrain de la lutte armée, calibrée dans ses formes et dans ses modes à la phase révolutionnaire et au niveau de l'affrontement.

On retrouve la logique : l'avancée de l'un est le recul de l'autre, et inversement.

Tel est le sens concret de « travail de masse » à l'intérieur de la stratégie de la lutte armée comme proposition politique pour la classe toute entière ; de cette manière, il est possible de préparer le camp prolétarien pour l'affrontement prolongé contre l'État.

Plus concrètement encore, cela signifie organiser les fragments les plus matures de l'autonomie de classes activés par l'intervention révolutionnaire qui influe sur l'équilibre entre les classes, en organismes armés et clandestins de la classe.

Dans ces structures politico-militaires, les camarades révolutionnaires sont organisés selon les mêmes critères fondamentaux et la méthode de travail qui orientent et régulent l'Organisation dans son complexe, en tenant évidemment compte des différentes fonctions et rôles qu'ils ont dans l'affrontement et du cadre de conscience exprimé.

A l'intérieur des instances révolutionnaires et des réseaux prolétariens eux-mêmes se reproduit l'organisation et, à partir de cet élément de fond et dans la pratique concrète du travail politique révolutionnaire nécessaire, les forces sont formées et préparées à soutenir l'affrontement.

On a ici une conception organique, biologique : l'organisation se reproduit, elle reproduit sa reproduction en s'adaptant au contexte.

C'est également une conception relevant de l'intelligence artificielle : le mode opératoire général se voit fourni clef en main, avec des modifications en termes de vecteurs, de calibrage, etc., mais dans le principe il y a une systématisation du mode opératoire.

Cela rejoint le principe de Pensée-Guide où le mode opératoire se voit posé afin d'être reproduit, systématisé, avec un recalibrage suivant les domaines d'intervention.

Dans le même temps, ces structures politico-militaires sont disposées et dirigées par l'Organisation dans l'affrontement en fonction de l'activité révolutionnaire globale des BR, qui à un moment les activent en leur indiquant les limites et les termes du travail politique révolutionnaire et en centralisant chaque aspect de leur activité.

L'axe stratégique, auquel elles adhèrent et dont elles reproduisent les termes, est incompatible avec une conception de la formation des forces type « école de cadres » ou du même genre ; au contraire, il ne peut s'agir que d'organismes politico-militaires qui dès le début se rendent fonctionnels au plan de travail général dans la mesure où leur activité est d'une part centralisée par l'Organisation, de l'autre en conformité avec l'activité globale de l'Organisation.

Il faut bien comprendre à quel point on a ici une logique organique, cellulaire. Les BR-PCC ne se conçoivent pas comme le Parti, mais ont toujours dit qu'elles agissaient comme un Parti pour le Parti.

Et là, on a la génération d'organismes qui sont comme des BR-PCC localisées et miniatures, qui doivent s'assembler de manière naturelle aux BR-PCC.

Les BR-PCC sont un organisme qui, en agissant, récupèrent ses propres cellules à partir de la décomposition de l'organisme capitaliste (dans la mesure où il bloque la conscience de classe et empêche ainsi les travailleurs de rejoindre les BR-PCC).

En synthèse, formation / organisation des forces advient à l'intérieur et à partir d'un cadre organisé, clandestin et compartimenté, calibré à la phase révolutionnaire et aux rapports de force généraux, dans les formes qu'il assume et dans les modalités par lesquels il interagit avec l'affrontement ; elle advient dans le travail révolutionnaire concret et calibré au niveau de conscience exprimé et au rôle de la structure dans l'ensemble du plan général de disposition des forces mises en champ par l'organisation ; travail nécessaire et fonctionnel à l'activité globale, centralisé à partir des indications et sous la direction de l'Organisation.

Les cellules générées doivent s'imbriquer dans l'organisme en étant dès le départ, en quelque sorte, cet organisme lui-même.

Cette activité de formation / organisation des forces se meut parallèlement au processus de reconstruction dans le milieu ouvrier et prolétarien des conditions politiques et matérielles endommagées et dispersées par la contre-révolution, pour un équilibre politique et de forces favorable au camp prolétarien, processus qui mûrit en référence à l'initiative de la guérilla destinée à rompre les équilibres politiques généraux se formant, entre classe et État, au sein duquel se met en évidence et s'affirme la contradiction dominante en antagonisme entre la classe et l'État.

L'organisme se reconstitue et se constitue en même temps ; l'avancée d'une intelligence artificielle organique pour ainsi dire se fait aux dépens de l'autre.

L'intervention sur ce plan, avec l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement, pèse sur les équilibres de l'affrontement lui-même et se répercute, en conséquence, sur l'ensemble du panorama des rapports entre les classes, jusqu'au plan capital / travail, mettant en mouvement des dynamiques dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus matures de l'autonomie de classe en particulier, d'où il est possible de « libérer » l'énergie prolétarienne qui doit être formée, organisée et disposée de manière adéquate pour être en mesure de soutenir le niveau d'affrontement et se rendre fonctionnelle à l'approfondissement de la guerre de classe.

Reconstruction et formation / organisation constituent le rail sur lequel se concrétise la nécessaire dialectique guérilla / autonomie de classe.

On est dans un processus automatisé : une action déchire une partie organique de l'intelligence artificielle ennemie, il s'ensuit un phénomène de transformation devant aboutir au mouvement de cette partie organique vers l'intelligence artificielle organique révolutionnaire.

Poursuivre cette dialectique entraîne de se mesurer avec les conditions politiques générales du rapport classe / État, et, c'est-à-dire, pour en définir l'attaque et toute

l'activité révolutionnaire, de se référer au caractère de la médiation politique qui s'affirme et se consolide au projet politique qui émerge comme dominant dans une conjoncture intérieure (référence aux exigences de la bourgeoisie impérialiste de notre pays) et internationale (référence au rôle de l'Italie dans le contexte de la chaîne impérialiste et en particulier en Europe Occidentale) donnée, au niveau d'approfondissement démontré face aux dynamiques Révolution/contre-révolution.

Eu égard à ce dernier aspect se met en évidence, en synthèse, l'intervention constante et globale d'un appareil anti-guérilla dont les finalités, essentiellement politiques, visent à contrecarrer les effets et la valeur de la proposition politique des B.R, en tenant sous pression et en intervenant en termes de dissuasion sur les composantes prolétariennes et révolutionnaires qui expriment de l'antagonisme contre l'État.

Cet aspect s'interpénètre avec le caractère de la médiation politique entre les classes, en donnant vie à un ensemble réticulaire d'actes politiques et matériels contrecarrant le milieu même de formation des avant-gardes dans la tentative d'empêcher à l'autonomie de classe de s'exprimer.

Il s'agit ici d'un rappel que toute action dépend des vecteurs, des modalités particulières de l'affrontement à un moment donné, puisque le terrain se modifie, se transforme, etc.

La dialectique guérilla/autonomie de classe qu'il est possible et nécessaire à partir de ce cadre d'affrontement de développer, présuppose la formation et l'organisation des forces militantes en un module politique et organisationnel organique qui soit non seulement cohérent avec le principe de l'unité du politique et du militaire, mais à l'intérieur duquel les cadres militants se forment et se positionnent tactiquement de manière à être en mesure d'exprimer la direction et l'organisation adéquate des forces, à partir de la voie duale de reconstruction / formation, à l'intérieur de la projectualité actuelle et en syntonie avec les objectifs de la phase révolutionnaire.

Le projet politico-organisationnel qui, historiquement, s'est révélé le plus adéquat, est celui auquel le statut des B.R fait référence (cf. la Résolution de la direction Stratégique n°2).

Son absence ne peut que provoquer un appauvrissement et un affaiblissement de l'entité militante, privée de moyen et de l'outil pour intervenir dans l'affrontement au niveau nécessaire.

Tout est dit lorsqu'on voit qu'il est parlé d'un « module politique et organisationnel organique ».

Proposer de nouveau ce dispositif dans ses principes généraux a constitué un point d'appui du processus de redéfinition, à un moment donné, de vérification du processus en cours et de l'instrument politico-militaire, afin de lui donner un nouvel élan, pour qu'il permette d'amener les forces révolutionnaires au niveau politique

nécessaire, en faisant vivre et en exploitant au mieux la capacité des individus dans le collectif.

Un tel dispositif a, dans, ses présupposés généraux, un caractère stratégique et il ne peut se transformer au gré des phases révolutionnaires.

Il est fondé sur le critère du centralisme démocratique, selon lequel les instances horizontales et verticales sont structurées.

La totalité du travail révolutionnaire est centralisée et se situe à l'intérieur du plan de travail général élaboré par l'instance dirigeante.

Il va de soi qu'il opère à l'intérieur des principes stratégiques de la clandestinité et de la compartimentation, principes de base qui reflètent l'unité du politique et du militaire et qui orientent chaque aspect de l'activité révolutionnaire.

Ils répondent aux lois de la guerre révolutionnaire en ce qu'ils permettent de rendre explicite le caractère offensif de la guérilla, en limitant dans le même temps les pertes qui sont toujours élevées dans la guérilla.

On a ici la définition d'une guérilla, qui a comme particularité d'un côté d'avoir des structures compartimentées, cloisonnées, de l'autre d'agir comme un tout organique, d'où l'importance du « du plan de travail général élaboré par l'instance dirigeante » dont tout dépend en dernière instance.

Ces principes parcourent horizontalement et verticalement toute l'organisation et les forces qu'elle organise et déploie.

En particulier, la clandestinité est un choix offensif, à caractère stratégique, qui permet aux révolutionnaires de se situer au coeur de l'affrontement dans les meilleures conditions - les seules qui soient adéquates - pour porter l'attaque et approfondir la guerre de classe.

La structuration en cellules, unités de base du dispositif politico-organisationnel des BR, permet de manière générale la reproduction de l'organisation dans la mesure où, en son sein se reproduisent les critères généraux du dispositif et le patrimoine politique de l'organisation.

On retrouve la reproduction de cellules mentionnée au plus haut ; l'interprétation a été juste puisqu'il est même parlé de reproduction des « critères généraux du dispositif et le patrimoine politique de l'organisation », tout comme il y aurait reproduction du patrimoine génétique.

A partir du dispositif général des forces de l'organisation, on précise tactiquement, en fonction des objectifs de la phase révolutionnaires, la disposition des structures politico-militaires elles-mêmes, et donc des cellules qui, dans cette phase, doit être fonctionnelle à la construction, à l'organisation et à la direction des forces, en faisant

vivre la dialectique guérilla / autonomie de classe, parce qu'elles visent dans leur activité à atteindre les lignes d'attaque, c'est-à-dire les objectifs de programme.

La matrice stratégique étant immuable, la position tactique est fonction de chaque phase du processus révolutionnaire afin de répondre aux finalités de chacune de ces phases, et elle influe sur la disposition tactique des forces en présence qui, de toute façon, a toujours un caractère dynamique en regard des caractéristiques politiques de l'affrontement.

On a ici la thèse générale, qui relève de l'intelligence artificielle (ou bien d'un système complet, si on préfère). Il y a une « matrice stratégique » procédant avec le même mode opératoire, qui se reproduit à tous les niveaux de l'organisme, en s'adaptant néanmoins aux différentes mises en situation.

Toutes les forces ainsi organisées et conduites deviennent fonctionnelles à l'attaque de manière à influencer au plus haut degré et à se disposer positivement dans l'affrontement.

Dans ce processus de construction, d'organisation et de direction, les BR s'affirment comme un parti en précisant et en pratiquant le rôle de direction de l'affrontement.

Les BR comme force révolutionnaire qui agit en « armée révolutionnaire », se situent donc dans la pratique comme noyau fondateur du parti et de là elles travaillent à concrétiser le mot d'ordre de l'unité des communistes.

Les cellules du nouvel organisme sont immédiatement de type étatique : ils veulent que l'organisme dont ils dépendent triomphe.

En conclusion, les étapes de la réadaptation parcourues jusque-là et la relance qui en découle constituent la donnée politique centrale dans la dialectique actuelle entre la révolution et la contre-révolution.

Les mesures que l'État a promulguées face à cela, qui déterminent l'activité de la contre-guérilla directement orienté par l'Exécutif, visent surtout à « congeler » les attentes créées par l'intervention révolutionnaire dans la classe.

Par exemple, les attaques contre la guérilla qui sont un aspect évidemment intrinsèque à tout contexte de guerre révolutionnaire, sont utilisés pour peser sur le tissu prolétarien, d'où elles sont balayées du fait de l'épuisement des conditions du processus révolutionnaire.

Mais s'il est évident que l'approfondissement des conditions dans lesquelles se déroule le processus révolutionnaire, influence le cours de la phase actuelle de reconstruction, ce qui influe de manière centrale sur les perspectives de la phase révolutionnaire, c'est son positionnement dans une phase politique générale lourde de contradictions et, dans le même temps - mais non comme conséquence mécanique -, de potentialités favorables à l'approfondissement de la guerre de classe.

Dans le camp prolétarien, en effet, la « stérilisation » du tissu de luttes, ouvrier et prolétarien, n'est en effet pas donnée, ni non plus l'annulation des dynamiques qui reproduisent l'autonomie de classe.

Mais, au contraire, une large résistance ouvrière et prolétarienne au coût de la crise et aux effets de la réforme des pouvoirs de l'État se manifeste comme élément constant, d'où émergent, en particulier, des luttes qui tendent à briser les carcans et les filtres des relations industrielles, qui sont le reflet, sur le plan du rapport capital / travail, des modifications des équilibres politiques généraux, ratifiées au niveau institutionnel dans les nouvelles « règles du jeu » de la démocratie représentative, pour exprimer des instances de lutte autonomes.

Dans des formes et des manières qui sont le fruit du cadre transformé des rapports politiques entre les classes, elles représentent cependant la continuité de la tradition d'autonomie de classe qui s'est déterminée historiquement en Italie.

Ce passage est compliqué et problématique, et c'est compréhensible : on aurait pu penser que l'intelligence artificielle fonctionne comme organisme en soi, et là on découvre que tout dépend surtout du tissu prolétarien, de ses potentialités, de sa vivacité, etc.

C'est très étonnant et malheureusement on retombe par-là dans le vieux travers italien du syndicalisme révolutionnaire.

D'autre part et parallèlement, le plan d'intervention global dans l'affrontement que la guérilla a fait mûrir et les perspectives politiques ouvertes sur le terrain de l'affrontement entre la classe et l'État, et sur celui de l'anti-impérialisme - en conservant le patrimoine que vingt années de pratique révolutionnaire ont consolidé dans le tissu prolétarien et qui donne sa substance à ce fil organique qui relie, aujourd'hui encore, les BR à ce tissu, permet aux BR d'agir dans l'affrontement et en concordance avec les échéances politiques dictées par les conditions politiques générales du rapport entre la classe et l'État.

Dans la mesure où l'initiative de la guérilla influe sur les barrières et les filtres de la médiation politique, à partir des niveaux d'agrégation ouvrière et prolétarienne évoqués ci-dessus, une énergie révolutionnaire émerge qui peut et doit être organisée, formée et dirigée sur le terrain de la guerre révolutionnaire, pour aller de l'avant.

Par conséquent, en tenant compte comme il se doit de l'approfondissement du plan d'affrontement révolutionnaire actuel, c'est aux dynamiques qui se développent à partir de la dialectique entre ces deux facteurs, guérilla et autonomie de classe, que les BR font référence lorsqu'elles procèdent à la reconstruction des instruments politiques et organisationnels qui permettent de doter le camp prolétarien des moyens de soutenir l'affrontement et de poursuivre les lignes d'attaques inhérentes aux points de programme.

Les termes « instruments politiques et organisationnels » sont ici significatifs en termes d'intelligence artificielle, de mode opératoire pour ainsi automatisé.

Néanmoins le passage le plus important est le suivant : « Dans la mesure où l'initiative de la guérilla influe sur les barrières et les filtres de la médiation politique, à partir des niveaux d'agrégation ouvrière et prolétarienne évoqués ci-dessus, une énergie révolutionnaire émerge qui peut et doit être organisée, formée et dirigée sur le terrain de la guerre révolutionnaire, pour aller de l'avant ».

Cela résume en effet bien la logique d'une intelligence artificielle organique contre une autre.

ATTAQUER ET DÉSARTICULER LE PROJET ANTI-PROLÉTARIEN ET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE RÉFORME DES POUVOIRS DE L'ÉTAT.

CONSTRUIRE ET ORGANISER LES TERMES ACTUELS DE LA GUERRE DE CLASSE.

ATTAQUER LES LIGNES CENTRALES DE LA COHÉSION POLITIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE : DANS LE SPÉCIFIQUE ET LES PROJETS IMPERIALISTES DE NORMALISATION AU MOYEN-ORIENT QUI SE FONT SUR LE DOS DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS.

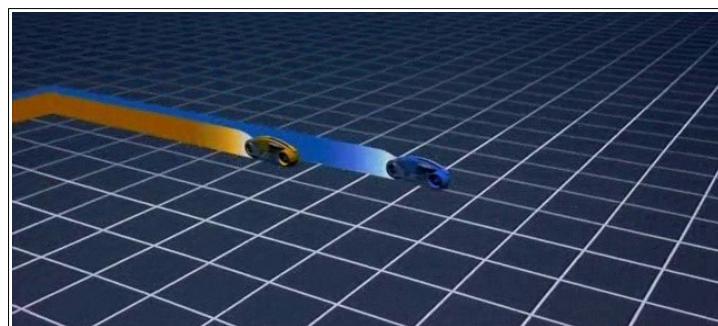
TRAVAILLER AUX ALLIANCES NÉCESSAIRES À LA CONSTRUCTION ET A LA CONSOLIDATION DU FRONT COMBATTANT ANTI-IMPERIALISTE, POUR AFFAIBLIR ET REPOUSSER L'IMPÉRIALISME DANS L'AIRE GÉOPOLITIQUE EUROPE OCCIDENTALE / MEDITERRANEE / MOYEN-ORIENT.

HONNEUR AU CAMARADE UMBERTO CATABIANI « ANDREA », ABATTU EN MAI 1982.

HONNEUR A TOUS LES CAMARADES RÉVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPERIALISTES MORTS AU COMBAT.

Les slogans finaux sont très en décalage avec la portée de la déclaration, ou plus exactement sa substance.

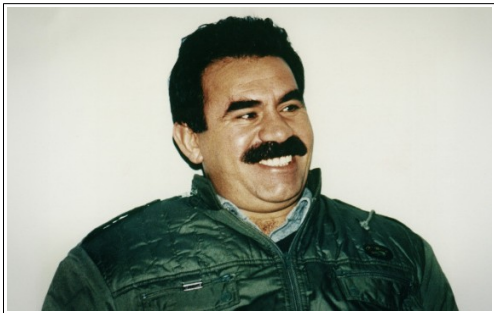
Cela reflète au fond la question de savoir si la déclaration ne fait que formuler de manière très approfondie une « retraite stratégique » localisée, ou bien s'il y a la formulation d'une vision du monde où la révolution est un processus de prise automatisé de contrôle organique d'une réalité aux mains d'une intelligence artificielle périmée. ■



L'absence de message d'Abdullah « Apo » Öcalan le 15 février 2025

Le 15 février 2025 a marqué le 26e anniversaire de l'arrestation d'Abdullah « Apo » Öcalan, le fondateur et dirigeant historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour cette occasion, des activistes Kurdes de France ont fait une marche en partant de Lorient en Bretagne, jusqu'à Strasbourg, où ils ont été rejoints par 20 000 personnes.

Les chiffres ont été choisis symboliquement : la marche a commencé le 26 janvier, elle s'est accomplie au bout de 26 jours. Une telle symbolique fera sourire ceux et celles qui connaissent bien toute la zone géographique autour de l'Iran.



Mais cette fois, il y avait également une attente : celle du message qu'Abdullah Öcalan devait donner, depuis sa prison, où il est en isolement quasi total. Le contenu devait être bouleversant, d'une ampleur historique.

Quelques jours auparavant, plusieurs prises de parole sont « ressorties » à cet effet. Il y a déjà une interview de 1988 d'Abdullah Öcalan avec le journaliste Mehmet Ali Birand ; le chef du PKK y dit notamment la chose suivante :

« Nous ne sommes pas en faveur de résoudre les problèmes par la violence. Nous croyons en le pouvoir de la politique. Nous stopperions immédiatement les actions armées s'il y avait un réel dialogue et la reconnaissance des droits kurdes. »

Il y a également l'extrait d'un discours tenu à Damas en Syrie, lors d'un séminaire, en 1995. Abdullah Öcalan y explique qu'il y a un changement historique en cours, que tout peut changer, etc.

Le 15 février 2025 devait donc être une date clef, d'une dimension historique.

Du côté de l'État turc, il était attendu l'annonce de la fin de la lutte armée. Du point de vue kurde, l'initiative d'Abdullah Öcalan devait lancer un processus de modification de la réalité politique turque.

Tout cela était bien entendu conditionné par la situation en Syrie. Le numéro 28 de *Crise* présente cette question, parallèlement à l'explication de la nature de l'effondrement du régime syrien. Les forces kurdes maintiendront-elles leur contrôle sur la région appelée Rojava ?

C'est en tout cas le souhait de la « Coalition internationale » dirigée par la superpuissance impérialiste américaine. La Syrie vient, en effet, de nommer les représentants du Comité préparatoire de la Conférence nationale syrienne de dialogue.

Il n'y a pas de Kurdes, au motif que les forces kurdes du Rojava n'ont pas rejoint l'armée nationale. En conséquence, les responsables américains et français de la Coalition internationale ont tenu une réunion avec le Conseil national kurde (CNK), qui regroupe les forces politiques du Rojava, et l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, qui dirige le Rojava.

Pour demander quoi ? Pour négocier bien entendu. Et c'est pourquoi il n'y a pas eu de message d'Abdullah Öcalan le 15 février 2025. Les Kurdes se retrouvent une nouvelle fois coincés ; de nouveau, ils sont les victimes de la bataille des grandes puissances et de l'expansionnisme local, féodal, nationaliste, religieux.

Les Kurdes ont pensé trouver une « formule magique », c'était de l'idéalisme et cela n'a même pas eu lieu tellement la situation est inextricable dans l'Orient compliqué.

Quel est le cœur du problème ? C'est que la Turquie, depuis 1989, a connu un immense développement économique. Cela reste un pays marqué par le féodalisme, mais ce féodalisme s'est modernisé. Le président en est un très bon reflet : Recep Tayyip Erdoğan est à la fois un autocrate pro-religion et un partisan du capitalisme (même si en fait déformé).

Ce développement a provoqué une corruption massive des forces contestataires, qui ont abandonné l'idée de révolution pour se tourner vers des bricolages idéologiques où le but est une transformation majeure, post-révolutionnaire et anarchiste.

Les thèmes majeurs sont : la décentralisation de l'État, la reconnaissance des communautés (nationales et religieuses), l'écologie, l'égalité hommes-femmes, les droits LGBT. On est là dans l'utopie petite-bourgeoise propre à des couches sociales citadines « modernes ».

La force principale pour porter cette « utopie », ce sont les forces kurdes, à travers le PKK. Car, évidemment, ces couches sociales citadines sont marginalisées dans la société turque. Il y a ici une alliance d'intérêts : la gauche contestataire profite de la base de masse des Kurdes, et en échange les Kurdes trouvent un levier pour agir dans la société turque elle-même.

Cette tendance a tout siphonné, même les organisations révolutionnaires clandestines turques (qui ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes par rapport aux années 1990 par ailleurs) se sont alignées là-dessus.

À l'international, il y a également eu une très grande vague de soutien au Rojava, de par les mêmes milieux fascinés par l'EZLN. Tous les anarchistes sont de la partie, en particulier ceux relevant de l'esprit communautaire (squats, zadistes, post-modernes décoloniaux, etc.).

Alors, oui, cela a eu de l'effet. Oui, cela a pu faire illusion, notamment avec la naissance du Rojava dans le cadre de la guerre civile syrienne.

Mais maintenant que le régime syrien est tombé, le Rojava est sous la menace des forces armées arabes utilisées par l'État turc. Les morts commencent à s'accumuler et la pression grandit toujours plus.

Le Rojava est dans les faits dépendant de l'armée américaine, des choix américains.



Une telle situation est inacceptable et représente un danger terrible pour les Kurdes. Et il ne sera pas possible de s'en sortir en trouvant encore et toujours des pirouettes pragmatiques, afin de permettre la mise en place d'alliances pour sauver la situation.

C'est là le terrible défaut historique de la Cause nationale kurde, qui a comme cause la présence continue de clans, habitués à s'allier, se trahir, retourner les alliances, etc. Parce qu'il ne faut pas rêver : les discours sur les droits des femmes kurdes ne sauraient masquer la réalité patriarcale et féodale. Une réalité qu'il faut oser bouleverser pour pouvoir avancer. ■